



RAPPORT ANNUEL

2017

Exercice clos le 31 mars 2017
Groupe Stingray Digital Inc.



STINGRAY



table des matières

03 Mot du chef de la direction **06** Rapport de gestion **08** Profil de la société **10** Stratégie d'affaires **18** Atouts concurrentiels **20** Principaux risques d'affaires **22** Équipe exécutive et conseil d'administration **49** États financiers consolidés

mot du chef de la direction

Chers actionnaires, clients, partenaires et collègues,

L'exercice 2017 termine notre première décennie en beauté ! Bien qu'il n'existe pas de recette du succès ni de guide pratique pour la réussite, au cours des dix années d'existence de Stingray, j'ai appris que la créativité, l'analyse minutieuse des demandes du marché, l'innovation technologique et la recherche de nouvelles idées devaient toujours faire partie de l'équation.

Cette année encore, nous avons atteint nos principaux objectifs grâce à des acquisitions stratégiques, aux changements technologiques, à des ententes de distribution élargies, à une clientèle diversifiée, à des initiatives de commercialisation prometteuses et, bien entendu, à la sélection de contenu musical par des experts.

Je suis fier de vous annoncer que nous avons enregistré une autre solide performance à l'exercice 2017. L'équipe dévouée de Stingray s'est surpassée, nos produits ayant franchi la barre des 100 millions de dollars. Les produits ont augmenté de 12,8 %, pour atteindre 101,5 millions de dollars (contre 89,9 millions de dollars en 2016). Nous avons affiché une performance d'exploitation solide, le BAIIA¹ ajusté se chiffrant à 33,9 millions de dollars et le bénéfice net, à 10,7 millions de dollars (0,21 \$ par action). Par ailleurs, les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation se sont établis à 22,8 millions de dollars et les flux de trésorerie disponibles ajustés², à 26,5 millions de dollars. Nous avons continué d'augmenter notre dividende et nous avons versé plus de 8,2 millions de dollars à nos actionnaires, c'est à dire vous.

Au cours des douze derniers mois, notre offre s'est accrue et compte maintenant neuf (9) marques : *Stingray Brava*, *Stingray DJAZZ*, *Stingray Classica*, *Stingray Festival 4K*, *Stingray iConcerts*, *Stingray Juicebox*, *Stingray Vibe*, *Stingray Loud* et *Stingray Retro*. Nous avons démontré, sans l'ombre d'un doute, notre capacité à intégrer de nouvelles acquisitions et à les mettre sur le marché rapidement et efficacement, créant ainsi de la valeur pour les parties prenantes internes et externes.

Le portefeuille de Stingray, composé de 16 services distincts mais complémentaires, lui permet de se positionner pour répondre à la demande des fournisseurs de contenu de divertissement et de clients commerciaux qui désirent mettre en œuvre des stratégies efficaces d'expérience musicale et d'expérience client. Je peux affirmer avec assurance que tout est en place pour favoriser la croissance et la diversification dans les prochaines années.

L'année en acquisitions

Dans un secteur où le mot d'ordre est la consolidation et où le succès d'une entreprise se définit par sa croissance et son envergure, l'acquisition de contenu musical de première qualité fait partie des principales stratégies d'expansion de Stingray et constitue un de ses principaux éléments distinctifs.

En juin 2016, nous avons réalisé l'acquisition de Festival 4K, une des premières chaînes télévisées à diffuser au format 4K Ultra-HD. Rebaptisée depuis *Stingray Festival 4K*, la chaîne complète l'offre existante de Stingray au format 4K, *Stingray Ambiance 4K*, nous plaçant résolument à l'avant scène de la révolution 4K.

Toujours en juin 2016, nous avons annoncé l'acquisition de quatre (4) chaînes de vidéoclips spécialisées de Bell Média : MuchLoud, MuchRetro, MuchVibe et Juicebox. Ces chaînes suscitent déjà l'intérêt de fournisseurs de télévision payante désirant répondre aux besoins de différentes tranches de la population.

En octobre, nous avons élargi notre offre de musique classique grâce à l'acquisition de centaines de concerts et de documentaires exclusifs d'EuroArts, société berlinoise de production et de distribution cinématographique de renommée mondiale spécialisée en musique classique. Cette entente bonifiera l'ensemble de nos services et nous permettra de faire croître notre offre musicale linéaire et sur demande de façon exponentielle.

Contrats de distribution renouvelés et élargis

S'il y a une chose dont je suis particulièrement fier, ce sont les relations à long-terme que nous avons établies avec nos clients dans 156 pays, nous permettant de répondre aux besoins de 400 millions de foyers et de 74 000 établissements commerciaux.

Cette année seulement, nous avons renouvelé ou élargi des ententes avec huit (8) fournisseurs de télévision payante européens : Vodafone Portugal, Orange Polska, Vodafone España, UPC Hongrie, T Mobile Pays-Bas, United Group Balkans, Sat-Trakt Doo et PT Telecom Hongrie. Ces ententes stratégiques constituent une croissance importante des activités de distribution actuelles de Stingray en Europe, nous permettant d'augmenter le nombre de nos abonnés potentiels de plus d'un million. Nous avons également signé un contrat de distribution renouvelé et élargi avec Shaw, joueur important sur le marché canadien.

Comme notre portée mondiale s'étend, de même que la demande pour des produits musicaux sélectionnés et reposant sur un modèle de consommation passif, la région de l'Asie-Pacifique représente pour nous un important marché en expansion. Cinq (5) mois seulement après l'ouverture d'un bureau de Stingray à Singapour, nous avons conclu des ententes de distribution avec StarHub et Singtel pour un éventail de services qui comprennent notamment *Stingray Musique*, *Stingray iConcerts*, *Stingray Brava*, *Stingray DJAZZ* et *Stingray Karaoke*.

En juillet, nous avons conclu un renouvellement de contrat pluriannuel avec la National Cable Television Cooperative (« NCTC »). En octobre, KlowdTV, plateforme en ligne par abonnement pour la télédiffusion en continu, a choisi d'inclure les chaînes audio payantes de *Stingray Musique* dans son forfait abonnement de base. Nous avons aussi élargi notre entente de distribution avec Comcast. Des milliers de nouvelles pièces musicales seront désormais offertes par l'intermédiaire de la plateforme de vidéo sur demande Xfinity On Demand. Notre division commerciale, Stingray Business, a également marqué une étape importante cette année. Nous avons lancé des services musicaux et d'affichage numérique en magasin dans des milliers de magasins partout au Canada. Les clients avec qui nous avons signé ou renouvelé un contrat comptent notamment Couché-Tard, La Source, Opa!, CDMV, Chapters Indigo, Lunetterie New Look et Telus. Notre capacité à nous adapter à un paysage technologique en évolution constante et à ajuster notre offre de produits aux plateformes de distribution de pointe est indispensable à la réussite durable de Stingray. Au cours des prochaines années, nous prévoyons signer des ententes de distribution avec d'importants fournisseurs de TPC, exploitants de services mobiles et clients commerciaux.

Initiatives de commercialisation

En vue de profiter pleinement des possibilités de ventes et de promotions croisées que nous offre chaque nouvelle acquisition, les services sont rapidement commercialisés sous la marque Stingray. Grâce à une brillante conception de produits et à des stratégies de commercialisation multiplateformes et efficaces, nous aspirons à ce que la notoriété de notre marque atteigne les plus hauts niveaux tant pour le segment interentreprises que pour le segment entreprise-consommateur, rendant ainsi Stingray omniprésente sur le marché. Cette année, notre équipe a mené à bien, en un temps record, la refonte de *Stingray Brava*, de *Stingray DJAZZ*, de *Stingray Juicebox*, de *Stingray Loud*, de *Stingray Vibe*, de *Stingray Retro* et de *Stingray Festival 4K*. Nous avons également adopté la nouvelle présentation de notre marque phare, *Stingray Musique*.

Servir la collectivité

Le succès s'accompagne d'une responsabilité de servir la collectivité. De toutes nos réalisations, celle qui, à mon avis, caractérise vraiment cette année est notre première campagne au profit de Centraide du Grand-Montréal, un réseau de 350 organismes qui aident les personnes et les familles à briser l'isolement et qui construisent des collectivités plus humaines. Grâce à un ensemble de mesures appuyées par toute la famille Stingray, nous avons recueilli 100 000 \$, ce qui dépasse amplement notre objectif initial.

Remerciements

Je tiens à profiter de l'occasion pour remercier les 350 membres de notre personnel partout dans le monde qui font preuve de talent et de passion, qui nous apportent leur appui et qui aspirent à l'excellence. Sans votre contribution à chacun, nous ne pourrions atteindre les objectifs ambitieux que nous nous fixons. Je désire également souligner le soutien indéfectible et la clairvoyance des membres du conseil et de l'équipe de haute direction de Stingray. Merci! Au cours de la prochaine année, je suis convaincu qu'ensemble, nous continuerons de réaliser notre mission en faisant preuve d'ambition, de motivation et d'innovation sans égale.



Eric Boyko

Président, cofondateur et chef de la direction

101,5 M\$

▲ **12,8 % par rapport à 2016**
Revenus

10,7 M\$

Ou **0,21 \$ par action**
Bénéfice net

33,9 M\$

▲ **9,2 % par rapport à 2016**
Marge¹ de 33,4 %
BAIIA ajusté¹

22,8 M\$

▲ **20,0 % par rapport à 2016**
FT liés aux activités
d'exploitation

26,5 M\$

▲ **8,7 % par rapport à 2016**
Flux de trésorerie
disponibles ajustés¹

¹ Voir les rubriques Information prospective et Renseignements supplémentaires sur les mesures non conformes aux IFRS à la page 24. Pour un rapprochement avec les mesures financières conformes aux IFRS les plus facilement comparables, voir la rubrique Renseignements supplémentaires sur les mesures non conformes aux IFRS à la page 29.

“Notre capacité à nous adapter à un paysage technologique en évolution constante et à ajuster notre offre de produits aux plateformes de distribution de pointe est indispensable à la réussite durable de Stingray.”

rapport de gestion

Le présent document qui comprend le rapport financier et le rapport de gestion annuels de Groupe Stingray Digital Inc. (« Stingray » ou « la société ») doit être lu parallèlement aux états financiers consolidés audités de la société et aux notes y afférentes pour les exercices clos les 31 mars 2017 et 2016. Le présent rapport de gestion est basé sur les renseignements dont la société disposait au 7 juin 2017. Il est possible d'obtenir d'autres renseignements au sujet de la société sur SEDAR, au www.sedar.com.



profil de la société

Groupe Stingray Digital Inc. est un fournisseur hors pair de services musicaux multiplateformes et d'expériences numériques notamment aux exploitants de télévision payante, aux établissements commerciaux, aux fournisseurs de TPC et aux exploitants de services mobiles.

Notre clientèle, répartie dans 156 pays, fait confiance à notre portefeuille de produits complet et à notre savoir-faire en matière de sélection de contenu afin de mettre au point et de mettre en œuvre de puissantes stratégies d'expérience musicale et d'expérience client qui permettent d'atteindre des objectifs commerciaux. Chaque jour, plus de 400 millions de foyers et de 11 000 clients commerciaux profitent d'un des nombreux services de Stingray.

Faits saillants de la société

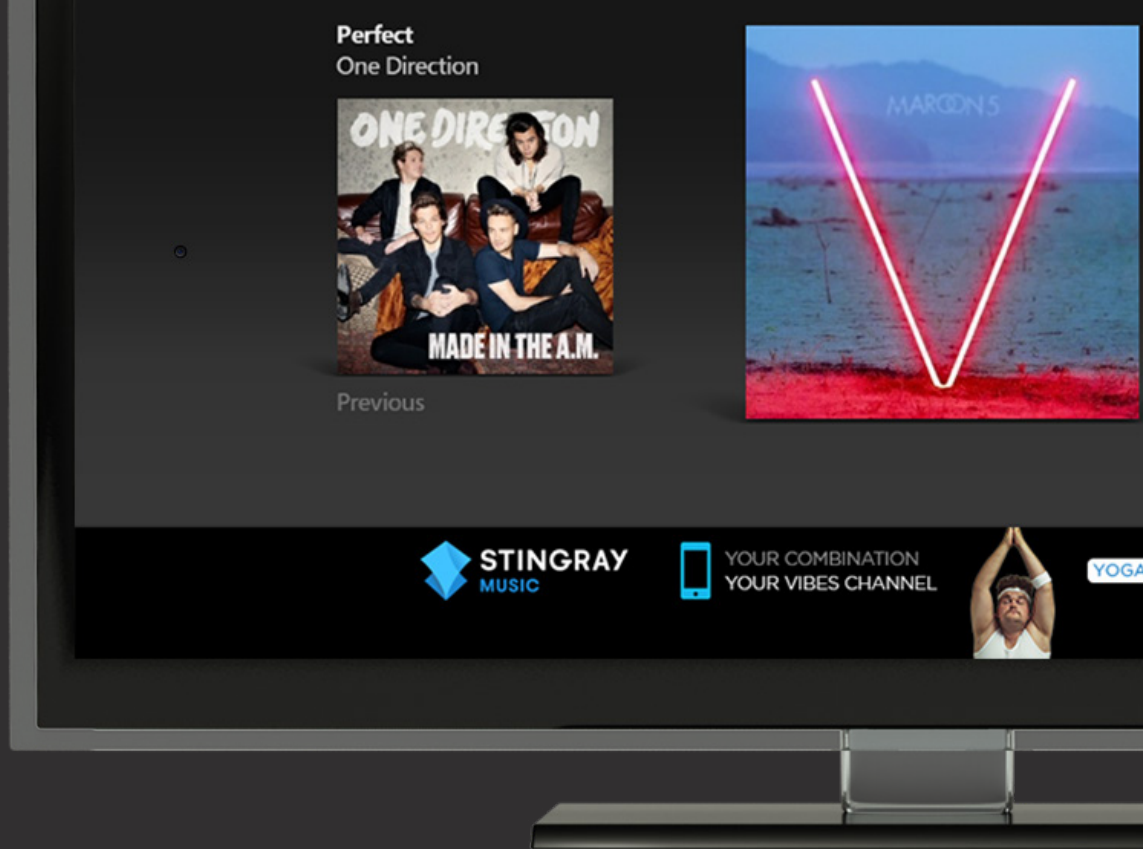


SIÈGE SOCIAL
Montréal, Canada

BUREAUX

États-Unis, Royaume-Uni, Pays-Bas, Allemagne, Israël, Singapour, Australie, Japon et Corée du Sud.

“Dans un secteur où le mot d’ordre est la consolidation et où le succès d’une entreprise se définit par sa croissance et son envergure, l’acquisition de contenu musical de première qualité fait partie des principales stratégies d’expansion de Stingray et constitue un de ses principaux éléments distinctifs.”



stratégie d'affaires

Notre objectif à long terme est de poursuivre avec détermination la croissance des activités commerciales de Stingray. Nous croyons pouvoir atteindre nos objectifs en développant et en diversifiant notre clientèle, en innovant dans l'élaboration de technologies, de plateformes numériques et de produits et en demeurant à l'affût des occasions d'acquisitions stratégiques qui s'offrent à nous.



Élargir et diversifier notre clientèle et nos partenaires

Stingray doit une grande part de son succès mondial à la confiance des clients et à sa capacité à leur offrir des services d'une qualité inégalée. Cette année, Stingray a continué à élargir sa clientèle et à renforcer la portée de sa distribution.

Nouveaux clients

COMCAST
VOO
VODAFONE
T-MOBILE
SINGTEL
STARHUB
ORANGE

Contrats renouvelés et élargis

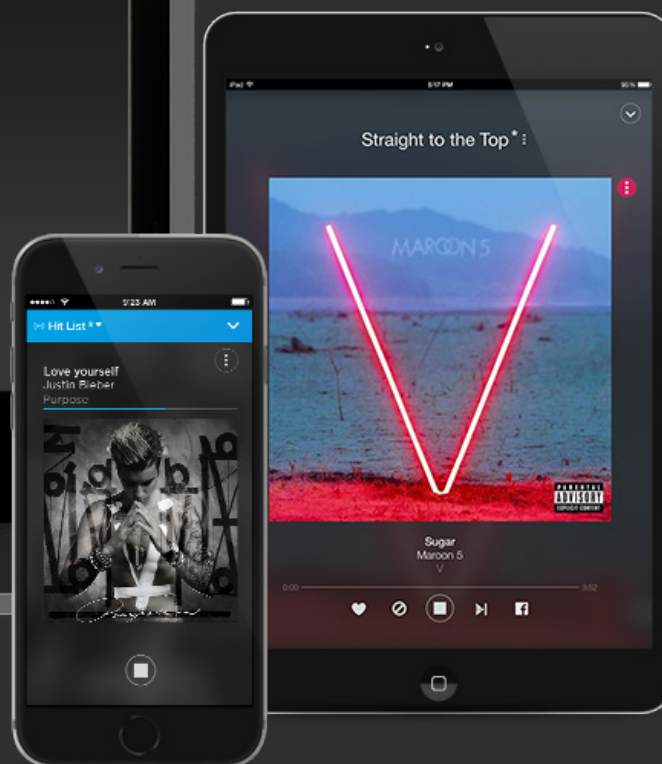
SHAW
ZIGGO
HOT
MEGACABLE
TELEVISA
FOXTEL

Love Yourself
Justin Bieber



Next

/MEDITATION ZEN NEW AGE



2

Concevoir de nouveaux produits et de nouvelles technologies et plateformes numériques

Chaque année, Stingray investit plus de 10 millions de dollars dans la recherche et le développement. Afin de conserver sa position de premier fournisseur mondial de produits et services musicaux multiplateformes, la société s'efforce de demeurer à la fine pointe de la technologie.

Faits saillants

Lancement de la deuxième génération de UBIQUICAST, permettant une distribution multiproduits

Lancement de SB3, permettant une distribution simultanée d'affichage numérique et de musique HD

Lancement de l'application mobile Stingray Musique pour tablette et Sonos

Diffusion de 2 000 chaînes Vibes sur l'application mobile Stingray Musique, qui compte maintenant plus de 1,6 million de téléchargements.

Commercialisation de Stingray Pass, une technologie propriétaire d'empreinte audio évolutive (Watermark)

Acquisition de Festival 4K, l'une des premières chaînes à diffuser sans interruption un contenu au format 4K Ultra-HD.



Poursuivre la réalisation d'acquisitions stratégiques

Stingray a démontré sa capacité à acquérir des sociétés dynamiques et créatives de renom et à s'associer à des figures de proue de l'industrie afin de mener à bien son offensive d'expansion mondiale.

Faits saillants

Stingray est maintenant le plus important télédiffuseur de concerts en format numérique du monde

Stingray a diversifié son offre de produits et étendu son réseau de distribution européen

Stingray est maintenant le chef de file mondial de la distribution de contenu télévisuel consacré à la musique classique

“Le portefeuille de Stingray, composé de 16 services distincts mais complémentaires, lui permet de se positionner pour répondre à la demande des fournisseurs de contenu de divertissement et de clients commerciaux qui désirent mettre en œuvre des stratégies efficaces d’expérience musicale et d’expérience client.”

STINGRAY
festival4k

STINGRAY
djazz

STINGRAY
brava

STINGRAY
iConcerts

STINGRAY
LOUD

STINGRAY
JUICEBOX

STINGRAY
RETRO

STINGRAY
Vibe

CLASSICA

stratégie d'acquisition qui a fait ses preuves

202 millions de dollars
consacrés aux acquisitions
depuis la création

Stingray est maintenant le plus important
télédiffuseur de contenu de musique
classique au monde, ceci témoigne de
notre capacité d'agir comme consolidateur
au sein de l'industrie.

2007

Slep-Tone Entert. Corp/
SoundChoice
(Karaoke Channel)

2009

Canadian Broadcast Corp. (Galaxie)
MaxTrax Music Ltd.
Chum Satellites Services (CTV)

2010

Marketing Senscity Inc.
Concert TV Inc.

2011

Music Choice International Ltd.

2012

Musicoola Ltd.
Zoe Interactive Ltd.

2013

Executive Communication
Emedia Networks Inc.
Stage One Innovations Ltd.
Intertain Media Inc

2014

DMX LATAM (Mood Media)
Archibald Media Group
DMX Canada (Mood Media)
Telefonica - On the Spot

2015

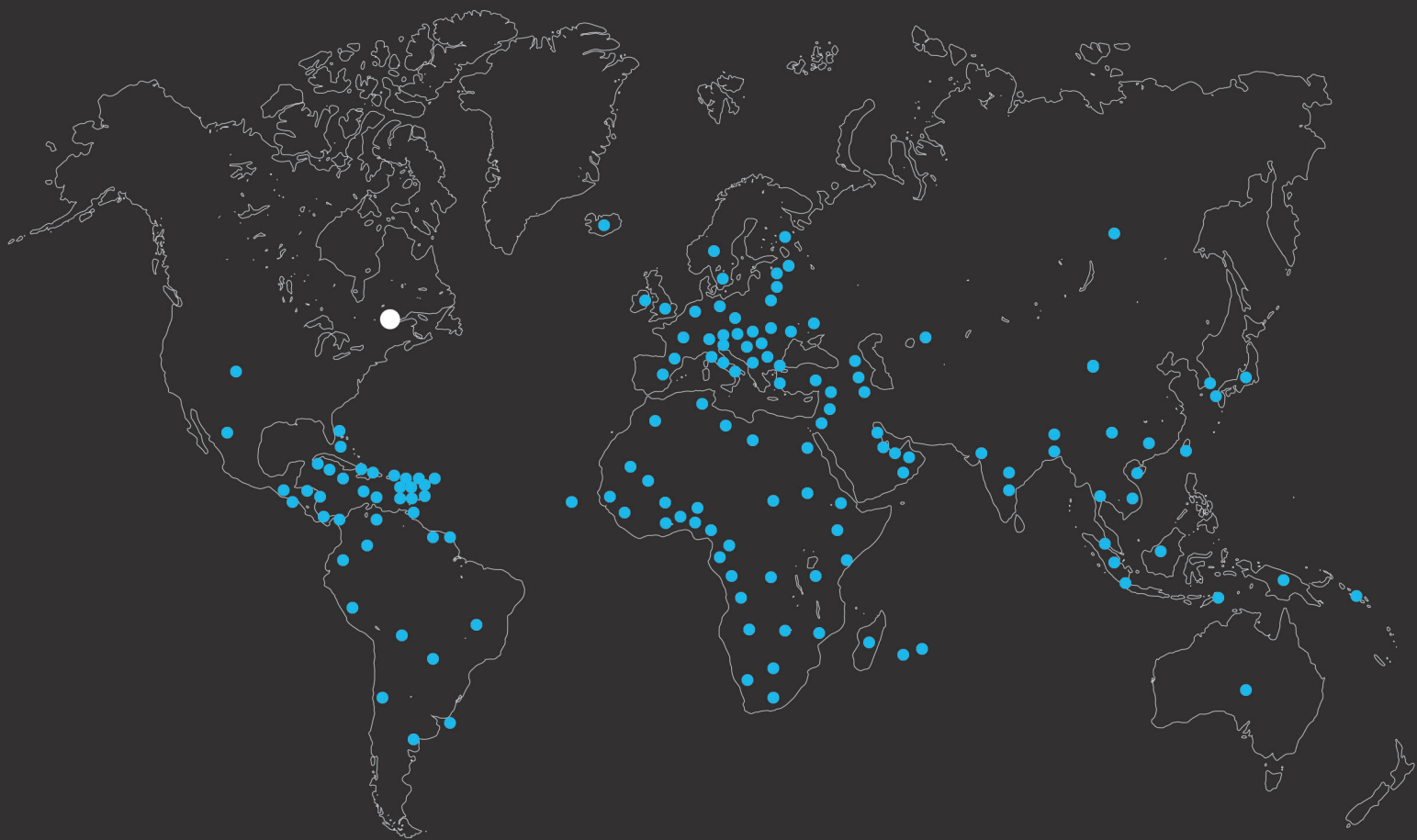
Les réseaux Urbains Viva Inc.
Brava Group (HDTV, NL and DjazzTV)
Digital Music Distribution
iConcerts Group

2016

Nümedia
Festival 4K B.V.
Bell Media's specialty
music video channels
EuroArts Classical catalogue

2017

Classica
Nature Vision TV



italie
bulgarie
royaume-uni
australie
republique centrafricaine
espagne
haïti
danemark

Canada. Australie. Royaume-Uni. États-Unis. Pays-Bas.
Japon. Fédération Russe. Allemagne. Norvège. Irlande.
Finlande. Togo. France. Belgique. Chine. Danemark.
Zambie. Taïwan. Islande. Autriche. Suriname. Saint-
Marin. Pérou. Îles Caïmans. République Tchèque.
Venezuela. Curaçao. Congo. Pakistan. Portugal.
Monaco. Nigeria. Estonie. Népal. Mexique. Brésil.
Ukraine. Nicaragua. Guinée Équatoriale. Ouganda.
Salvador. République Dominicaine. Bahamas.
Équateur. Monténégro. Chypre. Cameroun. Argentine.
Panama. Mongolie. Bolivie. Mauritanie. Bahreïn. Chili.
Angola. Kazakhstan. Hongrie. Émirats Arabes Unis.
Costa Rica. Croatie. Égypte. Indonésie. Cote D'Ivoire.
Mali. Singapour. Colombie. Madagascar. Namibie.
Honduras. Uruguay. Burkina Faso. Guatemala.
Macédoine. Roumanie. Macao. Luxembourg.
Liechtenstein. Liban. Oman. Malte. Corée. Inde.
Hong Kong. Mozambique. Gabon. Maroc. Porto
Rico. Saint-Siège. Haïti. Grèce. Sénégal. Géorgie.
Guinée Française. Tanzanie. Viet Nam. Paraguay.
Timor oriental. Malaisie. Qatar. Maurice. Congo.
Anguilla. Corée. Philippines. Réunion. Tchad. Saint-
Martin. République centrafricaine. Soudan. Brunei
Darussalam. Italie. Guadeloupe. Bhoutan. Grenade.
Bénin. Montserrat. Bélarus. Bangladesh. Israël.
Jamaïque. Andorre. Nouvelle Calédonie. Martinique.
Slovénie. Papouasie Nouvelle Guinée. Bulgarie. Serbie.
Barbade. Rwanda. Slovaquie. Guinée-Bissau. Pologne.
Lettonie. Kenya. Saint-Vincent-et-les-Grenadines.
Libye. Koweït. Éthiopie. Érythrée. Cap-Vert. Burundi.
Grand Cayman. Îles Turques-et-Caïques. Dinde.
Tunisie. Trinité-et-Tobago. Lituanie. Thaïlande. Suisse.
Espagne. Afrique du Sud. Saint-Christophe-et-Niévès.
Botswana. Bosnie Herzégovine. Aruba. Arménie.
Azerbaïdjan.

canada
se pologne
pays-bas islande
thailande
autriche
afrique du sud

atouts concurrentiels

Nous sommes d'avis que les forces concurrentielles suivantes contribueront à notre succès commercial continu et à notre performance future :

Chef de file des services musicaux et des solutions médias multiplateformes interentreprises

Comptant 400 millions d'abonnés dans 156 pays, nous jouissons d'une portée globale supérieure à celle de la plupart de nos pairs. Nos produits et services sont distribués sur une multitude de plateformes : télévision numérique, télévision satellite, télévision sur protocole Internet, Web, appareils mobiles, systèmes Wi-Fi et consoles de jeux.

Flux de trésorerie solides et prévisibles provenant des relations à long terme avec les clients et des contrats à long terme

Notre modèle d'affaires est basé sur les produits provenant des abonnements et sur la conclusion de contrats à long terme avec des fournisseurs de télévision payante, ce qui nous permet de bien prévoir les flux de trésorerie futurs, diminue le caractère cyclique du résultat net et permet de mieux fidéliser la clientèle. Par conséquent, nous avons établi des relations à long terme profondément intégrées avec bon nombre de nos clients auprès desquels nous avons réalisé des produits annuels récurrents de 87,6 millions de dollars pour l'exercice 2017 (86,3% du total de nos produits).

Technologies propriétaires innovantes

En tant que précurseur et chef de file du marché de la musique numérique, nous avons mis au point une gamme incomparable de technologies propriétaires qui nous procurent un atout concurrentiel de taille. Nous cumulons une vaste expérience dans le développement de technologies visant à diffuser de la musique numérique sur une multitude de plateformes comme la télévision, les appareils numériques et le Web. À titre d'exemple, nous avons lancé une deuxième génération d'UBIQUICAST, permettant une distribution multiproduits, et une troisième génération de notre plateforme commerciale, SB3, permettant une distribution simultanée d'affichage numérique et de musique HD.

Parcours jalonné de succès en matière d'acquisitions et d'intégrations

Depuis la création de Stingray en 2007, nous avons réalisé 29 acquisitions représentant des investissements d'environ 202 millions de dollars, ce qui a permis à notre entreprise d'obtenir de nouveaux clients, d'offrir de nouveaux produits et de pénétrer de nouveaux marchés géographiques. Au cours de l'exercice 2017, nous avons réalisé cinq (5) acquisitions, pour une contrepartie totale de 21 millions de dollars.

Le parcours jalonné de succès de Stingray en matière d'acquisition et d'intégration de sociétés est le fruit de la stratégie d'acquisitions rigoureuse et disciplinée menée par notre équipe de direction expérimentée. La polyvalence, la portabilité et la souplesse des produits et des technologies de Stingray nous permettent d'intégrer et de prendre en charge efficacement les produits et les technologies complémentaires des entreprises que nous acquérons.

Expertise de pointe en sélection de contenu

La stratégie de gestion de Stingray repose sur un modèle de consommation de musique passif plutôt qu'actif. Stingray offre certaines des chaînes de musique et certains des catalogues les plus complets du monde, programmés par une centaine d'experts en musique du monde entier. Nos produits et nos services musicaux s'adaptent aux goûts et aux tendances des auditeurs afin de leur procurer l'expérience la plus agréable possible, le tout sans pauses publicitaires.

À l'exercice 2017, nous sommes devenus le plus important fournisseur de programmation consacrée à la musique classique du monde. Grâce à l'acquisition de Classica, nous disposerons d'un accès libre et privilégié au catalogue exclusif d'UNITEL, comptant plus de 1500 titres et 2000 heures de contenu de qualité qui représente un complément idéal à l'offre exceptionnelle de musique classique déjà proposée par Stingray, qui comprend notamment les 440 titres d'EuroArts et la chaîne télévisée Brava. Ces transactions propulseront notre croissance et consolideront nos relations avec les câblodistributeurs audacieux qui sont toujours à la recherche de nouveaux contenus captivants.

Taux de maintien des effectifs élevé et taux de roulement faible

En tant que société canadienne dynamique et croissante, nous attirons et maintenons en poste des professionnels de talent. Notre équipe de 350 employés dévoués se compose d'experts chevronnés dans les domaines de l'exploitation, des finances, de la technologie, du marketing et des communications, des ventes et des affaires juridiques et réglementaires. Avant de se joindre à Stingray, ces professionnels ont acquis une expérience enviable auprès d'autres grands meneurs de l'industrie.

Principaux risques d'affaires

Les stratégies d'exploitation de Stingray sont tributaires des principaux risques et incertitudes liés à ses activités. La société pourrait être assujettie à d'autres risques et incertitudes dont elle ignore actuellement la teneur ou qu'elle juge pour l'instant négligeables. Si un événement lié à ces risques et incertitudes venait à se produire, il pourrait avoir une incidence défavorable importante sur ses activités, sa situation financière et ses résultats d'exploitation.

Pour une analyse détaillée des principaux risques aux-quels Stingray est exposée, se reporter à la page 19 de la notice annuelle de la société pour l'exercice clos le 31 mars 2017, qui peut être consultée sur SEDAR à l'adresse sedar.com. Les principaux risques quant à leur probabilité et à l'ampleur des conséquences sont les suivants :

Redevances de représentation publique et droits de reproduction mécanique

Nous payons des droits de représentation publique ou de reproduction mécanique aux auteurs-compositeurs et aux éditeurs aux termes de contrats négociés avec des maisons de disques et des sociétés de collecte de droits musicaux partout dans le monde. Si les redevances de représentation publique ou des droits de reproduction mécanique applicables à la musique numérique augmentaient, nos résultats d'exploitation, notre performance financière et notre situation financière pourraient en souffrir. Nous atténuons ce risque en exerçant le plus possible nos activités sous l'égide de régimes et de cadres de délivrance des licences obligatoires régissant les services musicaux non interactifs. Les taux de redevances exigibles aux termes de licences obligatoires peuvent être établis lors de pourparlers ou d'une instance tarifaire tenue devant la Commission du droit d'auteur du Canada. Ces taux de redevances sont généralement stables et fluctuent rarement d'une année à l'autre.

Intégration des sociétés acquises

Par le passé, la société a réalisé des acquisitions et des regroupements d'entreprises et conclu des coentreprises en vue de compléter ou de développer nos activités, et elle continuera de le faire à l'avenir. La société pourrait avoir de la difficulté à intégrer à nos activités les actifs acquis. De plus, il se peut qu'elle ne réalise pas les profits, les économies d'échelle et les synergies que nous comptons réaliser au moment de conclure ces opérations. Afin d'atténuer ce risque, la société s'est engagée à élaborer et à améliorer des contrôles au chapitre de l'exploitation, des finances et de la gestion, à optimiser ses systèmes et procédures d'information et à recruter, à former et à maintenir en poste du personnel hautement qualifié, ce qui lui permettra de tirer parti efficacement de ses services par l'intermédiaire de nouveaux marchés, de nouvelles plateformes et de nouvelles technologies.

Plan à long terme d'expansion des activités sur les marchés internationaux

Notre stratégie de croissance repose en bonne partie sur la poursuite de l'expansion de nos activités sur les marchés internationaux. Pour l'exercice 2016, environ 45% de nos produits sont tirés de nos clients à l'extérieur du Canada. Il faut beaucoup de ressources et une grande attention des dirigeants pour exercer des activités à l'échelle internationale. L'expansion de nos activités à l'échelle internationale nous exposera à des risques d'ordre politique, économique et réglementaire différents de ceux auxquels nous sommes exposés au Canada. Afin d'atténuer ce risque, la société s'est engagée à élaborer et à améliorer des contrôles au chapitre de l'exploitation, des finances et de la gestion, à optimiser ses systèmes et procédures d'information et à recruter, à former et à maintenir en poste du personnel hautement qualifié, ce qui lui permettra de poursuivre l'expansion de ses activités sur les marchés internationaux.

Dépendance envers les fournisseurs de télévision payante

La société rejoint la majeure partie de la clientèle d'abonnés de Stingray Musique pour la télévision payante par l'intermédiaire d'un petit nombre d'importants fournisseurs de télévision payante qui ont conclu avec elle des contrats à long terme. Les décisions prises par les fournisseurs de télévision payante quant à la composition de leurs forfaits de services peuvent influencer sur la clientèle d'abonnés. De plus, les obligations contractuelles des fournisseurs de télévision payante aux termes de nos contrats sont assujetties aux modifications apportées aux règles du CRTC, y compris au nouveau cadre stratégique du CRTC présenté dans la Politique réglementaire de radiodiffusion CRTC 2015-96 (se reporter à la rubrique « Nos activités – Questions liées à la réglementation canadienne – Faits récents » de la notice annuelle 2017). Nous atténuons ce risque en cernant les besoins commerciaux des fournisseurs de télévision payante et en leur proposant une offre de services attrayante, distribuée par l'intermédiaire de nombreuses plateformes et technologies propriétaires et assortie d'une proposition de valeur démontrable. D'après notre interprétation des contrats à long terme et nos relations solides avec les fournisseurs de télévision payante, nous nous attendons à ce que ceux-ci continuent de s'acquitter de leur obligation contractuelle d'inclure notre service de programmation sonore payante dans le volet non réglementé du forfait de base offert à leurs abonnés (s'il est offert).

Croissance rapide dans un marché en évolution

Le secteur du divertissement audio et vidéo est un marché qui évolue rapidement. Le marché de la musique et des vidéos numériques en ligne a connu des changements rapides et spectaculaires au cours de notre existence relativement récente et il se heurte à d'importants défis. En outre, nos engagements contractuels existants avec des concurrents qui nous empêchent de solliciter des clients sur certains marchés pourraient faire obstacle à notre croissance sur ces marchés. Afin d'atténuer ce risque, notre personnel de vente aguerri a mis un accent soutenu sur la vente croisée de notre gamme croissante de produits, tandis que nos ingénieurs qualifiés continuent d'innover et de développer de nouveaux produits et de nouvelles technologies propriétaires de distribution numérique, ce qui nous permet d'attirer et de fidéliser des clients et d'accroître notre offre de services sur des plateformes numériques autres que la télévision. Pour gérer la croissance prévue de nos activités et de notre personnel, nous devons continuer d'améliorer nos contrôles liés à l'exploitation, aux finances et à la gestion, ainsi que nos systèmes et procédures d'information.

Concurrence des autres fournisseurs de contenu

Le marché de l'acquisition de droits numériques exclusifs auprès de propriétaires de contenu est concurrentiel. Bon nombre des enregistrements les plus attrayants font déjà l'objet de conventions de distribution numérique ou ont déjà été placés directement auprès de services de divertissement numériques. Nous subissons une concurrence accrue pour gagner des auditeurs et/ou des téléspectateurs de la part d'une variété croissante d'entreprises qui offrent du contenu médiatique audio et/ou vidéo sur téléphones mobiles et autres appareils sans fil. La croissance des médias sociaux pourrait favoriser l'émergence de nouvelles formes d'abonnement qui feraient concurrence à la société. Pour atténuer ce risque, la société continue de tabler sur la programmation réalisée par des personnes physiques et la sélection de contenu par des experts musicaux primés du monde entier, qui s'adaptent aux goûts et aux tendances des auditeurs afin de leur procurer l'expérience la plus agréable possible. La société reste également déterminée à créer et à acquérir des enregistrements de concerts télévisés en version longue afin de mettre sur pied son propre catalogue exclusif.

membres de la haute direction



Eric Boyko
Président, cofondateur,
chef de la direction et
administrateur



Jean-Pierre Trahan
Chef de la direction
financière



Lloyd Feldman
Vice-président
principal, avocat général
et secrétaire corporatif



Marie Ginette Lepage
Vice-présidente principale,
ventes mondiales et des
solutions mobiles



Mario Dubois
Vice-président
principal et chef de
la direction technique



Mathieu Pélouquin
Vice-président
principal, marketing
et communications



Sébastien Côté
Vice-président,
ressources humaines



Stephen Tapp
Vice-président principal,
développement des affaires



Ratha Khuong
Directrice Générale,
Stingray Affaires Inc.



Valery Zamuner
Vice-présidente principale,
fusions, acquisitions et
initiatives stratégiques

administrateurs non-membres de la haute direction



Claudine Blondin
Administratrice et membre
du comité de gouvernance



François-Charles Sirois
Président du conseil
d'administration et membre
du comité des ressources
humaines et de rémunération



Gary S. Rich
Administrateur
et président du comité
des ressources humaines
et de rémunération



L. Jacques Ménard
Administrateur et président
du comité d'audit



Jacques Parisien
Administrateur principal
et président du comité
de gouvernance



Mark Pathy
Administrateur
et membre du comité
des ressources humaines
et de rémunération



Pascal Tremblay
Administrateur et membre
du comité de gouvernance
et comité d'audit



Robert G. Steele
Administrateur et membre
du comité d'audit

BASE D'ÉTABLISSEMENT ET INFORMATION PROSPECTIVE

Le présent document, qui comprend le rapport financier et le rapport de gestion annuels de Groupe Stingray Digital Inc. (« Stingray » ou la « société »), doit être lu parallèlement aux états financiers consolidés audités de la société et aux notes y afférentes pour les exercices clos les 31 mars 2017 et 2016. Le présent rapport de gestion est basé sur les renseignements dont la société disposait au 7 juin 2017. Il est possible d'obtenir d'autres renseignements au sujet de la société sur SEDAR, au www.sedar.com.

Le présent rapport de gestion contient de l'information prospective au sens des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables. Cette information prospective comprend, sans s'y limiter toutefois, des énoncés concernant les attentes de la direction au sujet de la croissance, des résultats d'exploitation et de la performance futurs de la société ainsi que de ses perspectives d'affaires. Cette information prospective porte, entre autres, sur nos objectifs et sur les stratégies mises en œuvre pour les atteindre, ainsi que sur nos opinions, nos projets, nos attentes, nos prévisions, nos estimations et nos intentions, et peut comprendre d'autres énoncés de nature prévisionnelle, ou qui dépendent d'événements ou de conditions à venir ou s'y rapportent. On reconnaît les énoncés contenant de l'information prospective à l'emploi de mots et d'expressions comme « pouvoir », « s'attendre à », « prévoir », « supposer », « avoir l'intention de », « planifier », « croire », « estimer », « indications », « continuer », entre autres, ainsi qu'à l'utilisation du futur et du conditionnel, bien que ce ne soit pas tous les énoncés prospectifs qui contiennent ce genre de formulations. De plus, les énoncés faisant référence à des attentes, à des prévisions ou à d'autres interprétations d'événements ou de circonstances à venir contiennent de l'information prospective. Les énoncés qui contiennent de l'information prospective ne sont pas des déclarations factuelles, mais reflètent plutôt les attentes, les estimations et les projections de la direction concernant des événements futurs.

Bien que la direction soit d'avis que les énoncés prospectifs reflètent des attentes raisonnables, ils reposent sur ses opinions, ses hypothèses et ses estimations à la date de leur formulation et sont assujettis à un certain nombre de risques, d'incertitudes et d'autres facteurs qui pourraient donner lieu à des événements ou à des résultats réels sensiblement différents de ceux qui y sont exprimés. Ces facteurs comprennent, entre autres, les risques suivants : augmentation des redevances ou limitation de l'accès aux droits musicaux; dépendance de la société à l'égard des fournisseurs de télévision payante; évolution rapide du secteur du divertissement audio et vidéo; concurrence d'autres fournisseurs de contenu; expansion de nos activités sur les marchés internationaux; croissance rapide et stratégie de croissance de la société; acquisitions, regroupements d'entreprises et coentreprises de la société; dépendance de la société à l'égard du personnel clé; fluctuations des taux de change; instabilité économique et politique des pays émergents; méthodes de calcul des redevances; transformations rapides de la technologie et du secteur; incapacité à obtenir du financement supplémentaire; incapacité à générer des rentrées de trésorerie; accès aux facilités de crédit de la société; longueur et coût élevé des litiges relatifs aux contenus protégés par le droit d'auteur; incapacité de la société à protéger sa technologie exclusive; recours de la société au matériel, aux logiciels et aux services connexes de tiers; incapacité de la société à maintenir sa culture d'entreprise; conjoncture économique défavorable; assujettissement de la société aux lois étrangères sur la protection de la vie privée et la sécurité des données; utilisation interdite ou piratage de contenu musical et vidéo; catastrophes naturelles et interruptions causées par des problèmes d'origine humaine; assujettissement à des obligations fiscales supplémentaires; sauvegarde de la réputation de la société; litiges et autres réclamations; risque de crédit; risque de liquidité; défaut de la société de se conformer aux exigences du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadien (le « CRTC »); échec du renouvellement ou du maintien en vigueur des licences du CRTC; augmentation des droits de licence de radiodiffusion payables par la société; changements défavorables dans la réglementation gouvernementale touchant le secteur.

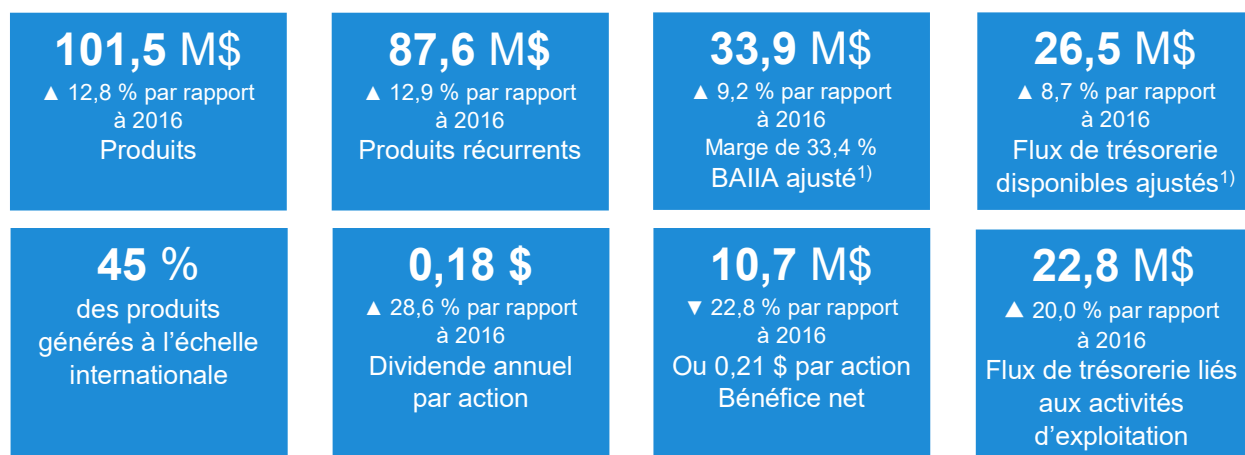
De plus, si l'une ou l'autre des hypothèses ou des estimations de la direction devait se révéler inexacte, les résultats et les événements réels pourraient probablement différer, voire sensiblement, de ceux exprimés de façon explicite ou implicite dans les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion. Ces hypothèses comprennent, entre autres, celles qui suivent : notre capacité à générer des produits suffisants tout en contrôlant nos coûts et nos dépenses; notre capacité à gérer efficacement notre croissance; l'absence de changements défavorables importants dans notre secteur d'activité ou dans l'économie mondiale; les tendances dans notre secteur d'activité et sur nos marchés; l'absence de changement dans la législation, les politiques administratives ou les exigences réglementaires applicables à nos activités, y compris dans nos licences du CRTC; de légères modifications apportées au service de programmation sonore payante offert par les fournisseurs de télévision payante à la lumière des décisions d'orientation récentes du CRTC; notre capacité à gérer les risques de l'expansion internationale; notre capacité à entretenir de bonnes relations d'affaires avec nos clients, nos mandataires et nos partenaires; notre capacité à élargir notre infrastructure de vente et de distribution et nos réseaux de commercialisation; notre capacité à concevoir des produits et des technologies en phase avec l'évolution continue de la technologie et des normes industrielles, des produits de la concurrence et des préférences et exigences des clients; notre capacité à protéger notre technologie et nos droits de propriété intellectuelle; notre capacité à gérer et à intégrer les acquisitions; notre capacité à retenir les employés clés; et notre capacité à obtenir du financement suffisant, par emprunt ou par capitaux propres, pour soutenir la croissance de nos activités. Les acquéreurs éventuels sont donc priés de ne pas s'en remettre sans réserve à ces énoncés. Cette mise en garde vise toute l'information prospective figurant dans le présent rapport de gestion. Les énoncés en question sont formulés uniquement en date du présent rapport de gestion. La société décline expressément toute obligation de mettre à jour ou de modifier ces énoncés prospectifs, ou les facteurs ou les hypothèses qui les sous-tendent, que ce soit pour tenir compte de faits nouveaux ou d'événements ultérieurs ou pour quelque autre raison, à moins que la loi ne l'y oblige.

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES MESURES NON CONFORMES AUX IFRS

La société estime que le BAIIA ajusté et la marge du BAIIA ajusté sont des mesures importantes pour l'analyse de sa rentabilité opérationnelle, abstraction faite des décisions relatives au financement, des éléments hors trésorerie et des stratégies fiscales. La comparaison avec les pairs est également facilitée étant donné que les sociétés ont rarement la même structure du capital et la même structure de financement. La société estime que le bénéfice net ajusté et le bénéfice net ajusté par action sont des mesures importantes, car elles démontrent la rentabilité nette de ses activités principales. La société est d'avis que les flux de trésorerie disponibles ajustés constituent une mesure importante pour l'évaluation de la trésorerie générée compte tenu des dépenses d'investissement et des charges non liées aux activités principales. Cette mesure démontre la trésorerie disponible pour procéder à des acquisitions d'entreprises, verser des dividendes et réduire la dette. La société estime que la dette nette compte tenu et compte non tenu de la contrepartie conditionnelle et du solde à payer sur les acquisitions d'entreprises et le ratio dette nette/BAIIA ajusté sont des mesures importantes pour évaluer l'importance de la dette au regard de l'état de la situation financière de la société. Toutes ces mesures financières non conformes aux IFRS ne sont pas des mesures du bénéfice ni des flux de trésorerie reconnues par les IFRS et elles n'ont pas de définition normalisée aux termes des IFRS. Notre méthode de calcul de ces mesures financières pourrait différer de celles d'autres émetteurs et, par conséquent, notre définition de ces mesures pourrait ne pas être comparable à celle présentée par d'autres émetteurs. Les investisseurs sont priés de noter que les mesures financières non conformes aux IFRS ne doivent pas être interprétées comme des substituts du bénéfice net établi selon les IFRS en tant qu'indicateurs du rendement de la société, ni des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation en tant que mesures de la trésorerie ou des flux de trésorerie.

PRINCIPAUX INDICATEURS DE RENDEMENT¹⁾

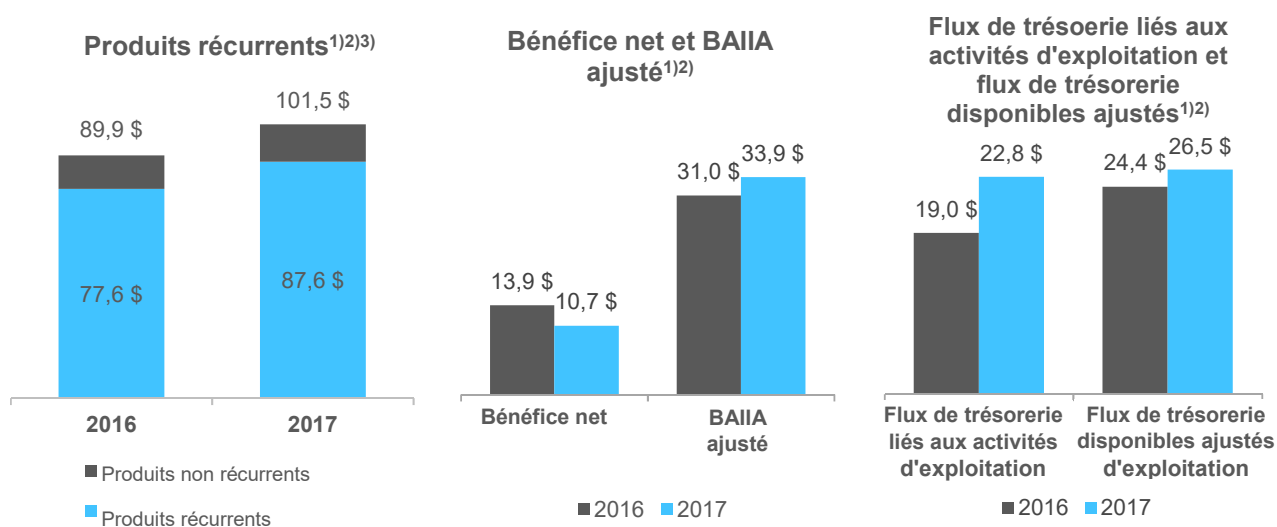
Exercice clos le 31 mars 2017



Note :

1) Voir la rubrique *Renseignements supplémentaires sur les mesures non conformes aux IFRS*, aux pages 24 et 29.

Exercices clos les 31 mars 2017 et 2016



Notes :

1) En millions de dollars canadiens.

2) Voir la rubrique *Renseignements supplémentaires sur les mesures non conformes aux IFRS*, aux pages 24 et 29.

3) Les produits récurrents comprennent les frais d'abonnement et d'utilisation ainsi que les frais fixes facturés aux clients mensuellement, trimestriellement et annuellement pour des services musicaux continus. Les produits non récurrents proviennent essentiellement des services de soutien et d'installation, du matériel et des frais ponctuels.

FAITS SAILLANTS DES RÉSULTATS FINANCIERS ET DES ACTIVITÉS

Faits saillants de l'exercice clos le 31 mars 2017

Comparaison avec l'exercice clos le 31 mars 2016 (l'« exercice 2016 ») :

- Les produits ont augmenté de 12,8 % pour atteindre 101,5 millions de dollars, comparativement à 89,9 millions de dollars à l'exercice 2016.
- Les produits récurrents se sont élevés à 87,6 millions de dollars (86,3 % du total des produits), en hausse de 12,9 %.
- Les produits générés à l'échelle internationale ont augmenté de 24,6 % pour se chiffrer à 45,4 millions de dollars, leur part ayant augmenté, passant de 40,5 % à 44,7 %.
- Le BAIIA ajusté¹⁾ a progressé de 9,3 % pour s'établir à 33,9 millions de dollars, comparativement à 31,0 millions de dollars à l'exercice 2016.
- La marge du BAIIA ajusté¹⁾ s'est établie à 33,4 %, comparativement à 34,5 % à l'exercice 2016.
- Le bénéfice net a atteint 10,7 millions de dollars (0,21 \$ par action après dilution), comparativement à 13,9 millions de dollars (0,29 \$ par action après dilution) à l'exercice 2016.
- Le bénéfice net ajusté¹⁾ a augmenté de 12,3 % pour s'élever à 27,3 millions de dollars (0,53 \$ par action après dilution), comparativement à 24,3 millions de dollars (0,50 \$ par action après dilution) pour l'exercice 2016.
- Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation ont grimpé de 20,0 % pour atteindre 22,8 millions de dollars, comparativement à 19,0 millions de dollars à l'exercice 2016.
- Les flux de trésorerie disponibles ajustés¹⁾ ont monté à 26,5 millions de dollars, comparativement à 24,4 millions de dollars à l'exercice 2016, en hausse de 8,6 %.
- La dette nette, à l'exception de la contrepartie conditionnelle et du solde à payer sur les acquisitions d'entreprises, a augmenté, passant de 31,8 millions de dollars pour l'exercice 2016 à 35,2 millions de dollars.
- Le dividende annuel a crû de 28,6 % pour s'établir à 0,18 \$ par action.

Faits saillants du quatrième trimestre clos le 31 mars 2017

Comparaison avec le quatrième trimestre clos le 31 mars 2016 (le « T4 2016 ») :

- Les produits ont augmenté de 3,3 % pour atteindre 26,5 millions de dollars, comparativement à 25,7 millions de dollars au T4 2016.
- Les produits récurrents ont été de 22,7 millions de dollars (85,6 % du total des produits), en hausse de 3,8 %.
- La part des produits générés à l'échelle internationale s'est établie à 47,2 %, contre 47,4 % au T4 2016.
- Le BAIIA ajusté¹⁾ a progressé de 10,1 % pour atteindre 9,0 millions de dollars, comparativement à 8,2 millions de dollars au T4 2016. +15000
- La marge du BAIIA ajusté¹⁾ s'est établie à 34,1 %, comparativement à 32,0 % au T4 2016.
- Le bénéfice net a augmenté de 41,9 % pour atteindre 4,6 millions de dollars (0,09 \$ par action après dilution), comparativement à 3,2 millions de dollars (0,06 \$ par action après dilution) au T4 2016.
- Le bénéfice net ajusté¹⁾ a augmenté de 47,9 % pour s'établir à 10,5 millions de dollars (0,20 \$ par action après dilution), comparativement à 7,1 millions de dollars (0,14 \$ par action après dilution) au T4 2016.
- Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation ont grimpé de 40,4 % pour atteindre 10,8 millions de dollars, comparativement à 7,7 millions de dollars au T4 2016.
- Les flux de trésorerie disponibles ajustés¹⁾ se sont chiffrés à 8,0 millions de dollars, comparativement à 6,4 millions de dollars au T4 2016, en hausse de 24,7 %.

Note :

- 1) Voir les rubriques *Information prospective* et *Renseignements supplémentaires sur les mesures non conformes aux IFRS* à la page 24. Pour un rapprochement avec les mesures financières conformes aux IFRS les plus facilement comparables, voir la rubrique *Renseignements supplémentaires sur les mesures non conformes aux IFRS* à la page 29.

Autres faits saillants des activités pour le quatrième trimestre et événements postérieurs à la clôture

- Le 26 mai 2017, la société a annoncé l'acquisition de la chaîne C Music Entertainment LTD., qui diffuse des vidéoclips de musique classique et de bandes sonores de films.
- Le 16 mai 2017, la société a confirmé que, de tous les services de diffusion de musique en continu, elle est la seule qui se consacre à promouvoir le talent canadien. Grâce à la présence de Stingray dans 90 % du marché canadien (10 millions de ménages), les efforts de promotion de Stingray offrent aux artistes canadiens une visibilité incomparable. Près de 15 000 artistes et groupes canadiens sont diffusés par Stingray Musique à la télé, sur mobile et en ligne.
- Le 9 mai 2017, la société a annoncé l'acquisition de la société israélienne Yokee Music LTD., laquelle propose trois (3) applications sociales axées sur la musique qui se classent régulièrement au top 10 des téléchargements de la catégorie musique dans 100 pays, soit Yokee Karaoke, Yokee Guitar et Yokee Piano. Ensemble, ces applications ont été téléchargées plus de 80 millions de fois au cours des quatre (4) dernières années, comptent quelque 4 millions d'utilisateurs mensuels et enregistrent un taux de croissance d'une année à l'autre de plus 50 %.
- Le 28 avril 2017, la société a déclaré un dividende de 0,045 \$ par action à droit de vote subalterne, par action à droit de vote subalterne variable et par action à droit de vote multiple d'un montant total de 2,3 million de dollars qui sera payable le 15 juin 2017 ou vers cette date aux porteurs des actions à droit de vote subalterne, des actions à droit de vote subalterne variable et des actions à droit de vote multiple inscrits en date du 31 mai 2017.
- Le 14 avril 2017, la société a annoncé la prolongation de cinq (5) ans et trois (3) mois de son entente de distribution exclusive avec Foxtel, important distributeur de contenu télé d'Australie. Les clients résidentiels de Foxtel continueront d'avoir accès à la sélection actuelle de chaînes musicales de Stingray à la télévision, en plus de profiter sous peu de l'appli mobile et du lecteur Web Stingray Musique.
- Le 3 mars 2017, la société a annoncé l'acquisition de *NatureVision TV* (« *NatureVision TV* »), une chaîne offerte en ligne et à la télévision, 24 heures sur 24. *NatureVision TV* bonifie la programmation existante de Stingray en matière de téléscargot, Stingray Ambiance 4K, offerte sous forme de chaîne linéaire et de vidéo sur demande aux fournisseurs de services télé payants du monde entier.
- Le 7 février 2017, la société a confirmé des lancements de produits avec Vodafone Portugal, Orange Polska, Vodafone España, UPC Hungary, T-Mobile Netherlands, United Group Balkans, Sat-Trakt Doo et PT Telecom Hungary. Ces ententes stratégiques engendrent une croissance considérable de la présence actuelle de Stingray en Europe, accroissant sa présence potentielle de plus de un million d'abonnés.

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES CONSOLIDÉES

(en milliers de dollars canadiens)	Trimestres clos les 31 mars				Exercices clos les 31 mars					
	2017		2016		2017		2016		2015	
	T4 2017		T4 2016		Exercice 2017		Exercice 2016		Exercice 2015	
Produits	26 502	100,0 %	25 658	100,0 %	101 501	100,0 %	89 944	100,0 %	70 989	100,0 %
Produits récurrents	22 683	85,6 %	21 860	85,0 %	87 612	86,3 %	77 587	86,3 %	63 535	89,5 %
Produits	26 502	100,0 %	25 658	100,0 %	101 501	100,0 %	89 944	100,0 %	70 989	100,0 %
Frais liés à la programmation musicale, coût des services et frais liés au contenu	9 125	34,4 %	9 053	35,3 %	35 270	34,7 %	31 407	34,9 %	23 283	32,8 %
Frais de vente et de marketing	3 302	12,5 %	3 387	13,2 %	12 338	12,2 %	10 435	11,6 %	8 010	11,3 %
Frais de recherche et développement, de soutien et de technologies de l'information	2 324	8,8 %	2 254	8,8 %	8 960	8,8 %	7 613	8,5 %	5 973	8,4 %
Charges générales et administratives	6 385	24,1 %	3 957	15,4 %	19 016	18,7 %	13 247	14,7 %	10 089	14,2 %
Frais liés au PAPE et obligation au titre des avantages tangibles exigés par le CRTG	—	— %	21	0,1 %	—	— %	5 821	6,5 %	—	— %
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et radiations	4 619	17,4 %	3 218	12,5 %	17 168	16,9 %	15 028	16,7 %	14 979	21,1 %
Charges financières (produits financiers), montant net ³⁾	1 006	3,8 %	836	3,3 %	2 036	2,0 %	(418)	(0,5) %	4 686	6,6 %
Variation de la juste valeur des placements	334	1,3 %	1 113	4,3 %	(408)	(0,4) %	(7 345)	(8,2) %	(1 801)	(2,5) %
Bénéfice avant impôts	(593)	(2,2) %	1 819	7,1 %	7 121	7,0 %	14 156	15,7 %	5 770	8,1 %
Impôts	(5 201)	(19,6) %	(1 428)	(5,6) %	(3 596)	(3,5) %	275	0,3 %	(837)	(1,2) %
Bénéfice net	4 608	17,4 %	3 247	14,1 %	10 717	10,6 %	13 881	15,4 %	6 607	9,3 %
BAIIA ajusté¹⁾	9 046	34,1 %	8 219	32,0 %	33 864	33,4 %	31 004	34,5 %	27 275	38,4 %
Bénéfice net ajusté¹⁾	10 534	39,7 %	7 135	27,8 %	27 310	26,9 %	24 309	27,0 %	17 834	25,1 %
Flux de trésorerie disponibles ajustés¹⁾	7 991	30,2 %	6 415	25,0 %	26 511	26,1 %	24 384	27,1 %	17 037	24,0 %
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	10 826	40,8 %	7 709	30,0 %	22 766	22,4 %	18 968	21,1 %	9 908	14,0 %
Bénéfice net par action - de base	0,09		0,06		0,21		0,29		0,20	
Bénéfice net par action - dilué	0,09		0,06		0,21		0,29		0,19	
Bénéfice net ajusté par action - de base ¹⁾	0,21		0,14		0,53		0,51		0,54	
Bénéfice net ajusté par action - dilué ¹⁾	0,20		0,14		0,53		0,50		0,53	
Produits par catégorie										
Diffusion musicale	19 708	74,4 %	19 425	75,7 %	74 900	73,8 %	66 172	73,6 %	53 499	75,4 %
Musique pour entreprises	6 794	25,6 %	6 233	24,3 %	26 601	26,2 %	23 772	26,4 %	17 490	24,6 %
Produits	26 502	100,0 %	25 658	100,0 %	101 501	100,0 %	89 944	100,0 %	70 989	100,0 %
Produits par région										
Canada	14 000	52,8 %	13 500	52,6 %	56 129	55,3 %	53 536	59,5 %	47 738	67,2 %
International ⁴⁾	12 502	47,2 %	12 158	47,4 %	45 372	44,7 %	36 408	40,5 %	23 251	32,8 %
Produits	26 502	100,0 %	25 658	100,0 %	101 501	100,0 %	89 944	100,0 %	70 989	100,0 %
Situation financière										
Total des actifs					194 292		177 075		125 170	
Total des passifs financiers non courants					54 080		43 879		75 549	
Dette nette compte non tenu de la contrepartie conditionnelle et du solde à payer sur les acquisitions d'entreprises (dette nette)¹⁾					35 178		31 834		107 423	
Ratio dette nette/BAIIA ajusté¹⁾²⁾					1,04x		1,03x		3,94x	
Dividendes en trésorerie et distributions déclarées par action					0,13		0,13		0,59	

Notes :

- 1) Voir les rubriques *Information prospective* et *Renseignements supplémentaires sur les mesures non conformes aux IFRS* à la page 24 et pour un rapprochement avec les mesures financières conformes aux IFRS les plus facilement comparables, voir la rubrique *Renseignements supplémentaires sur les mesures non conformes aux IFRS* à la page 29.
- 2) Le ratio dette nette/BAIIA ajusté est le quotient de la dette nette compte tenu de la contrepartie conditionnelle et du solde à payer sur les acquisitions d'entreprises divisée par le BAIIA ajusté.
- 3) Les intérêts payés durant le T4 2017 ont été de 269 \$ (244 \$ au T4 2016) et ceux payés durant l'exercice clos le 31 mars 2017 ont été de 1 107 \$ (1 426 \$ en 2016).
- 4) Le poste « International » désigne tous les territoires à l'extérieur du Canada.

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES MESURES NON CONFORMES AUX IFRS

Le BAIIA ajusté, la marge du BAIIA ajusté, le bénéfice net ajusté, le bénéfice net ajusté par action, les flux de trésorerie disponibles ajustés, la dette nette compte tenu de la contrepartie conditionnelle et du solde à payer sur les acquisitions d'entreprises, la dette nette compte non tenu de la contrepartie conditionnelle et du solde à payer sur les acquisitions d'entreprises et le ratio dette nette/BAIIA ajusté constituent des mesures non conformes aux IFRS que la société utilise pour évaluer sa performance opérationnelle. Voir la rubrique *Renseignements supplémentaires sur les mesures non conformes aux IFRS* à la page 24.

Le tableau suivant présente le rapprochement du bénéfice net avec le BAIIA ajusté.

(en milliers de dollars canadiens)	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2017	2016	2017	2016
	T4 2017	T4 2016	Exercice 2017	Exercice 2016
Bénéfice net	4 608	3 247	10 717	13 881
(Produits financiers) charges financières, montant net	1 006	836	2 036	(418)
Variation de la juste valeur des placements	334	1 113	(408)	(7 345)
Impôts	(5 201)	(1 428)	(3 596)	275
Amortissement des immobilisations corporelles et radiations	724	594	2 418	2 146
Amortissement des immobilisations incorporelles	3 895	2 624	14 750	12 882
Rémunération fondée sur des actions	372	390	1 332	1 351
Charges liées aux unités d'actions incessibles et aux unités d'actions différées	688	319	2 008	963
Frais liés au PAPE et obligation au titre des avantages tangibles exigés par le CRTC	—	21	—	5 821
Coûts d'acquisition, frais juridiques, charges de restructuration et autres coûts divers	2 620	503	4 607	1 448
BAIIA ajusté	9 046	8 219	33 864	31 004
(Produits financiers) charges financières, montant net	(1 006)	(836)	(2 036)	418
Impôts	5 201	1 428	3 596	(275)
Amortissement des immobilisations corporelles et radiations	(724)	(594)	(2 418)	(2 146)
Charge d'impôts liée à la variation de la juste valeur des placements, à la rémunération fondée sur des actions, aux charges liées aux unités d'actions incessibles et aux unités d'actions différées, à l'amortissement des immobilisations incorporelles, aux frais liés au PAPE et à l'obligation au titre des avantages tangibles exigés par le CRTC ainsi qu'aux coûts d'acquisition, frais juridiques, charges de restructuration et autres coûts divers	(1 983)	(1 082)	(5 696)	(4 692)
Bénéfice net ajusté	10 534	7 135	27 310	24 309

Le tableau suivant présente le rapprochement des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation avec les flux de trésorerie disponibles ajustés.

(en milliers de dollars canadiens)	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2017	2016	2017	2016
	T4 2017	T4 2016	T4 2017	T4 2016
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	10 826	7 709	22 766	18 968
<i>Ajouter/déduire :</i>				
Dépenses d'investissement	(522)	(1 100)	(3 233)	(3 429)
Variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement liés à l'exploitation	(4 933)	(718)	2 371	1 576
Coûts d'acquisition, frais juridiques, charges de restructuration et autres coûts divers	2 620	503	4 607	1 448
Frais liés au PAPE et obligation au titre des avantages tangibles exigés par le CRTC	—	21	—	5 821
Flux de trésorerie disponibles ajustés	7 991	6 415	26 511	24 384

Le tableau suivant présente le calcul de la dette nette compte tenu et compte non tenu de la contrepartie conditionnelle et du solde à payer sur les acquisitions d'entreprises.

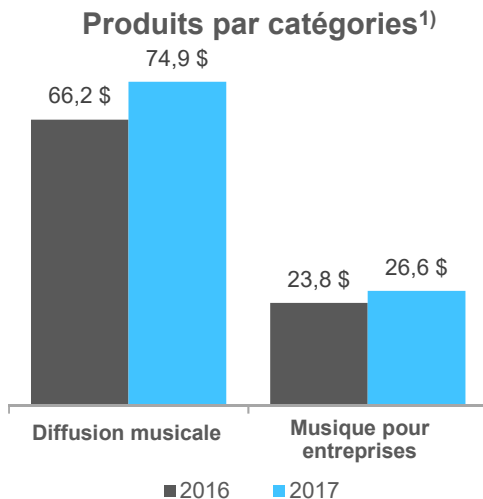
(en milliers de dollars canadiens)	31 mars 2017	31 mars 2016
Contrepartie conditionnelle et solde à payer sur les acquisitions d'entreprises, y compris la partie courante	18 801	12 496
Facilité renouvelable	41 040	35 035
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(5 862)	(3 201)
Dette nette compte tenu de la contrepartie conditionnelle et du solde à payer sur les acquisitions d'entreprises	53 979	44 330
Contrepartie conditionnelle et solde à payer sur les acquisitions d'entreprises, y compris la partie courante	(18 801)	(12 496)
Dette nette compte non tenu de la contrepartie conditionnelle et du solde à payer sur les acquisitions d'entreprises (« dette nette »)	35 178	31 834

RÉSULTATS D'EXPLOITATION POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2017 ET 2016

Produits

Les produits de l'exercice 2017 ont progressé de 12,9 % pour atteindre 101,5 millions de dollars, par rapport aux 89,9 millions de dollars de l'exercice 2016. Cette hausse est principalement attribuable aux acquisitions, combinées à la croissance enregistrée sur les marchés internationaux et dans le secteur de la musique pour entreprises au Canada.

Tendances des produits par catégories



Note :

1) En millions de dollars canadiens.

Diffusion musicale

Les facteurs ayant le plus contribué à la hausse de 13,1 % ou de 8,7 millions de dollars des produits tirés de la diffusion musicale par rapport à l'exercice 2016 sont les suivants (la flèche exprime le sens de la variation) :

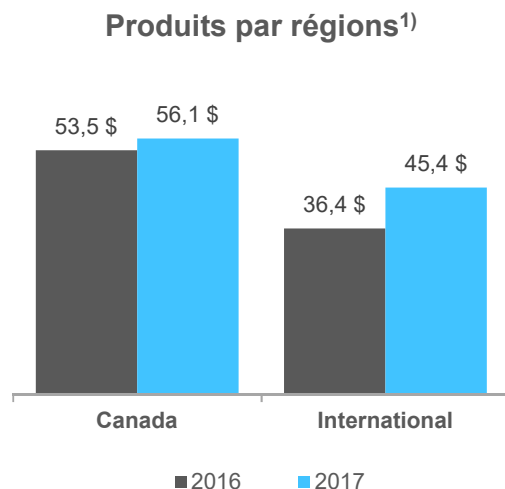
- ▲ Acquisition de DMD et d'iConcerts en décembre 2015 et de Classica en janvier 2017.
- ▲ Croissance interne sur les marchés internationaux, principalement les vidéoclips sur demande aux États-Unis.

Musique pour entreprises

Les facteurs ayant le plus contribué à la hausse de 11,8 % ou de 2,8 millions de dollars des produits tirés de la musique pour entreprises par rapport à l'exercice 2016 sont les suivants (la flèche exprime le sens de la variation) :

- ▲ Acquisition de la société Nümédia en février 2016.
- ▲ Croissance interne attribuable aux services musicaux récurrents fournis aux clients nouveaux et existants.

Tendances des produits par régions



Note :

1) En millions de dollars canadiens.

Canada

Les facteurs ayant le plus contribué à la hausse de 4,9 % ou de 2,6 millions de dollars des produits générés au Canada par rapport à l'exercice 2016 sont les suivants (la flèche exprime le sens de la variation) :

- ▲ L'apport de Nümédia et croissance interne de la musique pour entreprises.

International

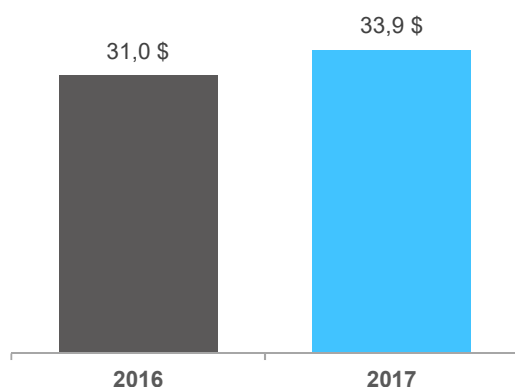
Les facteurs ayant le plus contribué à la hausse de 24,7 % ou de 9,0 millions de dollars des produits générés à l'échelle internationale par rapport à l'exercice 2016 sont les suivants (la flèche exprime le sens de la variation) :

- ▲ L'apport des acquisitions dans le secteur de la diffusion mentionnées ci-dessus et croissance interne des vidéoclips sur demande.

Charges d'exploitation

(en milliers de dollars canadiens)	Exercice 2017 % des produits	Exercice 2016 % des produits	Variations	Principaux facteurs
<i>Frais liés à la programmation musicale, coût des services et frais liés au contenu</i>	35 270 \$ 34,7 %	31 407 \$ 34,9 %	3 863 \$ 12,3 % ▲	Essentiellement les acquisitions récentes, la croissance interne de la musique pour entreprises et les frais liés au contenu pour soutenir la croissance internationale.
<i>Frais de vente et de marketing</i>	12 338 \$ 12,2 %	10 435 \$ 11,6 %	1 903 \$ 18,2 % ▲	Principalement les acquisitions récentes et les frais salariaux engagés pour soutenir la croissance des produits sur les marchés internationaux.
<i>Frais de technologies de l'information et de recherche et développement</i>	8 960 \$ 8,8 %	7 613 \$ 8,5 %	1 347 \$ 17,7 % ▲	L'embauche de personnel supplémentaire du fait de la croissance sur les marchés internationaux et des nouvelles initiatives de développement de produits.
<i>Charges générales et administratives</i>	19 016 \$ 18,7 %	13 247 \$ 14,7 %	5 769 \$ 43,5 % ▲	Surtout l'accroissement des frais juridiques, des coûts du régime d'unités d'actions incessibles, d'unités d'actions attribuées en fonction de la performance et d'unités d'actions différées à l'intention des employés et des administrateurs et des coûts de dotation en personnel pour soutenir la croissance.
<i>Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et radiations</i>	17 168 \$ 16,9 %	15 028 \$ 16,7 %	2 140 \$ 14,2 % ▲	Principalement l'amortissement des listes de clients comptabilisé après les acquisitions de DMD, d'iConcerts et de Classica.

BAlIA ajusté¹⁾²⁾



Notes :

1) En millions de dollars canadiens.

2) Voir la rubrique *Renseignements supplémentaires sur les mesures non conformes aux IFRS*, aux pages 24 et 29.

Le **BAlIA ajusté** a atteint 33,9 millions de dollars au cours de l'exercice 2017, contre 31,0 millions de dollars à l'exercice 2016, soit une hausse de 9,2 %. La marge du BAlIA ajusté s'est établie à 33,4 % pour l'exercice 2017, contre 34,5 % à l'exercice 2016. L'augmentation du BAlIA ajusté est d'abord attribuable aux acquisitions récentes de DMD, d'iConcerts et de Classica, ainsi qu'à la croissance interne dans le secteur de la musique pour entreprises au Canada et sur les marchés internationaux. La contraction de la marge du BAlIA s'explique avant tout par les charges salariales engagées pour soutenir la croissance des produits sur les marchés internationaux et par la période de démarrage nécessaire à la création de synergies dans la foulée des acquisitions.

Les **coûts d'acquisition, frais juridiques, charges de restructuration et autres coûts divers** consistent principalement en des coûts liés aux litiges (voir la page 43) et à l'intégration de nos acquisitions récentes.

Frais liés au PAPE et obligation au titre des avantages tangibles exigés par le CRTC

Les frais liés au premier appel public à l'épargne (« PAPE ») ont totalisé 1,6 million de dollars au cours de l'exercice 2016 et ils découlent du placement secondaire, soit la vente d'un total de 9 112 900 actions au public par Novacap et Télésystème. Les frais liés au PAPE pour ce qui est du placement d'actions sur le capital autorisé réalisé par la société ont été comptabilisés à l'état de la situation financière dans le capital-actions.

Le CRTC a approuvé la modification de la propriété et du contrôle effectif de la société le 22 avril 2015. Aux termes de cette décision, le CRTC exige que la société paie des avantages tangibles d'un montant de 5,5 millions de dollars sous forme de versements annuels égaux sur une période de sept ans. Comme ces frais ne satisfont pas aux critères d'inscription à l'actif énoncés aux termes des IFRS, la société a comptabilisé une charge de 4,2 millions de dollars au T1 2017, qui reflète la juste valeur d'une série de paiements, actualisée à un taux de 7,0 %, soit le taux d'intérêt effectif estimé de la société majoré d'une prime de risque.

(Produits financiers) charges financières, montant net

Les charges financières ont augmenté, atteignant 2,0 millions de dollars, comparativement à des produits financiers de 0,4 million de dollars à l'exercice 2016. Cette hausse est attribuable à des profits moindres sur les réévaluations de la contrepartie conditionnelle et du solde à payer sur les acquisitions d'entreprises, facteurs neutralisés dans une certaine mesure par des charges d'intérêts moindres. La société a affecté environ 101 millions de dollars du produit du PAPE au remboursement de sa dette en juin 2015.

Variation de la juste valeur des placements

Un profit de 0,4 million de dollars a été comptabilisé à l'exercice 2017, comparativement à un profit de 7,3 millions de dollars à l'exercice 2016. Au deuxième trimestre de 2016, la société a comptabilisé un profit notable découlant d'un investissement supplémentaire dans AppDirect, société qui offre une plateforme de commerce et de gestion de services infonuagiques permettant aux entreprises de distribuer leurs services sur le Web.

Impôts

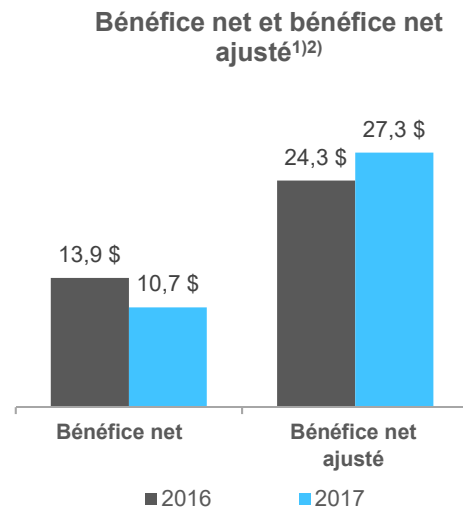
Le recouvrement d'impôts a atteint 3,6 millions de dollars à l'exercice 2017, en regard d'une charge d'impôts de 0,3 million de dollars à l'exercice 2016. La hausse du recouvrement d'impôts résulte essentiellement de la comptabilisation de pertes fiscales non comptabilisées antérieurement d'une filiale à l'étranger.

Bénéfice net et bénéfice net par action

Le bénéfice net a fléchi pour s'établir à 10,7 millions de dollars (0,21 \$ par action après dilution) pour l'exercice 2017, comparativement à 13,9 millions de dollars (0,29 \$ par action après dilution) à l'exercice 2016. La diminution est principalement attribuable au profit moindre sur la juste valeur des placements, à l'accroissement des frais juridiques, au profit moins important sur les réévaluations de la contrepartie conditionnelle et du solde à payer sur les acquisitions d'entreprises, facteurs contrebalancés en partie par la baisse des frais liés au PAPE et de l'obligation au titre des avantages tangibles exigés par le CRTC, ainsi que par la hausse du recouvrement d'impôts et des résultats d'exploitation.

Bénéfice net ajusté et bénéfice net ajusté par action

Le bénéfice net ajusté a augmenté pour atteindre 27,3 millions de dollars (0,53 \$ par action après dilution) à l'exercice 2017, comparativement à 24,3 millions de dollars (0,50 \$ par action après dilution) à l'exercice 2016. L'augmentation découle principalement de la hausse du recouvrement d'impôts et du BAIIA ajusté induite par les acquisitions récentes ainsi que de la croissance interne, contrebalancées par une variation défavorable de la juste valeur de la contrepartie conditionnelle et du solde à payer sur les acquisitions d'entreprises.



Notes :

1) En millions de dollars canadiens.

2) Voir la rubrique *Renseignements supplémentaires sur les mesures non conformes aux IFRS*, aux pages 24 et 29.

Résultats trimestriels

Les produits ont augmenté au cours des huit derniers trimestres, passant de 19,9 millions de dollars au premier trimestre de l'exercice 2016 à 26,5 millions de dollars au dernier trimestre de l'exercice 2017. Cette augmentation traduit principalement l'intégration fructueuse des acquisitions ainsi que les nouveaux contrats conclus sur les marchés internationaux et au Canada. Le recul consécutif des produits au premier et au deuxième trimestre de 2017 par rapport au quatrième trimestre de 2016 s'explique essentiellement par une diminution des produits non récurrents provenant des activités de diffusion musicale et de l'incidence défavorable du change entre le dollar canadien et le dollar américain.

Le BAIIA ajusté a progressé, passant de 7,2 millions de dollars au premier trimestre de l'exercice 2016 à 9,0 millions de dollars au quatrième trimestre de l'exercice 2017. Cette hausse est principalement attribuable à l'intégration fructueuse des acquisitions et aux nouvelles ententes conclues. Le recul du BAIIA ajusté au premier trimestre de 2017 par rapport au quatrième trimestre de 2016 s'explique essentiellement par une diminution des produits non récurrents provenant des activités de diffusion musicale, par des coûts marginaux liés aux acquisitions, desquelles des synergies futures sont attendues, et par l'incidence défavorable du change entre le dollar canadien et le dollar américain.

Le bénéfice net (la perte nette) a fluctué au cours des huit derniers trimestres et est passé(e) d'une perte de 1,8 million de dollars pour le premier trimestre de l'exercice 2016 à un bénéfice net de 4,6 millions de dollars pour le dernier trimestre de l'exercice 2017. Au premier trimestre de 2016, la perte nette était principalement attribuable aux frais non récurrents liés au PAPE et à l'obligation au titre des avantages tangibles exigés par le CRTC de 5,5 millions de dollars, contrebalancés par l'incidence fiscale connexe de 1,5 million de dollars. Au deuxième trimestre de 2016, la composante la plus importante de la hausse correspond à la comptabilisation du profit de 7,5 millions de dollars sur la juste valeur des placements, contre par une incidence fiscale connexe de 1,0 million de dollars. De plus, un profit lié à la juste valeur de la contrepartie conditionnelle et du solde à payer sur les acquisitions d'entreprises de 1,1 million de dollars a également été comptabilisé. Au quatrième trimestre de 2016, la société a comptabilisé un recouvrement d'impôt lié à des actifs d'impôt différé qui se rapportent à des pertes fiscales de filiales à l'étranger de 3,4 millions de dollars, contrebalancés par une perte sur la juste valeur des placements de 1,1 million de dollars relative au cours de change défavorable entre le dollar canadien et le dollar américain puisque le placement est libellé en dollars américains. Au quatrième trimestre de 2017, la société a comptabilisé des actifs d'impôt différé se rapportant à des pertes fiscales de filiales à l'étranger de 5,1 millions de dollars.

Sommaire des résultats trimestriels consolidés

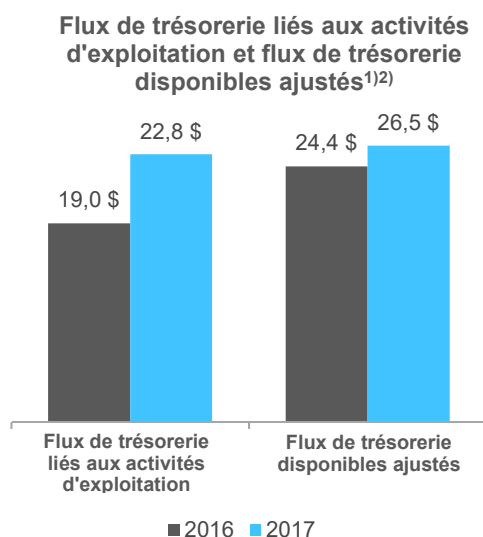
(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les données par action)	Trimestres clos les							
	31 mars 2017	31 déc. 2016	30 sept. 2016	30 juin 2016	31 mars 2016	31 déc. 2015	30 sept. 2015	30 juin 2015
	Exercice 2017	Exercice 2017	Exercice 2017	Exercice 2017	Exercice 2016	Exercice 2016	Exercice 2016	Exercice 2016
Produits par catégorie								
Diffusion musicale	19 708	19 295	18 009	17 888	19 425	17 013	15 614	14 120
Musique pour entreprises	6 794	6 630	6 518	6 659	6 233	6 076	5 688	5 775
Total des produits	26 502	25 925	24 527	24 547	25 658	23 089	21 302	19 895
Produits par région								
Canada	14 000	14 004	14 045	14 077	13 500	13 759	13 094	13 183
International	12 502	11 921	10 482	10 470	12 158	9 330	8 208	6 712
Total des produits	26 502	25 925	24 527	24 547	25 658	23 089	21 302	19 895
Produits récurrents	22 683	21 944	21 584	21 401	21 860	19 699	18 785	17 243
Produits récurrents en pourcentage du total des produits	85,6 %	84,6 %	88,0 %	87,2 %	83,7 %	85,3 %	88,2 %	86,7 %
BAIIA ajusté	9 046	8 717	8 220	7 881	8 219	8 009	7 625	7 151
Bénéfice net (perte nette)	4 608	2 660	1 405	2 044	3 247	3 169	9 242	(1 777)
Bénéfice net (perte nette) par action – de base	0,09	0,05	0,03	0,04	0,06	0,06	0,18	(0,05)
Bénéfice net (perte nette) par action – dilué(e)	0,09	0,05	0,03	0,04	0,06	0,06	0,18	(0,05)
Bénéfice net ajusté	10 534	6 164	5 405	5 207	7 135	6 194	6 198	4 783
Bénéfice net ajusté par action – de base	0,21	0,12	0,11	0,10	0,14	0,12	0,12	0,12
Bénéfice net ajusté par action – dilué	0,20	0,12	0,10	0,10	0,14	0,12	0,12	0,12

Rapprochement des mesures trimestrielles non conformes aux IFRS

(en milliers de dollars canadiens)	Trimestres clos les							
	31 mars 2017	31 déc. 2016	30 sept. 2016	30 juin 2016	31 mars 2016	31 déc. 2015	30 sept. 2015	30 juin 2015
	Exercice 2017	Exercice 2017	Exercice 2017	Exercice 2017	Exercice 2016	Exercice 2016	Exercice 2016	Exercice 2016
Bénéfice net (perte nette)	4 608	2 660	1 405	2 044	3 247	3 169	9 242	(1 777)
(Produits financiers) charges financières, montant net	1 006	9	373	648	836	(810)	(1 310)	866
Variation de la juste valeur des placements	334	(583)	(250)	91	1 113	(646)	(7 549)	(263)
Impôts	(5 201)	706	487	412	(1 428)	920	2 117	(1 334)
Amortissement des immobilisations corporelles et radiations	724	574	546	574	594	609	488	455
Amortissement des immobilisations incorporelles	3 895	3 686	3 982	3 187	2 624	3 443	3 592	3 223
Rémunération fondée sur des actions	372	372	298	290	390	369	371	221
Charges liées aux unités d'actions incessibles et aux unités d'actions différées	688	550	444	326	319	227	242	175
Frais liés au PAPE et obligation au titre des avantages tangibles exigés par le CRTC	—	—	—	—	21	—	305	5 495
Coûts d'acquisition, frais juridiques, charges de restructuration et autres coûts divers	2 620	743	935	309	503	728	127	90
BAILA ajusté	9 046	8 717	8 220	7 881	8 219	8 009	7 625	7 151
(Produits financiers) charges financières, montant net	(1 006)	(9)	(373)	(648)	(836)	810	1 310	(866)
Impôts	5 201	(706)	(487)	(412)	1 428	(920)	(2 117)	1 334
Amortissement des immobilisations corporelles et radiations	(724)	(574)	(546)	(574)	(594)	(609)	(488)	(455)
Charge d'impôts liée à la variation de la juste valeur des placements, à la rémunération fondée sur des actions, aux charges liées aux unités d'actions incessibles et aux unités d'actions différées, à l'amortissement des immobilisations incorporelles, aux frais liés au PAPE et à l'obligation au titre des avantages tangibles exigés par le CRTC, ainsi qu'aux coûts d'acquisition, frais juridiques, charges de restructuration et autres coûts divers	(1 983)	(1 264)	(1 409)	(1 040)	(1 082)	(1 096)	(132)	(2 381)
Bénéfice net ajusté	10 534	6 164	5 405	5 207	7 135	6 194	6 198	4 783

SITUATION DE TRÉSORERIE ET RESSOURCES EN CAPITAL POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2017

Les activités d'exploitation et les sommes pouvant être empruntées sur la facilité renouvelable constituent les principales sources de trésorerie de la société. La trésorerie est principalement affectée au financement des activités, aux besoins en fonds de roulement, aux acquisitions d'entreprises, aux dépenses d'investissement et aux distributions aux actionnaires de la société. La variation des besoins en fonds de roulement est essentiellement attribuable aux produits et aux services non récurrents, pour lesquels les produits tendent à connaître un sommet au troisième trimestre de l'exercice. Les flux de trésorerie tirés des produits et des services récurrents sont stables et prévisibles pendant l'exercice et constituent sa principale source d'entrées de trésorerie. Le fonds de roulement de la société était déficitaire aux 31 mars 2017 et 2016. La société a respecté ses obligations grâce à ses solides flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation et à sa capacité d'obtenir du financement auprès de banques ou des actionnaires existants. Au cours de l'exercice 2016, la société a réduit considérablement certains passifs courants et non courants. Elle prévoit continuer de verser à ses actionnaires des dividendes qui devraient être financés au moyen des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation.



Notes :

- 1) En millions de dollars canadiens.
- 2) Voir la rubrique *Renseignements supplémentaires sur les mesures non conformes aux IFRS*, aux pages 24 et 29.

Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation ont augmenté de 20,0 % pour atteindre 22,8 millions de dollars à l'exercice 2017, comparativement à 19,0 millions de dollars à l'exercice 2016. L'augmentation est attribuable avant tout aux acquisitions et à la croissance internationale, neutralisées en partie par l'augmentation de la variation nette des éléments hors trésorerie liés à l'exploitation et par la hausse des impôts payés.

Flux de trésorerie disponibles ajustés

Les flux de trésorerie disponibles ajustés ont augmenté de 8,7 % pour atteindre 26,5 millions de dollars à l'exercice 2017, par rapport aux 24,4 millions de dollars de l'exercice 2016. La hausse est principalement attribuable à l'amélioration des résultats d'exploitation, contrebalancée en partie par l'augmentation des impôts payés.

Activités de financement

Les sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement se sont chiffrées à 4,3 millions de dollars à l'exercice 2017, comparativement à des entrées nettes de trésorerie liées aux activités de financement de 12,7 millions de dollars à l'exercice 2016. La variation nette de 17,0 millions de dollars tient essentiellement aux acquisitions de Brava, de DMD et d'iConcerts, lesquelles ont été financées au moyen de la facilité de crédit renouvelable au cours de l'exercice 2016, et au produit net du PAPE, contrebalancés par l'augmentation du paiement relatif à la contrepartie conditionnelle et au solde à payer sur les acquisitions d'entreprises, les remboursements sur l'emprunt à terme et le crédit-relais au premier trimestre de 2016 et la hausse des versements de dividendes à l'exercice 2017.

Activités d'investissement

Les sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement se sont élevées à 15,8 millions de dollars à l'exercice 2017, comparativement à 29,8 millions de dollars à l'exercice 2016. La variation nette de 14,0 millions de dollars est principalement imputable aux acquisitions de Natura Vision, de Classica, d'EuroArts, de Festival 4K B.V. et des chaînes de vidéoclips de Bell (chaînes Much) au cours de l'exercice 2017, en regard des acquisitions de Brava, de DMD et d'iConcerts au cours de l'exercice 2016, qui représentaient des sorties de fonds plus importantes.

Obligations contractuelles

La société est liée par des obligations contractuelles assorties d'échéances variées, principalement les contrats de location de bureaux, les obligations financières prévues aux termes de sa convention de crédit, sa licence de diffusion et ses engagements relatifs aux redevances de droits d'auteur. Le tableau suivant présente un sommaire des obligations contractuelles importantes de la société au 31 mars 2017, y compris les paiements et engagements estimés au titre des contrats de location :

(en milliers de dollars canadiens)	Moins de un an	Entre un an et cinq ans	Plus de cinq ans	Montant total
Engagements				
Engagements visant des contrats de location simple	5 152	9 223	896	15 271
Obligations financières				
Facilité renouvelable	—	41 040	—	41 040
Créditeurs et charges à payer	29 783	—	—	29 783
Autres créditeurs	9 511	10 391	2 636	22 538
Total des obligations	44 446	60 654	3 532	108 632

Licence de diffusion

Selon les exigences du CRTC, les services de programmation sonore payante canadiens doivent avoir une certaine proportion de contenu canadien dans leur programmation et, dans la plupart des cas, affecter une partie de leurs produits au développement de contenu canadien. La société doit veiller à ce qui suit : i) au plus une chaîne audio payante non canadienne est assemblée avec chaque chaîne audio payante produite au Canada ou liée à chaque chaîne audio payante produite au Canada et en aucun cas les abonnés d'un service de programmation sonore payante devraient-ils se voir offrir un forfait de chaînes audio payantes dans lequel les chaînes produites à l'étranger prédominent; ii) 25 % de l'ensemble des chaînes canadiennes, sauf celles qui diffusent uniquement de la musique instrumentale ou de la musique dans d'autres langues que le français ou l'anglais, consacrent au moins 65 % de leur programmation aux pièces musicales vocales de langue française chaque semaine; et iii) au moins 35 % de la musique diffusée chaque semaine sur l'ensemble de nos chaînes audio payantes produites au Canada est canadienne.

Aux termes des conditions de sa licence pour service national de programmation sonore payante du CRTC, la société doit affecter chaque année au moins 4 % de ses produits de radiodiffusion réglementés canadiens au développement de contenu canadien, selon la répartition suivante : i) 1 % des produits bruts à la Foundation Assisting Canadian Talent On Recordings (FACTOR), organisme sans but lucratif qui se consacre à la croissance et au développement du secteur canadien de la musique; ii) 1 % des produits bruts à Musicaction, un organisme sans but lucratif dont la mission est d'encourager le développement de la musique locale francophone et qui offre un soutien financier aux projets de maisons de disques indépendantes et aux artistes canadiens; iii) 1,8 % des produits bruts au programme Prix Étoiles Stingray, qui vise à découvrir, à stimuler et à promouvoir les nouveaux artistes canadiens; et iv) 0,2 % des produits bruts au Fonds canadien de la radio communautaire (FCRC), un fonds dont la mission est de veiller au développement et au rayonnement des radios communautaires et de campus par l'entremise de programmes de financement et de collaborations.

Le CRTC a approuvé la modification de la propriété et du contrôle effectif de la société le 22 avril 2015. Aux termes de cette décision, le CRTC exige que la société paie des avantages tangibles d'un montant de 5,5 millions de dollars sous forme de versements annuels égaux sur une période de sept ans. La société a ainsi comptabilisé une charge de 4,2 millions de dollars qui reflète la juste valeur d'une série de paiements, actualisée à un taux de 7,0 %, soit le taux d'intérêt effectif de la société majoré d'une prime de risque. Dans sa décision du 18 août 2015, le CRTC a accepté de renouveler la licence de diffusion jusqu'au 31 août 2020.

Au cours de l'exercice 2017, un montant de 0,4 million de dollars (0,4 million de dollars en 2016) a été pris en compte à titre de charge au poste « Frais liés à la programmation musicale, coût des services et frais liés au contenu ».

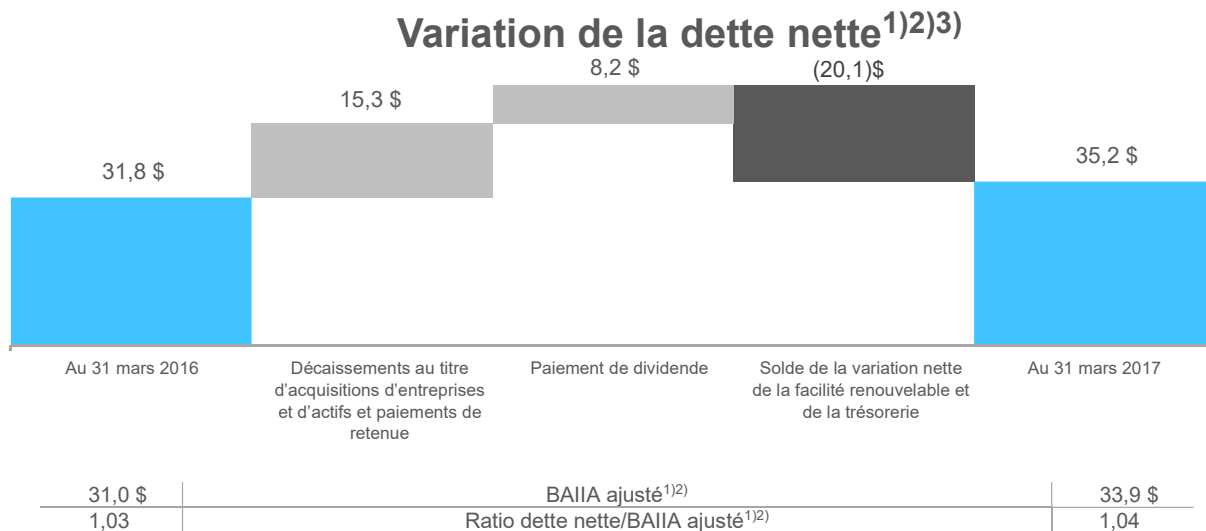
Redevances de droits d'auteur

La société doit verser des redevances sur l'utilisation de la musique pour la majeure partie de ses services de diffusion musicale. Par l'intermédiaire de sociétés collectives de gestion de droits d'auteur, la société paie des redevances à deux types de titulaires de droits d'auteur : i) les titulaires de droits visant les œuvres musicales, qui englobent la musique et les paroles, et ii) les titulaires de droits visant la performance des artistes et les enregistrements sonores, qui comprennent les performances réelles et les enregistrements d'œuvres musicales.

Ressources en capital

Le 17 novembre 2016, la société a renégocié sa convention de crédit afin d'intégrer l'encours de l'emprunt à terme à la facilité de crédit renouvelable modifiée (la « facilité renouvelable »), de rembourser le crédit-relais, de porter sa capacité d'emprunt à 100,0 millions de dollars et d'y apporter des modifications concernant les intérêts, l'échéance, la garantie et les clauses restrictives. La facilité renouvelable, qui arrivera à échéance en juin 2020, porte intérêt au taux annuel des acceptations bancaires majoré de 1,50 % et est garantie par les filiales et par un privilège de premier rang sur l'ensemble des immobilisations corporelles et incorporelles actuelles et futures de la société. De plus, la société doit payer des commissions d'attente de 0,30 % sur la portion inutilisée de la facilité renouvelable, en plus de se conformer à certaines clauses financières restrictives. Au 31 mars 2017, la société respectait toutes les exigences afférentes à sa convention de crédit.

Le tableau qui suit résume la variation nette de la dette nette compte tenu de la contrepartie conditionnelle et du solde à payer sur les acquisitions d'entreprises au cours de l'exercice clos le 31 mars 2017, avec les ratios correspondants :



Notes :

1) En millions de dollars canadiens.

2) Voir la rubrique *Renseignements supplémentaires sur les mesures non conformes aux IFRS*, aux pages 24 et 29.

Arrangements hors bilan

La société n'a aucun arrangement hors bilan autre que des contrats de location simple (lesquels ont été présentés à la rubrique « Obligations contractuelles ») qui ont ou sont raisonnablement susceptibles d'avoir une incidence importante actuelle ou future sur sa situation financière consolidée, sa performance financière, sa trésorerie, ses dépenses d'investissement ou ses ressources en capital.

SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE AUX 31 MARS 2017 ET 2016

Le tableau qui suit montre les principales variations de la situation financière consolidée de la société pour l'exercice clos le 31 mars 2017 :

(en milliers de dollars canadiens)	31 mars 2017	31 mars 2016	Variations	Principaux facteurs
<i>Créances clients et autres débiteurs</i>	27 020 \$	28 597 \$	(1 577) \$ ▼	Le recouvrement d'un montant élevé de débiteurs, contrebalancé par les débiteurs liés aux acquisitions et aux ventes additionnelles sur les marchés internationaux et du secteur de la musique pour entreprises au Canada.
<i>Immobilisations incorporelles</i>	49 519 \$	47 901 \$	1 618 \$ ▲	Principalement la comptabilisation des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions de l'exercice 2017 (après amortissement).
<i>Goodwill</i>	68 788 \$	61 805 \$	6 983 \$ ▲	Principalement la comptabilisation du goodwill résultant des acquisitions de l'exercice 2017.
<i>Créditeurs et charges à payer</i>	29 783 \$	26 636 \$	3 147 \$ ▲	Principalement les créditeurs repris dans le cadre des acquisitions d'entreprises réalisées à l'exercice 2017, l'augmentation des charges liées aux UAI, UAP et UAD et la hausse des charges d'exploitation.
<i>Autres créditeurs</i>	22 538 \$	16 850 \$	5 688 \$ ▲	Le paiement de la contrepartie conditionnelle et du solde à payer sur les entreprises acquises Archibald Media Group, Groupe Brava et Telefonica – On the Spot, contrés par la comptabilisation de la contrepartie conditionnelle et du solde à payer sur les entreprises acquises Festival 4K B.V., Classica GmbH et Nature Vision.
<i>Facilité renouvelable</i>	41 040 \$	35 035 \$	6 005 \$ ▲	La contrepartie en trésorerie versée pour les acquisitions réalisées au cours de l'exercice 2017 ainsi que les paiements de la contrepartie conditionnelle et du solde à payer sur les acquisitions d'entreprises.

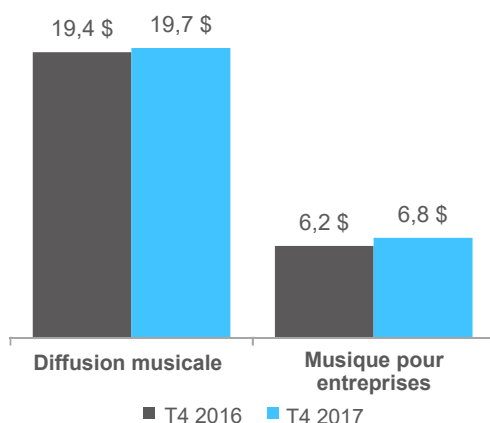
RÉSULTATS D'EXPLOITATION POUR LES TRIMESTRES CLOS LES 31 MARS 2017 ET 2016

Produits

Les produits pour le trimestre clos le 31 mars 2017 (« T4 2017 ») ont augmenté de 3,3 % pour atteindre 26,5 millions de dollars, comparativement à 25,7 millions de dollars pour le T4 2016. Cette hausse est principalement attribuable aux acquisitions de Classica et des chaînes de vidéoclips de Bell (chaînes Much), combinées à la croissance sur les marchés internationaux découlant des nouveaux produits et à la croissance interne de l'affichage numérique au Canada.

Tendances des produits par catégories

Produits par catégories¹⁾



Note :

1) En millions de dollars canadiens.

Diffusion musicale

Les facteurs ayant le plus contribué à la hausse de 1,5 % ou de 0,3 million de dollars des produits tirés de la diffusion musicale par rapport au T4 2016 sont les suivants (la flèche exprime le sens de la variation) :

- ▲ Les acquisitions de Classica et des chaînes Much au cours de l'exercice 2017.
- ▲ La croissance interne des produits musicaux en ligne et à télécharger.

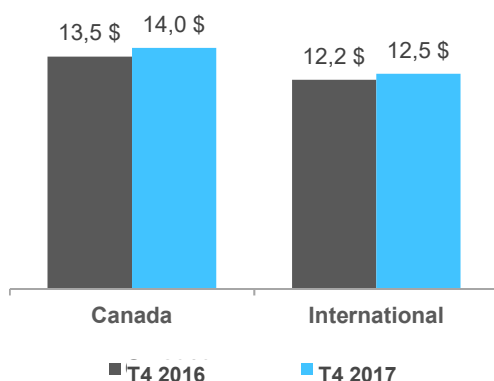
Musique pour entreprises

Les facteurs ayant le plus contribué à la hausse de 9,0 % ou de 0,6 million de dollars des produits tirés de la musique pour entreprises par rapport au T4 2016 sont les suivants (la flèche exprime le sens de la variation) :

- ▲ La croissance interne de l'affichage numérique au Canada.

Tendances des produits par régions

Produits par régions¹⁾



Note :

1) En millions de dollars canadiens.

Canada

Les facteurs ayant le plus contribué à la hausse de 3,7 % ou de 0,5 million de dollars des produits générés au Canada par rapport au T4 2016 sont les suivants (la flèche exprime le sens de la variation) :

- ▲ La croissance interne pour les services d'affichage numérique et l'acquisition des chaînes Much.

International

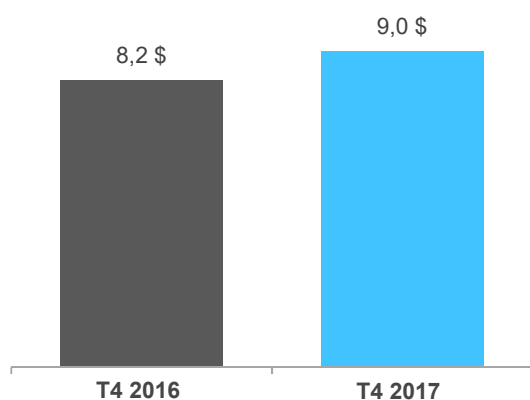
Les facteurs ayant le plus contribué à la hausse de 2,8 % ou de 0,3 million de dollars des produits générés à l'échelle internationale par rapport au T4 2016 sont les suivants (la flèche exprime le sens de la variation) :

- ▲ Comme il est indiqué à la rubrique *Diffusion musicale* ci-dessus, les acquisitions comptabilisées en totalité au T4 2017 et la croissance interne sur les marchés internationaux.

Charges d'exploitation

(en milliers de dollars canadiens)	T4 2017 % des produits	T4 2016 % des produits	Variations	Principaux facteurs
<i>Frais liés à la programmation musicale, coût des services et frais liés au contenu</i>	9 125 \$ 34,4 %	9 053 \$ 35,3 %	72 \$ 0,8 %	▲ La diminution en pourcentage des produits, principalement attribuable aux synergies découlant des acquisitions récentes, contrebalancées en partie par la hausse des coûts des ventes de services d'installation et de matériel au titre de l'affichage numérique.
<i>Frais de vente et de marketing</i>	3 302 \$ 12,5 %	3 387 \$ 13,2 %	(85)\$ (2,5)%	▼ Attribuable principalement à la baisse de la rémunération fondée sur des actions, contrée en partie par la hausse des frais engagés pour soutenir la croissance des produits sur les marchés internationaux.
<i>Frais de technologies de l'information et de recherche et développement</i>	2 324 \$ 8,8 %	2 254 \$ 8,8 %	70 \$ 3,1 %	▲ La hausse attribuable à l'embauche de personnel supplémentaire du fait de la croissance à l'échelle internationale, neutralisée dans une certaine mesure par les synergies résultant des acquisitions récentes.
<i>Charges générales et administratives</i>	6 385 \$ 24,1 %	3 957 \$ 15,4 %	2 428 \$ 61,4 %	▲ Attribuable principalement à la hausse des frais juridiques et des coûts d'acquisition.
<i>Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et radiations</i>	4 619 \$ 17,4 %	3 218 \$ 12,5 %	1 401 \$ 43,5 %	▲ Attribuable principalement à l'entrée d'immobilisations incorporelles dans le cadre d'acquisitions.

BAlIA ajusté¹⁾²⁾



Notes :

1) En millions de dollars canadiens.

2) Voir la rubrique *Renseignements supplémentaires sur les mesures non conformes aux IFRS*, aux pages 24 et 29.

Le **BAlIA ajusté** a atteint 9,0 millions de dollars au T4 2017, contre 8,2 millions de dollars au T4 2016, soit une hausse de 10,1 %. La marge du BAlIA ajusté s'est établie à 34,1 % au T4 2017, contre 32,0 % au T4 2016. L'augmentation du BAlIA ajusté est d'abord attribuable aux acquisitions récentes de Classica, d'iConcerts et de DMD, lesquelles ont donné lieu à des synergies.

Les **coûts d'acquisition, charges de restructuration et autres coûts divers** consistent principalement en coûts liés aux litiges (voir la page 43).

(Produits financiers) charges financières, montant net

Les charges financières ont augmenté, passant de 0,8 million de dollars au T4 2016 à 1,0 million de dollars. Cette hausse est surtout attribuable à la variation de la juste valeur de la contrepartie conditionnelle et du solde à payer sur les acquisitions d'entreprises de 0,9 million de dollars, contrebalancée par le profit net de change de 0,7 million de dollars comptabilisé au T4 2017.

Variation de la juste valeur des placements

Une perte sur la juste valeur de 0,3 million de dollars a été comptabilisée au T4 2017, comparativement à 1,1 million de dollars au T4 2016. La perte se rapporte à la conversion en dollars canadiens des placements libellés en dollars américains.

Impôts

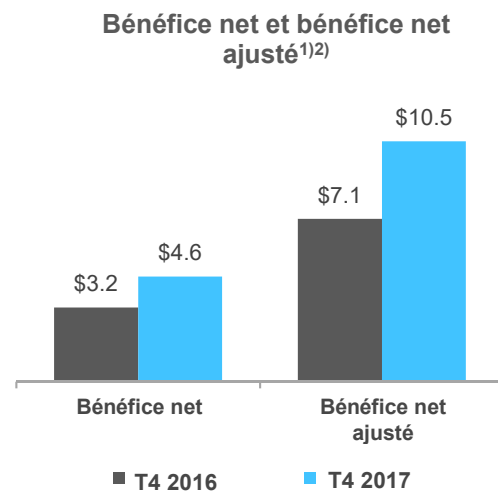
Le recouvrement d'impôts a augmenté, passant de 1,4 million de dollars au T4 2016 à 5,2 millions de dollars au T4 2017. L'augmentation du recouvrement d'impôts est imputable en grande partie à la comptabilisation additionnelle de pertes fiscales non comptabilisées antérieurement d'une filiale à l'étranger.

Bénéfice net et bénéfice net par action

Le bénéfice net a augmenté de 41,9 % pour atteindre 4,6 millions de dollars (0,09 \$ par action après dilution) au T4 2017, comparativement à 3,2 millions de dollars (0,06 \$ par action après dilution) au T4 2016. L'augmentation, principalement attribuable à la hausse des résultats d'exploitation, à l'accroissement du recouvrement d'impôt afférent à la comptabilisation de pertes fiscales non comptabilisées antérieurement et à la baisse de la perte sur la juste valeur des placements, a été contrebalancée en partie par l'accroissement des frais juridiques et de l'amortissement des immobilisations incorporelles.

Bénéfice net ajusté et bénéfice net ajusté par action

Le bénéfice net ajusté a augmenté de 41,8 % pour atteindre 10,5 millions de dollars (0,20 \$ par action après dilution) au T4 2017, comparativement à 7,1 millions de dollars (0,14 \$ par action après dilution) au T4 2016. L'augmentation est principalement attribuable à la hausse du recouvrement d'impôts et à l'accroissement du BAIIA ajusté induite par les acquisitions, combinée à la croissance interne de la musique pour entreprises.



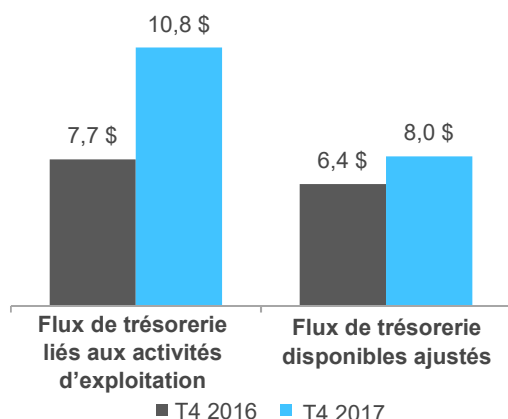
Notes :

1) En millions de dollars canadiens.

2) Voir la rubrique *Renseignements supplémentaires sur les mesures non conformes aux IFRS*, aux pages 24 et 29.

SITUATION DE TRÉSORERIE POUR LE TRIMESTRE CLOS LE 31 MARS 2017

Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation et flux de trésorerie disponibles ajustés¹⁾²⁾



Notes :

- 1) En millions de dollars canadiens.
- 2) Voir la rubrique *Renseignements supplémentaires sur les mesures non conformes aux IFRS*, aux pages 24 et 29.

Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation ont augmenté de 40,4 %, atteignant 10,8 millions de dollars au T4 2017, comparativement à 7,7 millions de dollars au T4 2016. L'augmentation est attribuable avant tout à la croissance des résultats d'exploitation et au recul de la variation nette des éléments hors trésorerie liés à l'exploitation se rapportant principalement au calendrier de paiement des crédateurs, contrebalancés en partie par l'accroissement des intérêts payés.

Flux de trésorerie disponibles ajustés

Les flux de trésorerie disponibles ajustés ont augmenté de 23,4 % pour atteindre 8,0 millions de dollars au T4 2017, par rapport aux 6,4 millions de dollars du T4 2016. La hausse est principalement attribuable à l'amélioration des résultats d'exploitation, à la diminution des coûts de financement et à la baisse des dépenses d'investissement.

La diminution des dépenses d'investissement de 0,6 million de dollars par rapport au T4 2016 s'explique avant tout par la mise à niveau des boîtiers décodeurs de musique pour des entreprises abonnées effectuée au T4 2016.

Activités de financement

Les sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement ont été de 7,5 millions de dollars au T4 2017, comparativement à 4,6 millions de dollars au T4 2016. La hausse de 2,9 millions de dollars est principalement imputable au remboursement sur la facilité de crédit.

Activités d'investissement

Les sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement se sont élevées à 0,4 million de dollars au T4 2017, contre 2,4 millions de dollars au T4 2016. Cette diminution de 2,0 millions de dollars est principalement attribuable à la baisse des décaissements au T4 2017 en ce qui a trait aux acquisitions et aux dépenses d'investissement.

Litiges opposant la société à Music Choice

Music Choice c. Stingray

Music Choice a déposé sa plainte initiale contre la société. le 6 juin 2016, alléguant la violation de quatre brevets américains, soit les brevets américains 8769602, 9357245, 7320025 et 9351045. Le 12 août 2016, Music Choice a déposé sa première plainte modifiée, laquelle ajoutait un cinquième brevet américain, soit le brevet américain 9414121. La société a déposé sa réponse à la plainte initiale (y compris ses demandes reconventionnelles) le 30 août 2016, faisant valoir, entre autres, des défenses et demandes reconventionnelles de non-violation et de non-recevabilité. Le 2 septembre 2016, Music Choice a déposé sa deuxième plainte modifiée, ajoutant Stingray Music USA Inc. (« SMU ») à titre de défendeur, et la société et SMU ont déposé leurs réponses et demandes reconventionnelles les 23 septembre et 4 octobre 2016, respectivement. Depuis le début de l'affaire, les parties ont conjointement préparé et déposé auprès de la Cour une ordonnance de réglementation des rôles, une ordonnance préventive et une ordonnance visant l'information stockée électroniquement. Music Choice a par ailleurs déposé son argumentation quant à la violation des brevets le 12 septembre 2016, les parties ont échangé les renseignements initiaux, et Stingray a déposé son argumentation de non-recevabilité le 28 novembre 2016. Les parties ont échangé des argumentations modifiées quant à la violation des brevets et à la non-recevabilité le 28 avril 2017. De plus, le 14 novembre 2016, Stingray a déposé une réponse et des demandes reconventionnelles modifiées qui incluaient des demandes reconventionnelles de conduite inéquitable fondée sur l'omission de David Del Beccaro (et des autres inventeurs) de présenter un produit offert par Music Choice Europe aux environs de 2001 au bureau des brevets et sur les fausses déclarations au bureau des brevets indiquant qu'ils sont les véritables inventeurs des brevets faisant l'objet du litige. Music Choice a présenté une requête visant le rejet des demandes reconventionnelles de conduite inéquitable de Stingray, à laquelle la société s'est opposée le 4 janvier 2017. Le 3 mai 2017, le juge chargé de l'affaire a émis un rapport et une recommandation rejetant la requête. La communication préalable de la preuve a débuté et les parties ont échangé des demandes de communication préalable écrites et présenté des documents. Stingray a recueilli les dépositions d'un grand nombre des inventeurs d'éléments brevetés et recueillera celle de Music Choice au cours des mois qui viennent. Music Choice a présenté un avis de déposition à Stingray, laquelle devrait avoir lieu en juillet 2017. L'audience est prévue pour le 12 juin 2017 et le procès devrait se tenir le 5 février 2018.

Stingray c. Music Choice

SMU a déposé sa plainte le 30 août 2016, alléguant la concurrence déloyale aux termes de la *Federal Lanham Act*, la diffamation, la diffamation commerciale, la conduite délictuelle et la concurrence déloyale aux termes de la *common law* découlant d'une présentation fallacieuse de faits par Music Choice à l'égard de la nature, des caractéristiques et des qualités de SMU et de ses produits et services aux clients actuels et potentiels de SMU, dans le but de nuire à la relation de SMU avec ses clients et à ses activités en général. Le 17 octobre 2016, Music Choice a déposé une demande de non-lieu en se fondant sur le fait que les plaintes de SMU sont forcloses. En réponse, le 3 novembre 2016, SMU a déposé une plainte modifiée, à la suite de quoi (le 7 décembre 2016), Music Choice a présenté une requête pour rejeter uniquement les demandes fondées sur les lois en vigueur dans l'État. Music Choice a également présenté une requête pour transférer l'affaire à la Cour du district Est de la Pennsylvanie. Le 4 janvier 2017, SMU s'est opposée aux deux requêtes. Par ailleurs, SMU a présenté une requête afin de consolider l'affaire avec celle de Music Choice concernant la violation des brevets.

Le 16 mars 2017, la Cour a rejeté la requête de changement de lieu de procès de Music Choice et a accueilli la requête de consolidation présentée par SMU, ordonnant que cette poursuite soit consolidée pour toutes les questions préalables au procès avec la poursuite Music Choice c. Stingray. La requête de Music Choice de rejeter les demandes fondées sur les lois en vigueur dans l'État demeure en instance. Le 30 mars 2017, Music Choice a déposé sa réponse à la plainte de SMU (sauf en ce qui concerne les prétentions quant aux lois en vigueur dans l'État, qui demeurent assujetties à sa requête en instance de rejet) et a fait valoir une demande reconventionnelle contre SMU et la société. La demande reconventionnelle de Music Choice allègue que les entités Stingray ont fait un usage abusif de données confidentielles de Music Choice en violation de différents accords de non-divulgaration. Ces accords de non-divulgaration ont résulté de discussions tenues entre les parties concernant l'acquisition éventuelle de Music Choice par la société. Les entités Stingray ont déposé une réponse à la demande reconventionnelle le 28 avril 2017, niant les allégations et faisant valoir différentes défenses affirmatives, notamment que Music Choice avait agi de manière frauduleuse et de mauvaise foi en ce qui concerne les accords de non-divulgaration.

La communication préalable de la preuve a débuté et les parties ont échangé des communications écrites et ont commencé à présenter des documents. La date de procès est actuellement prévue pour le 5 février 2018.

Procédures judiciaires contre la SOCAN et Ré:Sonne

Entre le 2 mai 2017 et le 10 mai 2017, Stingray et ses clients – entreprises de distribution de radiodiffusion canadiennes (collectivement, les « opposants »), ont présenté une défense devant la Commission du droit d'auteur du Canada afin d'obtenir une réduction des tarifs et des conditions prescrits au titre des tarifs des services sonores payants pour la période 2007-2016. La SOCAN et Ré:Sonne (collectivement, les « sociétés de gestion collective ») se sont prononcés contre cette défense, mais de l'avis des opposants, ils ont échoué à présenter des solutions de rechange attrayantes autres que le maintien du statu quo.

La Commission du droit d'auteur du Canada mènera ses délibérations, et Stingray s'attend à ce qu'une décision soit rendue dans environ 18 mois à 36 mois selon l'expérience passée et la complexité des procédures.

Transactions avec des parties liées

Les principaux dirigeants de la société sont le chef de la direction, le chef de la direction financière et certains autres membres importants de son personnel clé.

La rémunération des principaux dirigeants et administrateurs se détaille comme suit :

(en milliers de dollars canadiens)	2017	2016
Avantages du personnel à court terme	3 361 \$	2 927 \$
Rémunération fondée sur des actions	810	976
Unités d'actions incessibles et unités d'actions attribuées en fonction de la performance	407	178
Unités d'actions différées	896	371
	5 474 \$	4 452 \$

Information sur les actions en circulation

Les actions émises et en circulation et les options sur actions en circulation se détaillent comme suit :

	7 juin 2017	31 mars 2017
<i>Actions émises et en circulation</i>		
Actions à droit de vote subalterne	34 747 472	34 693 678
Actions à droit de vote subalterne variable	284 609	338 403
Actions à droit de vote multiple	16 294 285	16 294 285
	51 326 366	51 326 366
<i>Options sur actions en circulation</i>		
Options sur actions	1 397 185	1 397 185

Au 3 juin 2015, la société a établi un nouveau régime d'options sur actions pour attirer et maintenir en poste des employés, des administrateurs, des dirigeants et des consultants. Ce régime prévoit l'attribution d'options sur actions à droit de vote subalterne. En vertu du régime, 2 500 000 actions à droit de vote subalterne ont été réservées aux fins d'émission. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2017, 218 391 options ont été exercées, 42 368 ont fait l'objet d'une renonciation et 369 187 ont été attribuées à des employés admissibles, sous réserve de délais d'acquisition fondés sur le nombre d'années de service, soit de 4 ans.

Risques financiers

Risque de change

La société est exposée au risque de change en raison des ventes et des charges qui sont libellées dans des monnaies autres que la monnaie fonctionnelle de ses filiales, soit essentiellement le dollar américain, le dollar australien et l'euro. Par ailleurs, la conversion, aux taux de change en vigueur à la date de clôture, des actifs et passifs monétaires libellés en monnaies autres que la monnaie fonctionnelle des filiales de la société accentue les variations du bénéfice. L'incidence de cette conversion est présentée en tant que profit ou perte de change aux états consolidés du résultat global.

Par la gestion de son risque de change, la société cherche à limiter son exposition nette aux flux de trésorerie en monnaies étrangères en transigeant, dans la mesure du possible, avec des tiers dans les devises susmentionnées, étant donné que ce type de transaction tiendra lieu de couverture économique naturelle pour chacune de ces monnaies.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité s'entend du risque que la société ne soit pas en mesure de s'acquitter de ses obligations financières à leur échéance. Par ailleurs, la société gère son risque de liquidité en assurant une surveillance continue des flux de trésorerie réels et prévus tant dans des conditions normales que sous contrainte. Le conseil d'administration examine et approuve les budgets d'exploitation et d'investissement, ainsi que toute transaction importante qui ne s'inscrit pas dans le cours normal des activités, notamment des propositions de fusions, des acquisitions et d'autres investissements ou désinvestissements importants.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt s'entend du risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché. Le risque de taux d'intérêt de la société provient essentiellement de sa facilité d'exploitation renouvelable qui porte intérêt à taux variable.

Risque de crédit

Le risque de crédit s'entend du risque que la société subisse une perte financière inattendue si un client ou une autre partie à un instrument financier n'est pas en mesure de respecter ses obligations contractuelles. Ce risque découle principalement des créances clients et autres débiteurs de la société. Le risque de crédit de la société provient principalement de ses créances clients. Les montants inscrits dans les états consolidés de la situation financière sont présentés après déduction d'une provision pour créances douteuses que la direction de la société a estimée en se fondant, en partie, sur l'ancienneté du solde spécifique des débiteurs et sur les tendances actuelles et prévues en matière de recouvrement. L'exposition de la société au risque de crédit dépend principalement des caractéristiques propres à chaque client. Les données démographiques de la clientèle de la société, y compris le risque de défaut au sein du secteur et dans le pays où le client exerce ses activités, ont moins d'incidence sur le risque de crédit. Habituellement, la société n'exige pas de sûreté ni de garantie de la part de ses clients eu égard aux créances clients. Cependant, le crédit est accordé après évaluation de la solvabilité des clients. De plus, la société passe constamment en revue le crédit de ses clients et constitue une provision pour créances douteuses lorsque la probabilité de recouvrer les montants a diminué de façon importante. La société estime que son exposition au risque de crédit découlant de ses créances clients est limitée.

Estimations comptables critiques

L'établissement des états financiers consolidés de la société conformément aux IFRS a exigé que la direction ait recours à son jugement, fasse des estimations et pose des hypothèses influant sur l'application des méthodes comptables ainsi que sur la valeur comptable des actifs, des passifs, des produits et des charges. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Un aperçu des domaines qui comportent un degré élevé de jugement ou de complexité ainsi que des éléments qui seront vraisemblablement ajustés de façon importante du fait que les estimations et hypothèses peuvent se révéler inexacts est présenté ci-après. Les estimations reposent sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et des mesures que la société pourrait prendre à l'avenir. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont passées en revue régulièrement. Toute révision des estimations comptables est comptabilisée au cours de la période où les estimations sont révisées ainsi qu'au cours des périodes ultérieures touchées par ces révisions.

Les domaines qui nécessitent des estimations ou jugements importants sont les suivants :

Estimation sur l'impôt exigible et la charge d'impôts

Pour calculer l'impôt exigible, la société doit faire des estimations importantes du fait qu'elle est assujettie aux lois fiscales de plusieurs territoires dans lesquelles elle exerce ses activités. Les impôts et les crédits d'impôt comptabilisés sont examinés et approuvés par les administrations fiscales et pourraient par conséquent se révéler différents des montants comptabilisés.

Comptabilisation de l'actif d'impôt différé aux fins des pertes fiscales reportées en avant

Pour calculer l'impôt différé, il faut recourir à des estimations afin de déterminer les taux et montants appropriés et pour tenir compte de la probabilité de réalisation. Les actifs d'impôt différé reflètent également l'avantage des pertes fiscales inutilisées pouvant être reportées en avant afin d'abaisser les impôts dans les années à venir. Les actifs d'impôt différé comprennent un montant qui se rapporte à des pertes fiscales reportées en avant de certaines filiales européennes et australiennes. Ces filiales ont subi des pertes au cours des derniers exercices précédant leur acquisition par la société, mais elles génèrent désormais un bénéfice imposable. La société a conclu que les actifs différés pourront être recouverts à l'aide du bénéfice imposable futur estimé selon les plans d'affaires et les prévisions budgétaires approuvées pour les filiales.

Juste valeur estimée de certains actifs financiers (placements)

La juste valeur des placements qui ne sont pas négociés sur un marché actif est déterminée à l'aide de techniques d'évaluation. La société doit faire preuve de jugement lorsqu'elle choisit une méthode d'évaluation et formule des hypothèses qui s'appuient pour l'essentiel sur la conjoncture qui prévaut à la clôture de chaque période de présentation de l'information.

Estimation des justes valeurs de la contrepartie conditionnelle et du solde à payer sur les acquisitions d'entreprises dans le cadre de regroupements d'entreprises

Le paiement de la contrepartie conditionnelle et du solde à payer sur les acquisitions d'entreprises relatifs à un regroupement d'entreprises donné dépend de la réalisation de cibles de croissance des produits au cours d'une période démarant à la date de l'acquisition jusqu'au renouvellement des contrats avec les clients. La juste valeur de la contrepartie conditionnelle et du solde à payer sur les acquisitions d'entreprises a été estimée en calculant la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus.

Regroupements d'entreprises

En vertu de la méthode d'acquisition, à la date d'obtention du contrôle, les actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise sont évalués à leur juste valeur. Selon la complexité du calcul de la valeur de certains actifs, la société utilise des techniques d'évaluation appropriées pour déterminer leur juste valeur estimée à la date d'acquisition. Ces évaluations se fondent généralement sur une projection du total des flux de trésorerie actualisés nets futurs attendus et sont étroitement liées aux hypothèses posées par la direction quant au rendement futur des actifs connexes et au taux d'actualisation appliqué, lequel correspond au taux présumé qu'utiliserait un intervenant sur le marché.

Modifications comptables futures

IFRS 9 – Instruments financiers

En juillet 2014, l'IASB a publié la version définitive de l'IFRS 9, *Instruments financiers* (IFRS 2014) [l'« IFRS 9 (2014) »]. Cette dernière présente quelques différences avec l'IFRS 9 (2009) et l'IFRS 9 (2010), que la société a adoptées de façon anticipée le 1^{er} avril 2012. Ces différences ont trait au classement et à l'évaluation des actifs financiers et à la comptabilisation des passifs financiers. L'IFRS 9 (2014) instaure également un nouveau modèle fondé sur les pertes sur créances attendues aux fins du calcul de la dépréciation des actifs financiers ainsi que de nouvelles exigences générales concernant la comptabilité de couverture. La norme entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018, et son adoption anticipée est autorisée. La société n'a pas l'intention d'adopter l'IFRS 9 (2014) de façon anticipée. Elle étudie actuellement l'incidence qu'aura cette norme sur ses états financiers consolidés.

IFRS 15 – Comptabilisation des produits

En mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*. L'IFRS 15 remplace la totalité des normes antérieures sur la comptabilisation des produits, y compris l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, et les interprétations connexes, telles que l'IFRIC 13, *Programmes de fidélisation de la clientèle*. La nouvelle norme définit les exigences de comptabilisation des produits. Plus précisément, elle instaure un cadre exhaustif dont le principe général est le suivant : une entité doit comptabiliser des produits montrant le transfert des produits et des services promis selon un montant qui reflète la contrepartie que l'entité prévoit recevoir en échange de ces produits et de ces services. La norme présente également de nouvelles directives plus prescriptives que celles présentées dans les normes précédentes, ce qui pourrait se traduire par des modifications du classement de certains types de produits, des informations à fournir à leur égard ainsi que du moment où ils seront comptabilisés. La nouvelle norme entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018, et son adoption anticipée est autorisée. La société étudie actuellement l'incidence qu'aura cette norme sur ses états financiers consolidés. Elle n'a pas l'intention d'adopter cette norme de façon anticipée.

IAS 16 – Immobilisations corporelles

Le 12 mai 2014, l'IASB a publié des modifications à l'IAS 16, *Immobilisations corporelles*, ainsi qu'à l'IAS 38, *Immobilisations incorporelles*. Les modifications apportées à l'IAS 16 mentionnent explicitement que les modes d'amortissement fondés sur les produits ne peuvent être utilisés pour les immobilisations corporelles. La raison en est que ces modes d'amortissement reflètent des facteurs autres que la consommation des avantages économiques représentatifs de l'actif. Les modifications à l'IAS 38 introduisent une présomption réfutable selon laquelle l'utilisation de modes d'amortissement fondés sur les produits est inappropriée dans le cas des immobilisations incorporelles. Cette présomption ne pourrait être écartée que si les produits et la consommation des avantages économiques de l'immobilisation incorporelle présentent une « corrélation élevée », ou si l'immobilisation incorporelle est exprimée comme une mesure des produits. Les modifications s'appliquent prospectivement aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016, et leur adoption anticipée est autorisée. La société entend adopter les modifications à l'IAS 16 et l'IAS 38 aux fins de ses états financiers consolidés de l'exercice ouvert le 1^{er} avril 2016. Elle ne s'attend pas à ce que les modifications aient une incidence significative sur ses états financiers consolidés.

IAS 7 – Initiative concernant les informations à fournir

Le 7 janvier 2016, l'IASB a publié l'*Initiative concernant les informations à fournir (modifications de l'IAS 7)*. Ces modifications exigent d'une entité qu'elle fournisse des informations permettant aux utilisateurs de ses états financiers d'évaluer les variations des passifs issus des activités de financement, ce qui comprend les changements résultant des flux de trésorerie, mais aussi les changements sans contrepartie de trésorerie. Un moyen de satisfaire à cette obligation d'information consiste à fournir un rapprochement entre les soldes d'ouverture et de clôture des passifs issus des activités de financement. La société envisage d'adopter ces modifications aux fins de ses états financiers consolidés de l'exercice ouvert le 1^{er} avril 2017. L'ampleur des répercussions de leur adoption n'a pas encore été établie.

IFRS 16 – Contrats de location

Le 13 janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16, *Contrats de location*. La nouvelle norme entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. Son adoption anticipée est autorisée si une entité adopte également l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, à la même date ou avant. L'IFRS 16 remplacera l'IAS 17, *Contrats de location*. Cette norme prescrit un modèle unique de comptabilisation par le preneur et oblige celui-ci à comptabiliser les actifs et les passifs de tous les contrats de location de plus de 12 mois, sauf s'ils portent sur des actifs de faible valeur. Un preneur est tenu de comptabiliser un actif lié au droit d'utilisation représentant son droit d'utiliser l'actif sous-jacent et un passif représentant son obligation de verser des paiements locatifs. Cette norme reprend pour l'essentiel les exigences comptables imposées aux bailleurs par l'IAS 17 tout en les obligeant à fournir des informations plus étoffées. Elle modifie également d'autres aspects du modèle de comptabilisation des contrats de location, notamment leur définition et comporte des dispositions transitoires. La société envisage d'adopter l'IFRS 16 aux fins de ses états financiers consolidés de l'exercice ouvert le 1^{er} avril 2019. L'ampleur des répercussions de l'adoption de cette norme n'a pas encore été établie.

IFRS 2 – Paiement fondé sur des actions

Le 20 juin 2016, l'IASB a publié des modifications de l'IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions*, en vue de clarifier comment doivent être comptabilisés certains types de transactions dont le paiement est fondé sur des actions. Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. Aux fins de simplification, les modifications peuvent être appliquées de manière prospective. L'application rétrospective ou anticipée est permise si l'information est disponible sans avoir recours à des connaissances a posteriori. La société envisage d'adopter les modifications de l'IFRS 2 dans ses états financiers de l'exercice s'ouvrant le 1^{er} janvier 2018. L'ampleur de l'incidence de l'adoption des modifications n'a pas encore été déterminée.

IFRIC 22 – Transactions en monnaie étrangère

Le 8 décembre 2016, l'IASB a publié l'interprétation IFRIC 22, *Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée*. L'interprétation clarifie la date qui devrait être utilisée pour la conversion lorsqu'une transaction en monnaie étrangère fait l'objet d'un paiement ou d'un encaissement anticipé. L'interprétation s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. L'application anticipée est permise. La société envisage d'adopter l'interprétation dans ses états financiers de l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2018. L'ampleur de l'incidence de l'adoption de l'interprétation n'a pas encore été déterminée.

Évaluation des contrôles et procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le « contrôle interne à l'égard de l'information financière » (CIIF) est un processus conçu pour fournir l'assurance raisonnable, mais non absolue, que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux IFRS. Le chef de la direction et le chef de la direction financière, conjointement avec la direction, sont responsables d'établir et de maintenir des « contrôles et procédures de communication de l'information » (CPCI) et un CIIF adéquats aux termes du Règlement 52-109. Le cadre de contrôle interne de la société suit les critères énoncés dans la version de mai 2013 du document *Internal Control – Integrated Framework* publié par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (le « cadre COSO 2013 »).

Le 31 mars 2017 marque le premier exercice suivant le PAPE, à l'issue duquel des actions à droit de vote subalterne et à droit de vote subalterne variable de la société ont été inscrites à la Bourse de Toronto. En conséquence, la direction de la société, sous la supervision du chef de la direction et du chef de la direction financière, ont conçu le CIIF pour fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la conformité des états financiers destinés au public avec les IFRS et le cadre COSO 2013. Les CPCI ont été conçus pour fournir l'assurance raisonnable que l'information importante concernant la société est portée à la connaissance du chef de la direction et du chef de la direction financière, et que l'information que la société est tenue de divulguer dans ses déclarations annuelles, ses déclarations intermédiaires et les autres rapports qu'elle dépose ou soumet conformément à la législation sur les valeurs mobilières est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par la loi.

Une évaluation a été menée en date du 31 mars 2017 sous la supervision du chef de la direction et du chef de la direction financière en ce qui a trait à la conception et à l'efficacité des CPCI de la société. Selon cette évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que les CPCI de la société étaient conçus adéquatement et fonctionnaient efficacement au 31 mars 2017.

Une évaluation a été menée en date du 31 mars 2017 sous la supervision du chef de la direction et du chef de la direction financière en ce qui a trait à l'efficacité du CIIF en vertu du cadre COSO 2013. Selon cette évaluation, ils ont conclu que le CIIF de la société était efficace au 31 mars 2017.

Aucun changement ayant eu ou susceptible d'avoir des conséquences importantes sur le CIIF de la société n'est survenu au cours de la période considérée.

L'évaluation et la conclusion de la direction concernant la conception et l'efficacité du CIIF de la société au 8 juin 2017 ne tenait pas compte des contrôles et procédures liés aux activités de Nature Vision, de Classica GmbH et de Festival 4K B.V., acquises au cours de l'exercice 2017. En effet, la société s'est prévalu de la disposition 3.3 (1)b) du Règlement 52-109, qui l'autorise à exclure ces acquisitions du périmètre de l'évaluation de la conception et de l'efficacité de son CIIF, et ce, pendant un maximum de 365 jours suivant la date de l'acquisition.

Le tableau suivant présente l'information financière relative à Nature Vision, à Classica GmbH et à Festival 4K B.V. :

(en milliers de dollars canadiens)	Nature Vision	Classica GmbH	Festival 4K B.V.
Résultats d'exploitation			
Produits	– \$	785 \$	600 \$
Bénéfice net	–	32	20
Situation financière			
Actifs courants	170 \$	2 081 \$	612 \$
Actifs non courants	1 213	12 029	2 425
Passifs courants	3 \$	1 818	128
Passifs non courants	55 \$	1 053	130

Événements postérieurs à la clôture

Acquisitions

Le 26 mai 2017, la société a conclu une entente visant l'acquisition et l'exploitation d'une chaîne télévisée de vidéoclips de musique classique et de bandes sonores appelée C Music Entertainment LTD., pour une contrepartie totale de 3,6 millions de livres sterling (6,2 millions de dollars canadiens).

Le 8 mai 2017, la société a conclu une entente visant l'acquisition de Yokee Music LTD., fournisseur israélien de trois applications sociales axées sur la musique, soit Yokee Karaoke, Yokee Guitar et Yokee Piano, pour une contrepartie totale de 12,5 millions de dollars américains (16,8 millions de dollars canadiens).

Dividende

Le 28 avril 2017, la société a déclaré un dividende de 0,045 \$ par action à droit de vote subalterne, par action à droit de vote subalterne variable et par action à droit de vote multiple d'un montant total de 2,3 millions de dollars canadiens qui sera payable le 15 juin 2017 ou vers cette date aux porteurs des actions à droit de vote subalterne, des actions à droit de vote subalterne variable et des actions à droit de vote multiple inscrits en date du 31 mai 2017.

Renseignements supplémentaires

Il est possible d'obtenir d'autres renseignements au sujet de la société sur son site Web www.stingray.com et sur le site de SEDAR au www.sedar.com.



KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L.
Tour KPMG, Bureau 1500
600, boul. de Maisonneuve Ouest
Montréal (Québec) H3A 0A3
Canada

Téléphone (514) 840-2100
Télécopieur (514) 840-2187
Internet www.kpmg.ca

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Aux actionnaires de Groupe Stingray Digital Inc.

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de Groupe Stingray Digital Inc., qui comprennent les états consolidés de la situation financière aux 31 mars 2017 et 2016, les états consolidés du résultat global, les états consolidés des variations des capitaux propres et les tableaux consolidés des flux de trésorerie des exercices compris dans la période de deux ans close le 31 mars 2017, ainsi que les notes, qui comprennent un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité des auditeurs

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève de notre jugement, et notamment de notre évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, nous prenons en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée de Groupe Stingray Digital Inc. aux 31 mars 2017 et 2016, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour les exercices compris dans la période de deux ans close les 31 mars 2017, conformément aux Normes internationales d'information financière.


KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L.

Le 7 juin 2017

Montréal, Canada

*CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A115894

KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L. est une société canadienne à responsabilité limitée et un cabinet membre du réseau KPMG de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Cooperative (« KPMG International »), entité suisse.
KPMG Canada fournit des services à KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L.

États consolidés du résultat global

Exercices clos les 31 mars 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens)	Note	2017	2016
Produits		101 501 \$	89 944 \$
Frais liés à la programmation musicale, coût des services et frais liés au contenu		35 270	31 407
Frais de vente et de marketing		12 338	10 435
Frais de recherche et développement, de soutien et de technologies de l'information, déduction faite d'un crédit d'impôt de 887 \$ (850 \$ en 2016)		8 960	7 613
Charges générales et administratives		19 016	13 247
Frais liés au premier appel public à l'épargne et obligation au titre des avantages tangibles exigés par le CRTC	5, 18, 19	—	5 821
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et radiations (Produits financiers) charges financières, montant net	5	17 168	15 028
	6	2 036	(418)
Variation de la juste valeur des placements	15	(408)	(7 345)
Bénéfice avant impôts		7 121	14 156
Impôts (recouvrement)	7	(3 596)	275
Bénéfice net		10 717 \$	13 881 \$
Bénéfice net par action – de base	8	0,21	0,29
Bénéfice net par action – dilué	8	0,21	0,29
Nombre moyen pondéré d'actions – de base	8	51 242 611	47 822 515
Nombre moyen pondéré d'actions – dilué	8	51 497 510	48 380 253
Résultat global			
Bénéfice net		10 717 \$	13 881 \$
Autres éléments du résultat global, après impôts			
<i>Éléments pouvant être reclassés en résultat net</i>			
Écarts de change à la conversion des comptes des établissements à l'étranger		(1 129)	804
<i>Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net</i>			
Réévaluations des obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi, après impôts		44	(67)
Total des autres éléments du résultat global		(1 085)	737
Résultat global total		9 632 \$	14 618 \$

Le bénéfice net est entièrement attribuable aux actionnaires.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

États consolidés de la situation financière

31 mars 2017 et 31 mars 2016

(en milliers de dollars canadiens)	Note	31 mars 2017	31 mars 2016 (retraité, voir la note 3)
Actifs			
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		5 862 \$	3 201 \$
Créances clients et autres débiteurs	9	27 020	28 597
Crédits d'impôt à la recherche et au développement	10	486	236
Stocks	11	1 233	910
Autres actifs courants		4 780	3 466
		39 381	36 410
Actifs non courants			
Immobilisations corporelles	12	5 336	4 628
Immobilisations incorporelles	13	49 519	47 901
Goodwill	14	68 788	61 805
Placements	15	17 351	16 943
Placement dans une coentreprise		738	815
Autres actifs non courants		954	1 088
Actifs d'impôt différé	7	12 225	7 485
Total des actifs		194 292 \$	177 075 \$
Passifs et capitaux propres			
Passifs courants			
Créditeurs et charges à payer	16	29 783 \$	26 636 \$
Dividendes à verser	19	—	1 789
Produits différés		1 094	915
Autres créditeurs courants	18	9 498	8 006
Impôts à payer		184	1 711
		40 559	39 057
Passifs non courants			
Facilité renouvelable	17	41 040	35 035
Autres créditeurs	18	13 040	8 844
Passifs d'impôt différé	7	4 705	3 745
Total des passifs		99 344	86 681
Capitaux propres			
Capital social	19	102 700	102 040
Surplus d'apport		2 872	2 196
Déficit		(10 299)	(14 646)
Cumul des autres éléments du résultat global		(325)	804
Total des capitaux propres		94 948	90 394
Engagements (note 22)			
Événements postérieurs à la clôture (note 2)			
Total du passif et des capitaux propres		194 292 \$	177 075 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Approuvé par le conseil d'administration,

(Signé) Eric Boyko, administrateur

(Signé) L. Jacques Ménard, administrateur

États consolidés des variations des capitaux propres

Exercices clos les 31 mars 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens,
sauf les nombres d'actions)

	Capital social		Surplus d'apport	Déficit	Cumul des autres éléments du résultat global	Total des capitaux propres
	Nombre d'actions	Montant				
Solde au 31 mars 2015	33 981 088	2 240 \$	1 759 \$	(21 841)\$	– \$	(17 842)\$
Émission d'actions à l'exercice d'options (note 19)	479 787	1 298	(914)	–	–	384
Dividendes (note 19)	–	–	–	(6 619)	–	(6 619)
Émission d'actions à droit de vote subalterne et d'actions à droit de vote subalterne variable (note 19)	16 647 100	104 044	–	–	–	104 044
Frais d'émission d'actions – déduction faite d'impôts de 1 993 \$ (note 19)	–	(5 542)	–	–	–	(5 542)
Rémunération fondée sur des actions (note 21)	–	–	1 351	–	–	1 351
Bénéfice net	–	–	–	13 881	–	13 881
Autres éléments du résultat global, après impôts	–	–	–	(67)	804	737
Solde au 31 mars 2016	51 107 975	102 040 \$	2 196 \$	(14 646)\$	804 \$	90 394 \$
Émission d'actions à l'exercice d'options (note 19)	218 391	660	(398)	–	–	262
Dividendes (note 19)	–	–	–	(6 414)	–	(6 414)
Rémunération fondée sur des actions (note 21)	–	–	1 074	–	–	1 074
Bénéfice net	–	–	–	10 717	–	10 717
Autres éléments du résultat global, après impôts	–	–	–	44	(1 129)	(1 085)
Solde au 31 mars 2017	51 326 366	102 700 \$	2 872 \$	(10 299)\$	(325)\$	94 948 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Tableaux consolidés des flux de trésorerie

Exercices clos les 31 mars 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens)	Note	2017	2016
Activités d'exploitation			
Bénéfice net		10 717 \$	13 881 \$
Ajustements visant ce qui suit :			
Rémunération fondée sur des actions	21	1 332	1 351
Charge liée aux unités d'actions incessibles et attribuées en fonction de la performance	21	1 112	592
Charge liée aux unités d'actions différées	21	896	371
Amortissement et radiation des immobilisations corporelles	12	2 418	2 146
Amortissement d'immobilisations incorporelles	13	14 750	12 882
Amortissement et radiation de coûts de financement		213	263
Autres charges financières	6	1 170	1 627
Variation de la juste valeur des dérivés		—	(110)
Variation de la juste valeur des placements	15	(408)	(7 345)
Variation de la juste valeur de la contrepartie conditionnelle		822	(2 064)
Charge de désactualisation de l'obligation au titre des avantages tangibles exigés par le CRTC		287	248
Quote-part des résultats d'une coentreprise		(77)	43
Charge (recouvrement) d'impôts		(3 596)	275
Intérêts payés		(1 107)	(1 426)
Impôts payés		(3 392)	(2 190)
		25 137	20 544
Variation nette des éléments hors trésorerie liés à l'exploitation	20	(2 371)	(1 576)
		22 766	18 968
Activités de financement			
Augmentation de la facilité renouvelable	17	6 005	26 948
Remboursement sur l'emprunt à terme et le crédit-relais	17	—	(100 960)
Païement du dividende et capital déclaré des actions ordinaires	19	(8 203)	(4 830)
Produit de l'exercice d'options sur actions	19	262	384
Émission d'actions	19	—	104 044
Frais d'émission du capital social	19	—	(7 535)
Coûts de financement différés		—	(431)
Remboursement d'autres crédettes		(2 349)	(4 851)
Autres		(58)	(91)
		(4 343)	12 678
Activités d'investissement			
Acquisitions d'entreprises, déduction faite de la trésorerie acquise	3	(7 010)	(24 665)
Immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'acquisitions d'actifs	1	(5 519)	—
Acquisition de placements	15	—	(1 665)
Acquisition d'immobilisations corporelles		(2 635)	(2 300)
Acquisition d'immobilisations incorporelles		(598)	(1 129)
		(15 762)	(29 759)
Augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		2 661	1 887
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice		3 201	1 314
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice		5 862 \$	3 201 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 mars 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

1. Principaux changements et faits saillants

Les événements et transactions indiqués ci-après ont particulièrement touché la situation financière et la performance consolidées de Groupe Stingray Digital Inc. (la « société ») au cours de l'exercice clos le 31 mars 2017.

- Le 5 janvier 2017, la société a conclu une entente avec Think Inside the Box LLC visant l'acquisition et l'exploitation de la chaîne spécialisée de téléscargot HD appelée *Nature Vision TV* pour une contrepartie totale de 997 \$ US (1 345 \$ CA). Cette entente a donné lieu à la comptabilisation d'un goodwill (notes 3 et 7), d'immobilisations incorporelles (notes 3 et 7) et d'une contrepartie conditionnelle (notes 3 et 12).
- Le 3 janvier 2017, la société a conclu une entente avec UNITEL GmbH & Co. KG, producteur et distributeur de premier plan de musique classique pour médias audiovisuels, visant l'acquisition, l'exploitation et la diffusion de la chaîne télévisée payante internationale Classica pour une contrepartie totale de 7 701 euros (10 839 \$ CA). Cette entente a donné lieu à la comptabilisation d'un goodwill (notes 3 et 7), d'immobilisations incorporelles (notes 3 et 7), d'une contrepartie conditionnelle (notes 3 et 12) et d'un bénéfice d'exploitation supplémentaire lié à l'acquisition (note 3).
- Le 14 octobre 2016, la société a annoncé l'acquisition de centaines d'enregistrements de concerts et de documentaires exclusifs auprès d'EuroArts Music International GmbH (« EuroArts »), société de production et de diffusion de films portant sur la musique classique établie à Berlin, pour une contrepartie totale de 1 316 euros (1 904 \$ CA), dont une tranche de 1 050 euros (1 519 \$ CA) a été payée le 14 octobre 2016. Le catalogue musical est présenté à titre d'immobilisations incorporelles à la note 13.
- Le 21 juin 2016, la société a annoncé l'acquisition de quatre chaînes de vidéoclips populaires de Bell Media, soit MuchLoud, MuchRetro, MuchVibes et Juicebox, pour une contrepartie totale de 4 000 \$ réglée en totalité au cours de l'exercice. Cette acquisition permettra à la société de consolider son portefeuille de chaînes de télévision de musique et de fournir la gamme de biens et services musicaux la plus vaste au monde. Les listes de clients rattachées aux chaînes de vidéoclips sont présentées à titre d'immobilisations incorporelles à la note 13.
- Le 15 juin 2016, la société a acquis la totalité des actions en circulation de Festival 4K B.V. pour une contrepartie totale de 1 838 euros (2 644 \$ CA). Cette acquisition a donné lieu à la comptabilisation d'un goodwill (notes 3 et 7), d'immobilisations incorporelles (notes 3 et 7), d'une contrepartie conditionnelle (notes 3 et 12) et d'un bénéfice d'exploitation supplémentaire lié à l'acquisition (note 3).

2. Événements postérieurs à la clôture

Acquisitions

Le 26 mai 2017, la société a conclu une entente visant l'acquisition et l'exploitation d'une chaîne télévisée de vidéoclips de musique classique et de bandes sonores appelée C Music Entertainment LTD., pour une contrepartie totale de 3 600 £ (6 196 \$ CA).

Le 8 mai 2017, la société a conclu une entente visant l'acquisition de Yokee Music LTD., fournisseur israélien de trois applications sociales axées sur la musique, soit Yokee Karaoke, Yokee Guitar et Yokee Piano, pour une contrepartie totale de 12 500 \$ US (16 816 \$ CA).

Dividende

Le 28 avril 2017, la société a déclaré un dividende de 0,045 \$ par action à droit de vote subalterne, par action à droit de vote subalterne variable et par action à droit de vote multiple d'un montant total de 2 310 \$ CA qui sera payable le 15 juin 2017 ou vers cette date aux porteurs des actions à droit de vote subalterne, des actions à droit de vote subalterne variable et des actions à droit de vote multiple inscrits en date du 31 mai 2017.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 mars 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

3. Acquisitions d'entreprises

Exercice clos le 31 mars 2017

Nature Vision

Le 5 janvier 2017, la société a acquis la totalité des parts en circulation de Think Inside the Box LLC (« Nature Vision ») pour une contrepartie totale de 997 \$ US (1 345 \$ CA). Cette acquisition permettra à la société d'élargir son portefeuille de chaînes spécialisées. Par suite de l'acquisition, un goodwill de 853 \$ a été comptabilisé relativement aux synergies d'exploitation que devrait engendrer l'intégration de l'entreprise acquise dans les actifs existants de la société. Le goodwill ne sera pas déductible aux fins de l'impôt.

Aux termes de l'accord de contrepartie conditionnelle, la société est tenue de verser aux anciens propriétaires un montant en trésorerie correspondant à un certain multiple des produits sur une période de 12 mois et reflétant d'autres conditions, montant qui serait payable le 30 mars 2020. La juste valeur de la contrepartie conditionnelle a été établie selon l'approche par le résultat, qui s'appuie sur le montant et le calendrier estimés des flux de trésorerie projetés.

	Chiffres préliminaires
Actifs acquis :	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	172 \$
Immobilisations incorporelles	380
Goodwill	853
	1 405
Passifs repris :	
Créditeurs et charges à payer	3
Passifs d'impôt différé	57
	60
Actifs nets acquis à la juste valeur	1 345 \$
Contrepartie donnée :	
Trésorerie	587
Ajustement du fonds de roulement	183
Contrepartie conditionnelle	575
	1 345 \$

À la date de clôture, la société n'avait pas terminé la répartition du prix d'achat entre les actifs nets identifiables et le goodwill, car il lui restait à obtenir des informations confirmant la juste valeur de certains actifs et passifs.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 mars 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Classica GMBH

Le 3 janvier 2017, la société a acquis la totalité des actions en circulation de Classica GMBH (« Classica ») pour une contrepartie totale de 7 701 euros (10 839 \$ CA). Cette acquisition permettra à la société de devenir l'un des principaux fournisseurs de programmation de musique classique au monde. Par suite de l'acquisition, un goodwill de 4 106 \$ a été comptabilisé relativement aux synergies d'exploitation que devrait engendrer l'intégration de l'entreprise acquise dans les actifs existants de la société. Le goodwill ne sera pas déductible aux fins de l'impôt.

La juste valeur des créances clients acquises était de 1 080 \$, ce qui représentait leur montant contractuel brut. Aux termes de l'accord de contrepartie conditionnelle, la société sera tenue de verser aux anciens propriétaires un montant en trésorerie correspondant à un pourcentage des produits sur une période de 12 mois. De plus, un solde des paiements liés à l'acquisition s'échelonnait sur les 11 prochains exercices jusqu'en juillet 2027. La juste valeur de la contrepartie conditionnelle a été établie selon l'approche par le résultat, qui s'appuie sur le montant et le calendrier estimés des flux de trésorerie projetés. La juste valeur du solde des paiements liés à l'acquisition a été établie d'après la valeur actualisée des paiements prévus sur la durée de l'accord.

Les résultats de l'acquisition de Classica pour l'exercice clos le 31 mars 2017 ont été pris en compte dans les résultats de la société à compter de la date d'acquisition. Les produits comptabilisés de la date d'acquisition au 31 mars 2017 se sont établis à 785 \$ et le bénéfice net, à 32 \$. Si cette acquisition avait eu lieu au début de l'exercice, les produits liés à l'entreprise ainsi acquise auraient été d'environ 3 142 \$ et le bénéfice net, de 129 \$.

	Chiffres préliminaires
Actifs acquis :	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	368 \$
Créances clients et autres débiteurs	1 080
Autres actifs courants	63
Immobilisations corporelles	11
Immobilisations incorporelles	7 911
Goodwill	4 106
	13 539
Passifs repris:	
Créditeurs et charges à payer	1 608
Passifs d'impôt différé	1 092
	2 700
Actifs nets acquis à la juste valeur	10 839 \$
Contrepartie donnée :	
Trésorerie	5 541
Ajustement du fonds de roulement	(189)
Solde à payer sur l'acquisition de l'entreprise	5 395
Contrepartie conditionnelle	92
	10 839 \$

À la date de clôture, la société n'avait pas terminé la répartition du prix d'achat entre les actifs nets identifiables et le goodwill, car il lui restait à obtenir des informations confirmant la juste valeur de certains actifs et passifs.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 mars 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Festival 4K B.V.

Le 15 juin 2016, la société a acquis la totalité des actions en circulation de Festival 4K B.V. pour une contrepartie totale de 1 838 euros (2 644 \$ CA). Festival 4K B.V. est l'une des premières chaînes dans le monde à diffuser sans interruption un contenu au format 4K Ultra-HD. La chaîne propose une programmation composée de performances en direct, notamment des festivals, des concerts et des productions théâtrales. Par suite de l'acquisition, un goodwill de 1 777 \$ a été comptabilisé relativement aux synergies d'exploitation que devrait engendrer l'intégration de l'entreprise acquise dans les actifs existants de la société à l'échelle mondiale. Le goodwill ne sera pas déductible aux fins de l'impôt.

La juste valeur des créances clients acquises était de 61 \$, ce qui représentait leur montant contractuel brut. Aux termes de l'accord de contrepartie conditionnelle, la société est tenue de verser aux anciens propriétaires un montant en trésorerie d'au plus 1 000 euros (1 425 \$ CA) correspondant à un certain multiple des produits sur une période de 12 mois et reflétant d'autres conditions, montant qui serait payable en janvier 2018. La juste valeur de la contrepartie conditionnelle a été établie selon l'approche par le résultat, qui s'appuie sur le montant et le calendrier estimés des flux de trésorerie projetés.

Les résultats de l'acquisition de Festival 4K B.V. pour la période close le 31 mars 2017 ont été pris en compte dans les résultats de la société à compter de la date d'acquisition. Les produits comptabilisés de la date d'acquisition au 31 mars 2017 se sont établis à 600 \$ et le bénéfice net, à 20 \$. Si cette acquisition avait eu lieu au début de l'exercice, les produits liés à l'entreprise ainsi acquise auraient été d'environ 758 \$ et le bénéfice net, de 26 \$.

	Chiffres préliminaires
Actifs acquis :	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	16 \$
Créances clients et autres débiteurs	61
Autres actifs non courants	317
Stocks	7
Immobilisations corporelles	79
Immobilisations incorporelles	906
Goodwill	1 777
	3 163
Passifs repris :	
Créditeurs et charges à payer	333
Passifs d'impôt différé	186
	519
Actifs nets acquis à la juste valeur	2 644 \$
Contrepartie donnée :	
Trésorerie	1 438
Ajustement du fonds de roulement	84
Contrepartie conditionnelle	1 122
	2 644 \$

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 mars 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Exercice clos le 31 mars 2016

Nûmédia

Le 15 février 2016, la société a acquis la totalité des actions en circulation de 9076-3392 Québec Inc. (« Nûmédia ») pour une contrepartie totale de 2 099 \$. Cette acquisition permettra à la société de consolider les activités qu'elle mène au Canada. Par suite de l'acquisition, un goodwill de 985 \$ a été comptabilisé en lien avec les synergies d'exploitation que devrait engendrer l'intégration de l'entreprise acquise dans les actifs existants de la société. Le goodwill ne sera pas déductible aux fins de l'impôt.

La juste valeur des créances clients acquises était de 254 \$, ce qui représentait leur montant contractuel brut. Aux termes de l'accord de contrepartie conditionnelle, la société est tenue de verser aux anciens propriétaires un montant en trésorerie d'au plus 300 \$ correspondant à un certain multiple des produits sur une période de 12 mois et reflétant d'autres conditions. La juste valeur de la contrepartie conditionnelle a été établie selon l'approche par le résultat, qui s'appuie sur le montant et le calendrier estimés des flux de trésorerie projetés.

La société a modifié l'évaluation de la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris dans le cadre de cette acquisition et certains ajustements à l'évaluation préliminaire ont été inscrits à l'état de la situation financière, tel qu'il est illustré ci-dessous. Les données comparatives ont été ajustées pour refléter ces changements. La contrepartie conditionnelle a été réglée en avril 2017.

	Chiffres préliminaires au 31 mars 2016	Ajustements	Chiffres définitifs
Actifs acquis:			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	257 \$	\$	257 \$
Débiteurs	260	(6)	254
Autres actifs courants	33		33
Immobilisations corporelles	185		185
Immobilisations incorporelles	841		841
Goodwill	775	210	985
	2 351	204	2,555
Passifs repris :			
Créditeurs et charges à payer	289	(44)	245
Dette à long terme	185		185
Passifs d'impôt différé	26		26
	500	(44)	456
Actifs nets acquis à la juste valeur	1 851 \$	248 \$	2,099 \$
Contrepartie donnée :			
Trésorerie	1 700		1,700
Ajustement du fonds de roulement	—	99	99
Solde à payer sur l'acquisition de l'entreprise	151	149	300
	1 851 \$	248 \$	2,099 \$

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 mars 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

iConcerts

Le 17 décembre 2015, la société a acquis la totalité des actions en circulation de Transmedia Communications SA (« iConcerts ») pour une contrepartie totalisant 5 600 CHF (7 810 \$ CA). Cette acquisition permettra à la société de consolider ses activités internationales en Europe. Par suite de l'acquisition, un goodwill de 7 133 \$ a été comptabilisé en lien avec les synergies d'exploitation que devrait engendrer l'intégration de l'entreprise acquise dans les actifs que détient la société à l'échelle mondiale. Le goodwill ne sera pas déductible aux fins de l'impôt.

La juste valeur des créances clients acquises était 781 \$. Le montant contractuel brut de ces créances est 1 587 \$, montant dont une tranche de 806 \$ ne devrait pas être recouvrable. Aux termes de l'accord de contrepartie conditionnelle, la société est tenue de verser aux anciens propriétaires un montant en trésorerie d'au plus 2 100 CHF (2 798 \$ CA) correspondant à un certain multiple des produits sur une période de 12 mois et reflétant d'autres conditions, montant qui serait payable le 30 novembre 2016. Selon les estimations de la direction, il a été établi que la juste valeur de la contrepartie conditionnelle était de néant.

La société a parachevé l'évaluation de la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris dans le cadre de cette acquisition et certains ajustements à l'évaluation préliminaire ont été inscrits à l'état de la situation financière, tel qu'il est illustré ci-dessous. Les données comparatives ont été ajustées pour refléter ces changements.

	Chiffres préliminaires au 31 mars 2016	Ajustements	Chiffres définitifs
Actifs acquis :			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	505 \$	\$	505 \$
Débiteurs	912	(131)	781
Autres actifs courants	451	(23)	428
Immobilisations corporelles	51		51
Immobilisations incorporelles	2 450		2 450
Goodwill	6 979	154	7 133
	11 348	—	11 348
Passifs repris :			
Créditeurs et charges à payer	3 433		3 433
Impôts à payer	—		—
Passifs d'impôt différé	105		105
	3 538		3 538
Actifs nets acquis à la juste valeur	7 810 \$	— \$	7 810 \$
Contrepartie donnée :			
Trésorerie	7 810		7 810
	7 810 \$	— \$	7 810 \$

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 mars 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Digital Media Distribution

Le 14 décembre 2015, la société a acquis la totalité des actions en circulation de Digital Music Distribution Pty LTD. (« DMD ») pour une contrepartie totalisant 11 990 \$ AU (11 853 \$ CA). Cette acquisition permettra à la société de consolider ses activités internationales dans la région de l'Asie-Pacifique. Par suite de l'acquisition, un goodwill de 6 958 \$ a été comptabilisé en lien avec les synergies d'exploitation que devrait engendrer l'intégration de l'entreprise acquise dans les actifs que détient la société à l'échelle mondiale. Le goodwill ne sera pas déductible aux fins de l'impôt. La juste valeur des créances clients acquises était 98 \$, ce qui représentait leur montant contractuel brut. Aux termes de l'accord de contrepartie conditionnelle, la société est tenue de verser aux anciens propriétaires un montant en trésorerie de 4 002 \$ AU (4 071 \$ CA) si les contrats conclus avec les clients sont renouvelés avant décembre 2017.

La société a parachevé l'évaluation de la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris dans le cadre de cette acquisition et certains ajustements à l'évaluation préliminaire ont été inscrits à l'état de la situation financière, tel qu'il est illustré ci-dessous. Les données comparatives ont été ajustées pour refléter ces changements.

	Chiffres préliminaires au 31 mars 2016	Ajustements	Chiffres définitifs
Actifs acquis :			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	205 \$	\$	205 \$
Débiteurs	98		98
Autres actifs courants	297		297
Immobilisations incorporelles	5 500		5 500
Goodwill	7 326	(368)	6 958
	13 426	(368)	13 058
Passifs repris :			
Créditeurs et charges à payer	287		287
Passifs d'impôt différé	1 286	(368)	918
	1 573	(368)	1 205
Actifs nets acquis à la juste valeur	11 853 \$	– \$	11 853 \$
Contrepartie donnée :			
Trésorerie	7 679		7 679
Ajustement du fonds de roulement	218		218
Contrepartie conditionnelle	3 956		3 956
	11 853 \$	– \$	11 853 \$

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 mars 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Groupe Brava

En juillet 2015, la société a acquis la totalité des actions en circulation de Brava HDTV B.V., Brava NL B.V. et DjazzTV B.V. (le « Groupe Brava ») pour une contrepartie totalisant 8 334 euros (11 548 \$ CA). Cette acquisition permettra à la société de consolider ses activités internationales en Europe. Par suite de l'acquisition, un goodwill de 7 221 \$ a été comptabilisé en lien avec les synergies d'exploitation que devrait engendrer l'intégration de l'entreprise acquise dans les actifs que détient la société à l'échelle mondiale. Le goodwill ne sera pas déductible aux fins de l'impôt.

La juste valeur des créances clients acquises était 1 882 \$, ce qui représentait leur montant contractuel brut. Aux termes de l'accord de contrepartie conditionnelle, la société est tenue de verser aux anciens propriétaires un montant en trésorerie d'au plus 2 971 euros (4 234 \$ CA) correspondant à un certain multiple des produits sur une période de 36 mois, montant qui sera versé chaque date anniversaire dans les trois prochaines années jusqu'en juin 2018. La juste valeur de la contrepartie conditionnelle a été établie selon l'approche par le résultat, qui s'appuie sur le montant et le calendrier estimés des flux de trésorerie projetés, et elle a été actualisée pour refléter la valeur temps de l'argent.

La société a parachevé l'évaluation de la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris dans le cadre de cette acquisition et certains ajustements à l'évaluation préliminaire ont été inscrits à l'état de la situation financière, tel qu'il est illustré ci-dessous. Les données comparatives ont été ajustées pour refléter ces changements.

	Chiffres préliminaires au 31 mars 2016	Ajustements	Chiffres définitifs
Actifs acquis :			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	282 \$	\$	282 \$
Débiteurs	1 594	288	1 882
Charges payées d'avance et autres actifs courants	164		164
Immobilisations corporelles	61		61
Immobilisations incorporelles	4 795		4 795
Goodwill	7 428	(207)	7 221
	14 324	81	14 405
Passifs repris :			
Créditeurs et charges à payer	1 186	81	1 267
Impôts à payer	391		391
Passifs d'impôt différé	1 199		1 199
	2 776	81	2 857
Actifs nets acquis à la juste valeur	11 548 \$	— \$	11 548 \$
Contrepartie donnée :			
Trésorerie	8 502		8 502
Ajustement du fonds de roulement	300		300
Contrepartie conditionnelle	2 746		2 746
	11 548 \$	— \$	11 548 \$

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 mars 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Estimation importante

En vertu de la méthode d'acquisition, à la date d'obtention du contrôle, les actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise sont évalués à leur juste valeur (évaluations de la juste valeur de niveau 3). Selon la complexité du calcul de la valeur de certains actifs, la société utilise des techniques d'évaluation appropriées pour déterminer la juste valeur estimée à la date d'acquisition de ces actifs et passifs. Ces évaluations se fondent généralement sur une projection du total des flux de trésorerie actualisés futurs attendus et sont étroitement liées aux hypothèses posées par la direction quant au rendement futur des actifs connexes et au taux d'actualisation appliqué, lequel correspond au taux présumé qu'utiliserait un intervenant sur le marché.

4. Informations sectorielles

Description des activités :

La société a été constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. La société est domiciliée au Canada et son siège social est situé au 730, rue Wellington, Montréal (Québec), H3C 1T4. La société est un fournisseur de services musicaux multiplateformes. Elle diffuse de la musique et du contenu vidéo de haute qualité sur différentes plateformes, comme la télévision numérique, par satellite ou par protocole Internet, le Web, les applications mobiles et les consoles de jeu.

Secteurs opérationnels :

Aux termes de l'IFRS 8, *Secteurs opérationnels*, la société a déterminé que, pour les exercices clos les 31 mars 2017 et 2016, elle n'avait compté qu'un seul secteur opérationnel puisque ses activités, ses ressources et ses actifs sont essentiellement centralisés, optimisés et gérés au Canada. Les activités exercées à l'échelle internationale tirent parti de l'expertise canadienne.

Les tableaux suivants contiennent des données géographiques sur les produits de la société, ainsi que sur ses immobilisations corporelles et incorporelles et son goodwill.

Les produits proviennent des régions suivantes selon l'endroit où sont effectuées les ventes :

	2017	2016
Produits		
Canada	56 129 \$	53 536 \$
Autres pays	45 372	36 408
	101 501 \$	89 944 \$

Les actifs à long terme sont générés dans les régions ci-dessous, en fonction des emplacements des filiales.

	2017	2016
Immobilisations corporelles et incorporelles et goodwill		
Canada	52 172 \$	53 734 \$
Pays-Bas	23 057	18 604
Royaume-Uni	14 954	16 857
Australie	11 600	12 249
Allemagne	7 679	—
Autres pays	14 181	12 890
	123 643 \$	114 334 \$

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 mars 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

5. Autres informations

Le tableau suivant présente les charges selon leur nature.

	2017	2016
Salaires et autres avantages du personnel à court terme	24 964 \$	19 780 \$
Recherche et développement	6 994	5 725
Coûts liés au matériel	4 493	4 505
Rémunération fondée sur des actions	1 332	1 351
Unités d'actions incessibles	1 112	592
Unités d'actions différées	896	371

Le tableau suivant indique, selon la fonction, l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles ainsi que les frais liés au PAPE et l'obligation au titre des avantages tangibles exigés par le CRTC.

	2017	2016
<i>Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et radiations :</i>		
Frais liés à la programmation musicale, coût des services et frais liés au contenu	15 612 \$	13 749 \$
Charges générales et administratives	1 556	1 279
	17 168 \$	15 028 \$
<i>Frais liés au PAPE et obligation au titre des avantages tangibles exigés par le CRTC :</i>		
Frais liés à la programmation musicale, coût des services et frais liés au contenu	– \$	4 158 \$
Charges générales et administratives	–	1 663
	– \$	5 821 \$

Les frais liés à la programmation musicale, coût des services et frais liés au contenu ainsi que les charges générales et administratives se seraient établis à 50 882 \$ (49 314 \$ – 2016) et à 20 557 \$ (16 189 \$ – 2016), respectivement, si la présentation, selon la fonction, de l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et des radiations ainsi que des frais liés au PAPE et de l'obligation au titre des avantages tangibles exigés par le CRTC avait été adoptée aux fins des états du résultat global.

Des coûts de transaction liés aux acquisitions d'entreprises d'un montant de 351 \$ (691 \$ – 2016) ont été comptabilisés dans les charges générales et administratives des états du résultat global.

La quote-part du bénéfice d'une coentreprise de 66 \$ (105 \$ – 2016) a été présentée dans les charges générales et administratives des états du résultat global. Les dividendes reçus de cette coentreprise se sont chiffrés à 143 \$ (148 \$ – 2016).

6. (Produits financiers) charges financières, montant net

	2017	2016
Charge d'intérêt et commissions d'attente	1 170 \$	1 627 \$
Variation de la juste valeur de la contrepartie conditionnelle	822	(2 064)
Variation de la juste valeur des dérivés	–	(107)
Charge de désactualisation de l'obligation au titre des avantages tangibles exigés par le CRTC	287	248
Amortissement et radiation de coûts de financement	213	263
Profit de change	(456)	(385)
	2 036 \$	(418) \$

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 mars 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

7. Impôts sur le résultat

La charge (le recouvrement) d'impôts se compose des éléments suivants :

	2017	2016
Impôt exigible		
Exercice à l'étude	2 103 \$	4 160 \$
Ajustement lié à des exercices précédents	18	70
	2 121	4 230
Impôt différé :		
Naissance et renversement des différences temporaires	137	(447)
Ajustement lié à des exercices précédents	21	(67)
Variation des pertes fiscales comptabilisées et des différences temporaires déductibles	(5 875)	(3 441)
	(5 717)	(3 955)
Total de la charge (du recouvrement) d'impôts	(3 596) \$	275 \$

Le tableau suivant fait le rapprochement des impôts sur le résultat calculés au taux prévu par la loi au Canada de 26,9 % (26,9 % – 2016) et du total de la charge d'impôts pour les exercices clos les 31 mars.

	2017	2016
Bénéfice avant impôts	7 121 \$	14 156 \$
Impôts au taux combiné prévu par la loi au Canada	1 916	3 808
(Diminution) augmentation découlant de ce qui suit :		
Incidence des écarts de taux de change	(541)	(599)
Différences permanentes	31	1 009
Partie non imposable d'un gain en capital	(51)	(993)
Variation des pertes fiscales comptabilisées et des différences temporaires déductibles	(5 875)	(3 441)
Retenues d'impôts à la source	973	1 170
Changement du taux d'impôt futur applicable aux placements	–	(687)
Autres	(49)	8
Total de la charge (du recouvrement) d'impôts	(3 596) \$	275 \$

Estimation importante

Les impôts et les crédits d'impôt comptabilisés sont examinés et approuvés par les administrations fiscales et pourraient, par conséquent, se révéler différents des montants comptabilisés.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 mars 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Actifs et passifs d'impôt différé comptabilisés

Le tableau suivant présente l'incidence fiscale des principales composantes des différences temporaires donnant lieu à des actifs et passifs d'impôt différé.

	2017		2016	
	Actifs	Passifs	Actifs	Passifs
Immobilisations corporelles	409 \$	17 \$	339 \$	22 \$
Immobilisations incorporelles et goodwill	112	5 944	114	5 177
Coûts de financement	1 554	—	2 016	—
Pertes fiscales reportées en avant	10 644	—	7 034	—
Placements	—	1 981	—	1 930
Obligation au titre des avantages tangibles exigés par le CRTC	1 002	—	1 138	—
Unités d'actions incessibles et attribuées en fonction de la performance	835	—	273	—
Solde à payer sur les acquisitions d'entreprises	924	—	—	—
Autres	112	130	—	45
Actifs et passifs d'impôt	15 592	8 072	10 914	7 174
Compensation des actifs et des passifs	(3 367)	(3 367)	(3 429)	(3 429)
Actifs et passifs d'impôt différé, montant net	12 225 \$	4 705 \$	7 485 \$	3 745 \$

Le tableau suivant présente l'évolution des actifs et des passifs d'impôt différé pour l'exercice clos le 31 mars 2017.

	Solde au 31 mars 2016	Montant comptabilisé dans le bénéfice net	Comptabilisées dans les capitaux propres	Variation attribuable au change	Acquisitions d'entreprises	Solde au 31 mars 2017
Immobilisations corporelles	317 \$	75 \$	— \$	— \$	— \$	392 \$
Immobilisations incorporelles et goodwill	(5 063)	1 521	—	(41)	(2 249)	(5 832)
Coûts de financement	2 016	(462)	—	—	—	1 554
Pertes fiscales reportées en avant	7 034	4 181	—	(571)	—	10 644
Placements	(1 930)	(51)	—	—	—	(1 981)
Obligation au titre des avantages tangibles exigés par le CRTC	1 138	(136)	—	—	—	1 002
Unités d'actions incessibles et attribuées en fonction de la performance	273	562	—	—	—	835
Solde à payer sur les acquisitions d'entreprises	—	—	—	10	914	924
Autres	(45)	27	—	—	—	(18)
	3 740 \$	5 717 \$	— \$	(602) \$	(1 335) \$	7 520 \$

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 mars 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Le tableau suivant présente l'évolution des actifs et des passifs d'impôt différé pour l'exercice clos le 31 mars 2016.

	Solde au 31 mars 2015	Montant comptabilisé dans le bénéfice net	Comptabilisées dans les capitaux propres	Variation attribuable au change	Acquisitions d'entreprises	Solde au 31 mars 2016
Immobilisations corporelles	224 \$	93 \$	—	— \$	— \$	317 \$
Immobilisations incorporelles et goodwill	(3 103)	1 728	—	(164)	(3 524)	(5 063)
Coûts de financement	157	(134)	1 993	—	—	2 016
Pertes fiscales reportées en avant	4 446	1 565	—	(253)	1 276	7 034
Placements	(1 624)	(306)	—	—	—	(1 930)
Obligation au titre des avantages tangibles exigés par le CRTC	—	1 138	—	—	—	1 138
Unités d'actions incessibles et attribuées en fonction de la performance	55	218	—	—	—	273
Autres	302	(347)	—	—	—	(45)
	457 \$	3 955 \$	1 993	(417) \$	(2 248) \$	3 740 \$

Actifs d'impôt différé non comptabilisés

La société dispose de pertes d'exploitation fiscales reportées en avant de 102 133 \$ qui pourront servir à réduire son bénéfice imposable futur. Un avantage fiscal lié à une tranche de 42 694 \$ de ces pertes fiscales reportées en avant et de ces différences temporaires déductibles n'a pas été comptabilisé. Les actifs d'impôt différé se rapportant à ces éléments n'ont pas été comptabilisés puisqu'il n'est pas probable que la société disposera d'un bénéfice imposable futur lui permettant d'en utiliser l'avantage fiscal. Le tableau suivant présente, aux 31 mars 2017 et 2016, les montants et les dates d'expiration des pertes fiscales reportées en avant et d'autres différences temporaires déductibles non comptabilisées d'une durée illimitée.

	2017		2016			
	Suisse	Royaume-Uni	Canada	Australie	Suisse	Royaume-Uni
Pertes fiscales reportées en avant :						
2017	5 157 \$	— \$	— \$	— \$	8 040 \$	— \$
2018	4 540	—	—	—	4 613	—
2019	5 036	—	—	—	5 116	—
2020	4 769	—	—	—	4 844	—
2021	3 420	—	—	—	3 474	—
2022	2 030	—	—	—	—	—
2023	336	—	—	—	—	—
2026	—	—	23	—	—	—
2027	—	—	373	—	—	—
2028	—	—	84	—	—	—
2029	—	—	49	—	—	—
2030	—	—	7	—	—	—
Durée indéterminée	—	76 845	—	684	—	88 072
Autre différence temporaire déductible d'une durée illimitée	—	—	—	—	—	5 217
	25 288 \$	76 845	536	684 \$	26 087	93 289 \$

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 mars 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Passifs d'impôt différé non comptabilisés

La société n'a pas comptabilisé de passif d'impôt différé sur les résultats non distribués de ses filiales pour l'exercice considéré ni pour les exercices antérieurs étant donné que pour le moment, elle ne prévoit pas que ces résultats non distribués se résorberont et deviendront imposables dans un avenir prévisible. Un passif d'impôt différé sera comptabilisé lorsque la société prévoira récupérer ces résultats non distribués par un moyen fiscal, comme la vente d'un placement ou l'encaissement de dividendes.

8. Bénéfice par action

	2017	2016
Bénéfice net	10 717 \$	13 881 \$
Nombre moyen pondéré de base d'actions ordinaires, d'actions à droit de vote subalterne, d'actions à droit de vote subalterne variable et d'actions à droit de vote multiple	51 242 611	47 822 515
Effet dilutif des options sur actions	254 899	557 738
Nombre moyen pondéré, après dilution, d'actions ordinaires, d'actions à droit de vote subalterne, d'actions à droit de vote subalterne variable et d'actions à droit de vote multiple	51 497 510	48 380 253
Bénéfice par action – de base	0,21 \$	0,29 \$
Bénéfice par action – dilué	0,21 \$	0,29 \$

9. Créances clients et autres débiteurs

	2017	2016
Créances clients	24 201 \$	25 602 \$
Autres débiteurs	1 797	2 314
Taxes de vente à recevoir	1 022	681
	27 020 \$	28 597 \$

10. Crédits d'impôt à la recherche et au développement

Au 31 mars 2017, les crédits d'impôt à recevoir d'un montant de 486 \$ (236 \$ – 2016) se composent des crédits d'impôt à la recherche et au développement à recevoir des gouvernements provinciaux et fédéral, lesquels se rapportent aux dépenses de recherche et de développement admissibles en vertu des lois fiscales applicables. Les montants inscrits comme étant à recevoir sont assujettis à une vérification fiscale et les montants définitifs reçus pourraient être différents de ceux qui ont été inscrits.

11. Stocks

	2017	2016
Matériel de transmission de musique	550 \$	586 \$
Équipement de télévision, haut-parleurs et autres	683	324
	1 233 \$	910 \$

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 mars 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

12. Immobilisations corporelles

	Mobilier, agencements et matériel	Matériel informatique	Autres	Total
Coût :				
Solde au 31 mars 2015	5 962 \$	3 664 \$	857 \$	10 483 \$
Entrées	807	1 019	320	2 146
Entrées attribuables aux acquisitions d'entreprises	44	246	7	297
Cessions et radiations	(224)	(3)	—	(227)
Écarts de change	(2)	6	1	5
Solde au 31 mars 2016	6 587	4 932	1 185	12 704
Entrées	1 868	973	194	3 035
Entrées attribuables aux acquisitions d'entreprises	—	90	—	90
Cessions et radiations	(408)	—	—	(408)
Écarts de change	43	(5)	3	41
Solde au 31 mars 2017	8 090	5 990	1 382	15 462
Cumul de l'amortissement :				
Solde au 31 mars 2015	3 097	2 508	548	6 153
Amortissement pour l'exercice	869	854	257	1 980
Cessions et radiations	(58)	(3)	—	(61)
Écarts de change	—	4	—	4
Solde au 31 mars 2016	3 908	3 363 \$	805 \$	8 076 \$
Amortissement pour l'exercice	992	1 077	252	2 321
Cessions et radiations	(311)	—	—	(311)
Écarts de change	41	(4)	3	40
Solde au 31 mars 2017	4 630 \$	4 436 \$	1 060 \$	10 126 \$
Valeur comptable nette :				
31 mars 2016	2 679 \$	1 569 \$	380 \$	4 628 \$
31 mars 2017	3 460 \$	1 554 \$	322 \$	5 336 \$

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 mars 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

13. Immobilisations incorporelles

	Catalogue musical	Liste de clients et relations clients	Marques de commerce	Licences, applications Web et logiciels	Ententes de non-concurrence	Total
Coût :						
Solde au 31 mars 2015	7 735 \$	74 600 \$	2 882 \$	4 977 \$	3 524 \$	93 718 \$
Entrées	352	—	—	883	—	1 235
Entrées attribuables aux acquisitions d'entreprises	156	11 818	1 492	264	79	13 809
Écarts de change	(1)	296	3	(1)	2	299
Solde au 31 mars 2016	8 242	86 714	4 377	6 123	3 605	109 061
Entrées	300	—	5	837	—	1 142
Entrées attribuables aux acquisitions d'entreprises	234	2 081	2 790	2 489	1 603	9 197
Entrées attribuables aux acquisitions d'actifs	1 904	4 000	—	—	—	5 904
Cessions et radiations	(281)	—	—	(19)	—	(300)
Écarts de change	(6)	(15)	56	89	13	137
Solde au 31 mars 2017	10 393	92 780	7 228	9 519	5 221	125 141
Cumul de l'amortissement :						
Solde au 31 mars 2015	3 236	38 568	589	3 981	1 903	48 277
Amortissement pour l'exercice	530	10 634	336	872	510	12 882
Écarts de change	1	3	—	(1)	(2)	1
Solde au 31 mars 2016	3 767	49 205	925	4 852	2 411	61 160
Amortissement pour l'exercice	665	11 941	606	998	540	14 750
Cessions et radiations	(281)	—	—	(19)	—	(300)
Écarts de change	(1)	(29)	(2)	49	(5)	12
Solde au 31 mars 2017	4 150 \$	61 117 \$	1 529 \$	5 880 \$	2 946 \$	75 622 \$
Valeur comptable nette :						
31 mars 2016	4 475 \$	37 509 \$	3 452 \$	1 271 \$	1 194 \$	47 901 \$
31 mars 2017	6 243 \$	31 663 \$	5 699 \$	3 639 \$	2 275 \$	49 519 \$

14. Goodwill

	2017	2016
	(retraité - voir la note 3)	
Solde à l'ouverture de l'exercice	61 805 \$	39 129 \$
Acquisitions d'entreprises (note 3)	6 736	22 297
Écarts de change	247	379
Solde à la clôture de l'exercice	68 788 \$	61 805 \$

Aux fins du test de dépréciation, un goodwill de 68 788 \$ a été attribué à l'unique unité génératrice de trésorerie (« UGT »), laquelle représente tous les services de musique. La société a procédé au test de dépréciation annuel du goodwill au cours du dernier trimestre de 2017. La valeur recouvrable de l'UGT excédait sa valeur comptable. Aucune modification raisonnablement possible des hypothèses ne pourrait faire en sorte que la valeur comptable excède la valeur recouvrable estimée. Par conséquent, aucune perte de valeur du goodwill n'a été comptabilisée.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 mars 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Technique d'évaluation et estimation importante

La valeur recouvrable de l'UGT est fondée sur la juste valeur diminuée des coûts de vente. Les méthodes et hypothèses qui suivent ont été appliquées pour déterminer la juste valeur diminuée des coûts de vente.

La juste valeur diminuée des coûts de vente a été calculée à partir de données non observables (niveau 3), comme les produits et la marge du BAIIA prévus et budgétisés pour la période allant de 2018 à 2022. Le BAIIA s'entend du bénéfice net avant les charges financières nettes, la variation de la juste valeur du placement, les impôts et l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles. La société a tenu compte de l'expérience passée, des tendances économiques ainsi que des tendances du secteur d'activité et du marché pour évaluer si le montant du BAIIA pourra être maintenu dans l'avenir. Aux fins de ce test, la direction a utilisé une période de cinq ans pour établir ses flux de trésorerie futurs prévisionnels. Au-delà de cette période, la société a tenu compte d'un taux de croissance de 2 % et d'une marge du BAIIA de 35 %. La société a également utilisé un taux d'actualisation de 10 %, qui représente le coût moyen pondéré du capital (le « CMPC »). Le CMPC est une estimation du taux de rendement global que les actionnaires et les détenteurs de titres de créance souhaitent dégager de leur investissement. La détermination du CMPC requiert une analyse distincte du coût de la dette et du coût des capitaux propres et la prise en compte d'une prime de risque établie en fonction de l'UGT.

Aux fins des tests de dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles et du goodwill, la direction doit recourir à son jugement pour cerner le plus petit groupe d'actifs qui génère des entrées de trésorerie en grande partie indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs (« UGT »).

Les montants utilisés aux fins du calcul de la dépréciation reposent sur des estimations des flux de trésorerie futurs de la société, notamment sur des estimations de ses produits, de son BAIIA, des taux d'actualisation (CMPC) et des prix du marché à venir.

De par leur nature, ces estimations et hypothèses sont assujetties à des incertitudes relatives à la mesure; par conséquent, les résultats réels pourraient différer des estimations.

15. Placements

	2017	2016
Solde à l'ouverture de l'exercice	16 943 \$	7 933 \$
Entrées au cours de l'exercice	—	1 665
Variation de la juste valeur au cours de l'exercice, incluant le profit de change	408	7 345
Solde à la clôture de l'exercice	17 351 \$	16 943 \$

Les placements sont constitués d'un investissement dans les actions privilégiées convertibles d'une entité fermée, AppDirect, et d'un autre dans un billet convertible d'une entité fermée, Multi-Channels Asia PTE Ltd. (« MCA »).

AppDirect

L'investissement de la société dans les actions privilégiées convertibles d'AppDirect a été évalué et inscrit à la juste valeur par le biais du résultat net. Le 21 septembre 2015, la société a investi 300 \$ US (330 \$ CA) dans ces actions privilégiées convertibles. La juste valeur de ce placement était de 12 046 \$ US (16 021 \$ CA) au 31 mars 2017 et de 12 046 \$ US (15 644 \$ CA) au 31 mars 2016.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 mars 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

MCA

L'investissement de la société dans un billet convertible de MCA a été inscrit à la juste valeur par le biais du résultat net. Le 11 novembre 2015, la société a investi 1 000 \$ US (1 335 \$ CA) dans un billet convertible. Celui-ci est d'une durée de cinq ans, porte intérêt au taux de 7 % par année et son montant en capital est convertible, au gré de la société, en actions ordinaires de MCA en tout temps, et ce, jusqu'à son échéance. La juste valeur de ce placement était de 1 000 \$ US (1 330 \$ CA) au 31 mars 2017 et de 1 000 \$ US (1 299 \$ CA) au 31 mars 2016.

Estimation importante

La juste valeur des placements qui ne sont pas négociés sur un marché actif est établie au moyen de techniques d'évaluation. La société pose des jugements aux fins de la sélection de diverses méthodes ainsi que des hypothèses qui reposent essentiellement sur les conditions de marché prévalant à la clôture de chaque exercice. Il y a lieu de se reporter à la note 24 pour obtenir des précisions sur les principales hypothèses qui ont été utilisées et sur l'incidence qu'auraient des changements à ces hypothèses.

16. Créditeurs et charges à payer

	2017	2016
Dettes fournisseurs	8 125 \$	8 624 \$
Charges à payer	20 834	16 474
Taxes de vente à payer	824	1 538
	29 783 \$	26 636 \$

17. Prêts et emprunts

Le tableau suivant présente les variations des prêts et emprunts.

	Facilité renouvelable	Crédit-relais	Emprunt à terme
Exercice clos le 31 mars 2016			
Valeur comptable nette à l'ouverture, au 31 mars 2015	7 902 \$	20 000 \$	80 835 \$
Augmentation de la facilité renouvelable, montant net	27 133	—	—
Remboursements sur des emprunts	—	(20 000)	(80 960)
Amortissement et radiation de coûts de financement	—	—	125
Valeur comptable nette à la clôture, au 31 mars 2016	35 035 \$	— \$	— \$
Partie courante	— \$	— \$	— \$
Partie non courante	35 035	—	—
Exercice clos le 31 mars 2017			
Valeur comptable nette à l'ouverture, au 31 mars 2016	35 035 \$	— \$	— \$
Augmentation de la facilité renouvelable, montant net	6 005	—	—
Valeur comptable nette à la clôture, au 31 mars 2017	41 040 \$	— \$	— \$
Partie courante	— \$	— \$	— \$
Partie non courante	41 040	—	—

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 mars 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Facilité de crédit renouvelable

Le 17 novembre 2016, la société a renégocié sa convention de crédit afin d'intégrer l'encours de l'emprunt à terme dans la facilité de crédit renouvelable modifiée (la « facilité renouvelable »), de rembourser le crédit-relais, de porter sa capacité d'emprunt à 100 000 \$ et d'y apporter des modifications concernant les intérêts, l'échéance, la garantie et les clauses restrictives. La facilité renouvelable, qui arrivera à échéance en juin 2020, porte intérêt à un taux annuel équivalant à celui des acceptations bancaires majoré de 1,50 % et est garantie par les filiales et par un privilège de premier rang grevant l'ensemble des immobilisations corporelles et incorporelles actuelles et futures de la société. De plus, la société doit payer des commissions d'attente de 0,30 % sur la portion inutilisée de la facilité renouvelable en plus de se conformer à certaines clauses restrictives financières.

Au 31 mars 2017, la société se conformait à toutes les exigences de sa convention de crédit.

Emprunt à terme

L'emprunt à terme a été remboursé le 11 juin 2015. Il portait intérêt au taux préférentiel majoré de la marge applicable (entre 1,00 % et 3,00 %), ce qui correspondait à un taux d'intérêt de 4,85 % au 31 mars 2015, et devait venir à échéance le 18 décembre 2016.

Crédit-relais

Le 11 juin 2015, la société a remboursé la totalité de l'encours du crédit-relais. Celui portait intérêt à un taux annuel équivalant soit au taux préférentiel des prêts soit au taux des acceptations bancaires majoré de 3,00 % et de 4,00 %, respectivement, jusqu'au 13 décembre 2015 et de 3,50 % et 4,50 %, respectivement par la suite, ce qui correspondait à un taux d'intérêt de 6,85 % au 31 mars 2015. Ce crédit-relais devait venir à échéance en mars 2016 et était garanti par des filiales et par un privilège de premier rang grevant l'ensemble des immobilisations corporelles et incorporelles. La société était tenue, en vertu de la convention de crédit, de se conformer à des clauses restrictives financières trimestrielles.

18. Autres créditeurs

Les autres créditeurs sont constitués de ce qui suit :

	2017	2016
Contrepartie conditionnelle	12 956 \$	12 196 \$
Solde à payer sur les acquisitions d'entreprises	5 845	300
Obligation au titre des avantages tangibles exigés par le CRTC	3 724	4 230
Obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi	13	124
	22 538	16 850
Partie courante	(9 498)	(8 006)
	13 040 \$	8 844 \$

Obligation au titre des avantages tangibles exigés par le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (le « CRTC »)

Le CRTC a approuvé la modification de la propriété et du contrôle effectif de la société le 22 avril 2015. Aux termes de cette décision, le CRTC exige que la société paie des avantages tangibles d'un montant de 5 508 \$ sous forme de versements annuels égaux sur une période de sept ans. En 2016, la société a comptabilisé une charge de 4 382 \$, qui reflète la juste valeur du flux des paiements actualisée à un taux de 7,0 %, soit le taux d'intérêt effectif de la société majoré d'une prime de risque. Dans sa décision du 18 août 2015, le CRTC a accepté de renouveler la licence de diffusion de la société jusqu'au 31 août 2020.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 mars 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Estimation importante – contrepartie conditionnelle

Advenant que les entreprises acquises réalisent certains volumes des ventes établis d'avance, renouvellent des contrats spécifiques ou remplissent d'autres conditions, une contrepartie conditionnelle pourrait devoir être versée dans l'avenir.

La juste valeur de la contrepartie conditionnelle, soit 12 956 \$, a été estimée en calculant la valeur actualisée des sorties de trésorerie attendues dans l'avenir. Il y a lieu de se reporter à la note 24 pour obtenir des précisions sur les principales hypothèses qui ont été utilisées et sur l'incidence qu'auraient des changements à ces hypothèses. Ces estimations reposent sur des taux d'actualisation variant de 5 % à 15 %. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2017, la contrepartie conditionnelle associée à Groupe Brava, à Archibald Media Group, à Les Réseaux Urbains Viva Inc. et à iConcerts a été examinée puisque les produits réels tirés des ventes que devraient réaliser les entreprises acquises sont supérieurs ou inférieurs à un seuil maximal. Un profit global de 223 \$ (déduction faite d'une charge de désactualisation de 1 045 \$) a été pris en compte dans les charges financières nettes. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2017, la contrepartie conditionnelle d'Archibald Media Group a été versée et des paiements ont aussi été effectués au titre de la contrepartie conditionnelle de Telefonica – On the Spot et de Groupe Brava (voir la note 24).

19. Capital social

Autorisé :

Avant la clôture du premier appel public à l'épargne (le « placement »), le capital social autorisé de la société était composé d'un nombre illimité d'actions ordinaires de catégorie A, B et C, avec droit de vote et de participation et sans valeur nominale ainsi que d'un nombre illimité d'actions privilégiées de catégorie A, B et C, avec droit de vote sans participation et sans valeur nominale.

Le capital social autorisé de la société a été modifié immédiatement avant la clôture du placement et toutes les catégories d'actions qui le composaient avant sa modification ont été annulées et remplacées par :

un nombre illimité d'actions à droit de vote subalterne avec droit de participation, sans valeur nominale;

un nombre illimité d'actions à droit de vote subalterne variable avec droit de participation, sans valeur nominale;

un nombre illimité d'actions à droit de vote multiple (10 voix par action) avec droit de participation, sans valeur nominale;

un nombre illimité d'actions spéciales avec droit de participation, sans valeur nominale;

un nombre illimité d'actions privilégiées pouvant être émises en une ou plusieurs séries, sans participation, sans valeur nominale.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 mars 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Émis et en circulation :

Le tableau suivant présente les variations dans le capital social.

	Nombre d'actions	Valeur comptable
Exercice clos le 31 mars 2016		
Au 31 mars 2015		
Actions ordinaires de catégorie A	17 751 369	2 228 \$
Actions ordinaires de catégorie B	6 229 719	12
Actions ordinaires de catégorie C	10 000 000	—
	33 981 088	2 240
Émises à l'exercice d'options sur actions		
Actions ordinaires de catégorie A	80 000	192
Converties		
Actions ordinaires de catégorie A	(17 831 369)	(2 420)
Actions ordinaires de catégorie B	(6 229 719)	(12)
Actions ordinaires de catégorie C	(10 000 000)	—
Actions à droit de vote subalterne et actions à droit de vote subalterne variable	17 766 803	1 316
Actions à droit de vote multiple	16 294 285	1 116
	—	—
Émises dans le cadre du premier appel public à l'épargne et à l'exercice de l'option de surallocation		
Actions à droit de vote subalterne et actions à droit de vote subalterne variable	16 647 100	104 044
Frais d'émission d'actions, déduction faite d'impôts de 1 993 \$	—	(5 542)
Émises à l'exercice d'options sur actions		
Actions à droit de vote subalterne	399 787	1 106
Au 31 mars 2016		
Actions à droit de vote subalterne et actions à droit de vote subalterne variable	34 813 690	100 924
Actions à droit de vote multiple	16 294 285	1 116
	51 107 975	102 040 \$
	Nombre d'actions	Valeur comptable
Exercice clos le 31 mars 2017		
Au 31 mars 2016		
Actions à droit de vote subalterne et actions à droit de vote subalterne variable	34 813 690	100 924 \$
Actions à droit de vote multiple	16 294 285	1 116
	51 107 975	102 040
Émises à l'exercice d'options sur actions		
Actions à droit de vote subalterne	218 391	660
Au 31 mars 2017		
Actions à droit de vote subalterne et actions à droit de vote subalterne variable	35 032 081	101 584
Actions à droit de vote multiple	16 294 285	1 116
	51 326 366	102 700 \$

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 mars 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Afin de se conformer à la *Loi sur la radiodiffusion* ainsi qu'aux directives et règlements promulgués de temps à autre en application de celle-ci et qui permettent aux non-Canadiens, au sens attribué à ce terme dans les Instructions au CRTC (inadmissibilité de non-Canadiens) (DORS/97-192), de détenir la propriété et le contrôle directs ou indirects d'au plus 20 % des actions avec droit de vote et 20 % des droits de vote rattachés aux actions d'un titulaire de licence d'exploitation qui est une personne morale, comme la société, cette dernière a imposé des restrictions en ce qui a trait à l'émission et au transfert de ses actions, ainsi qu'en ce qui a trait aux droits de vote liés à ces actions, le cas échéant. Les restrictions comprennent des limitations en matière de participations étrangères dans les actions avec droit de vote émises et en circulation

Transactions pour l'exercice clos le 31 mars 2017

Au cours de l'exercice, 218 391 options sur actions ont été exercées et, par conséquent, la société a émis 218 391 actions à droit de vote subalterne. Le produit s'est établi à 262 \$. Un surplus d'apport de 398 \$ au titre de ces options sur actions a été transféré au solde du compte des actions à droit de vote subalterne.

Le 2 février 2017, la société a déclaré un dividende de 0,045 \$ par action à droit de vote subalterne, par action à droit de vote subalterne variable et par action à droit de vote multiple. Le dividende de 2 309 \$ a été versé le 15 mars 2017.

Le 10 novembre 2016, la société a déclaré un dividende de 0,040 \$ par action à droit de vote subalterne, par action à droit de vote subalterne variable et par action à droit de vote multiple. Le dividende de 2 053 \$ a été versé le 15 décembre 2016.

Le 3 août 2016, la société a déclaré un dividende de 0,040 \$ par action à droit de vote subalterne, par action à droit de vote subalterne variable et par action à droit de vote multiple. Le dividende de 2 052 \$ a été versé le 15 septembre 2016.

Transactions pour l'exercice clos le 31 mars 2016

Au cours de l'exercice, 479 787 options sur actions ont été exercées et, par conséquent, la société a émis 80 000 actions ordinaires de catégorie A et 399 787 actions à droit de vote subalterne. Le produit s'est établi à 384 \$. Un surplus d'apport de 914 \$ au titre de ces options sur actions a été transféré au solde du compte des actions ordinaires de catégorie A ou des actions à droit de vote subalterne.

Le 23 mars 2016, la société a déclaré un dividende de 0,035 \$ par action à droit de vote subalterne, par action à droit de vote subalterne variable et par action à droit de vote multiple. Le dividende de 1 789 \$ a été versé le 15 juin 2016.

Le 3 février 2016, la société a déclaré un dividende de 0,035 \$ par action à droit de vote subalterne, par action à droit de vote subalterne variable et par action à droit de vote multiple. Le dividende de 1 781 \$ a été versé le 15 mars 2016.

Le 11 novembre 2015, la société a déclaré un dividende de 0,03 \$ par action à droit de vote subalterne, par action à droit de vote subalterne variable et par action à droit de vote multiple. Le dividende de 1 526 \$ a été versé le 15 décembre 2015.

Le 11 août 2015, la société a déclaré un dividende de 0,03 \$ par action à droit de vote subalterne, par action à droit de vote subalterne variable et par action à droit de vote multiple. Le dividende de 1 523 \$ a été versé le 15 septembre 2015.

Le 3 juin 2015, la société a complété le placement de ses actions à droit de vote subalterne et actions à droit de vote subalterne variable auprès des organismes de réglementation en valeurs mobilières de chaque province et territoire du Canada. La société a émis 13 287 100 actions à droit de vote subalterne et actions à droit de vote subalterne variable pour un produit brut de 83 044 \$. Le 9 juin 2015, la société a émis 3 360 000 actions à droit de vote subalterne et actions à droit de vote subalterne variable suite à l'exercice de l'option de surallocation attribuée aux preneurs fermes dans le cadre du placement. La société a tiré de cette émission un produit brut de 21 000 \$.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 mars 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Les coûts de transaction associés à ces émissions se sont chiffrés à 9 198 \$ et, de ce montant, une tranche de 1 663 \$ a été comptabilisée en tant que charge dans les états consolidés du résultat global, et une autre de 7 535 \$, déduction faite d'avantages fiscaux de 1 993 \$, soit un montant de 5 542 \$, a été portée en diminution du capital social.

20. Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie

	2017	2016
Créances clients et autres débiteurs	1 401 \$	(7 684) \$
Crédits d'impôt à la recherche et au développement	(250)	(214)
Stocks	(315)	(34)
Autres actifs courants	(874)	169
Autres actifs non courants	(79)	124
Créditeurs et charges à payer	(1 092)	1 493
Produits différés	166	203
Impôts à payer	(482)	695
Autres créditeurs (obligation au titre des avantages tangibles exigés par le CRTC)	(793)	3 672
Autres	(53)	—
	(2 371) \$	(1 576) \$

Les entrées d'immobilisations corporelles et d'immobilisations incorporelles sans incidence sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie se sont chiffrées à 513 \$ (341 \$ – 2016) et à 9 \$ (249 \$ – 2016), respectivement, pour l'exercice clos le 31 mars 2017.

21. Rémunération fondée sur des actions

Régime d'options sur actions

Dans le cadre du placement, la société a établi un nouveau régime d'options d'achat d'actions pour attirer et maintenir en poste les employés, administrateurs, dirigeants et consultants. Ce régime prévoit l'attribution d'options d'achat d'actions à droit de vote subalterne. En vertu du régime, 2 500 000 actions à droit de vote subalterne ont été réservées pour émission. Les modalités d'acquisition des droits et d'exercice des options sont édictées par le conseil d'administration, tout comme la durée des options, laquelle ne peut toutefois dépasser dix ans ou toute autre période plus courte que stipule le conseil d'administration, conformément au règlement du régime. Le nombre total d'actions émises à une seule personne ne peut excéder 5 % de l'ensemble des actions ordinaires émises et en circulation de la société, après dilution.

Aux termes de l'ancien régime d'options sur actions ainsi que du nouveau, 1 397 185 options sur actions étaient en circulation au 31 mars 2017. Les options en circulation sont assujetties à des critères d'acquisition des droits liés au nombre d'années de service des membres du personnel, qui va de 0 à 4 ans.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 mars 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Le tableau suivant présente un sommaire de l'évolution du régime pour les exercices clos les 31 mars 2017 et 2016.

	2017		2016	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
Options en circulation à l'ouverture de l'exercice	1 288 757	3,50 \$	1 269 699	1,29 \$
Attribution	369 187	7,37	512 880	6,43
Exercice (note 19)	(218 391)	1,21	(479 787)	0,80
Renonciation	(42 368)	2,26	(14 035)	2,26
Options en circulation à la clôture de l'exercice	1 397 185	3,97	1 288 757	3,50
Options exerçables à la clôture de l'exercice	573 022	4,97 \$	482 427	1,21 \$

Ce qui suit résume l'information concernant les options sur actions en circulation aux 31 mars 2017 et 2016.

		Options en circulation	Options exerçables
		Durée contractuelle résiduelle moyenne pondérée (en années)	
Prix d'exercice ⁱ⁾	Nombre d'options en circulation		Nombre
<i>31 mars 2017</i>			
0,46 \$	155 000	5,18	155 000
1,46	25 000	6,63	25 000
2,26	335 118	7,41	254 385
6,25	387 880	8,12	107 387
7,00	125 000	2,69	31 250
7,27	344 215	9,21	—
8,20	8 416	9,61	—
9,00	16 556	9,90	—
4,93 \$	1 397 185	7,41	573 022
<i>31 mars 2016</i>			
0,46 \$	260 000	6,11	260 000
1,46	75 000	7,63	50 000
2,26	440 877	8,91	172 427
6,25	387 880	9,12	—
7,00	125 000	9,36	—
3,50 \$	1 288 757	8,38	482 427

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 mars 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

La juste valeur moyenne pondérée des options sur actions attribuées au cours de l'exercice clos le 31 mars 2017 a été de 2,42 \$ par option (3,43 \$ – 2016). Cette juste valeur a été estimée à la date à laquelle les options ont été attribuées selon le modèle d'évaluation d'options de Black-Scholes et en fonction des hypothèses suivantes :

	2017	2016
Volatilité moyenne pondérée	35 %	65,0 % – 70,0 %
Taux d'intérêt sans risque moyen pondéré	1,12 % – 1,76 %	0,73 % – 1,01 %
Durée de vie attendue moyenne pondérée des options	5 ans	5 – 6,25 ans
Valeur moyenne pondérée des actions à droit de vote subalterne à la date d'attribution	7,27 \$ – 9,00 \$	6,43 \$
Taux de dividende attendu moyen pondéré	1,78 % – 1,95 %	néant – 2,0 %

La volatilité moyenne pondérée est calculée en fonction de sociétés ouvertes comparables.

Le total de la charge de rémunération fondée sur des actions comptabilisée aux termes de ce régime d'options sur actions s'est élevé à 1 332 \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2017 (1 351 \$ – 2016).

Le prix moyen pondéré de l'action à la date de l'exercice des options sur actions exercées au cours de l'exercice clos le 31 mars 2017 a été de 7,30 \$ (6,93 \$ – 2016).

Régime d'unités d'actions incessibles

Le 1^{er} avril 2014, la société a instauré un régime d'unités d'actions incessibles (les « UAI ») pouvant être attribuées aux administrateurs, aux hauts dirigeants, aux cadres et aux membres du personnel dans le cadre de leur plan de rémunération à long terme, lesquelles devraient être réglées en trésorerie. La valeur du paiement est déterminée au moyen de la multiplication du nombre d'UAI dont les droits ont été acquis à la date du paiement par la juste valeur des actions de la société le jour précédant le paiement. La juste valeur du paiement est déterminée chaque date de clôture selon la juste valeur des actions de la société à cette date. La juste valeur est amortie sur la période d'acquisition des droits, à savoir trois ans.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2017, 3 115 UAI (71 531 – 2016) ont été attribuées à des prix variant entre 7,27 \$ et 8,59 \$ (6,25 \$ – 2016) chacune à des cadres et à des membres du personnel, et aucun droit associé aux UAI n'est devenu acquis. Le total de la charge de rémunération fondée sur des actions et liée au régime d'UAI s'est chiffré à 751 \$ en 2017 (592 \$ – 2016). Au 31 mars 2017, la juste valeur par unité était de 8,43 \$ (7,05 \$ – 2016), pour un total de 1 468 \$ (771 \$ – 2016), lequel a été pris en compte dans les charges à payer des états consolidés de la situation financière.

Le tableau suivant présente un sommaire de l'évolution du régime pour les exercices clos les 31 mars 2017 et 2016.

	2017		2016	
	Nombre d'unités	Montant	Nombre d'unités	Montant
Solde à l'ouverture de l'exercice	219 772	771 \$	167 387	205 \$
Attribution	3 115	–	71 531	–
Révision des estimations	–	859	–	597
Passifs réglés	(11 624)	(54)	(7 974)	(26)
Renonciation	(13 816)	(108)	(11 172)	(5)
Solde à la clôture de l'exercice	197 448	1 468 \$	219 772	771 \$
Solde, droits acquis	–	–	–	–

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 mars 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Régime d'unités attribuées en fonction de la performance

Le 3 août 2016, la société a instauré un régime d'unités attribuées en fonction de la performance (les « UAP ») pouvant être attribuées aux administrateurs, aux hauts dirigeants, aux cadres et aux membres du personnel dans le cadre de leur plan de rémunération à long terme, lesquelles devraient être réglées en trésorerie. La valeur du paiement est déterminée en multipliant le nombre d'UAP dont les droits ont été acquis à la date du paiement par la juste valeur des actions de la société le jour précédant le paiement. La juste valeur du paiement est déterminée chaque date de clôture selon la juste valeur des actions de la société à cette date. La juste valeur est amortie sur la période d'acquisition des droits, à savoir trois ans.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2017, 135 787 UAP (néant – 2016) ont été attribuées au prix de 6,98 \$ (néant – 2016) chacune à des cadres et à des membres du personnel, et aucun droit associé aux UAP n'est devenu acquis. Le total de la charge de rémunération fondée sur des actions et liée à ce régime s'est chiffré à 361 \$ en 2017 (néant – 2016). Au 31 mars 2017, la juste valeur par unité était de 8,43 \$ (néant – 2016), pour un total de 361 \$ (néant – 2016), lequel a été pris en compte dans les charges à payer des états consolidés de la situation financière.

Le tableau suivant présente un sommaire de l'évolution du régime pour les exercices clos les 31 mars 2017 et 2016.

	2017		2016	
	Nombre d'unités	Montant	Nombre d'unités	Montant
Solde à l'ouverture de l'exercice	–	– \$	–	– \$
Attribution	135 787	–	–	–
Révision des estimations	–	368	–	–
Renonciation	(4 006)	(7)	–	–
Solde à la clôture de l'exercice	131 781	361 \$	–	– \$
Solde, droits acquis	–	–	–	–

Régime d'unités d'actions différées

Le 3 juin 2015, la société a instauré un régime d'unités d'actions différées (les « UAD ») pouvant être attribuées aux administrateurs, aux hauts dirigeants et aux membres du personnel dans le cadre de leur plan de rémunération, lesquelles devraient être réglées en trésorerie. La valeur du paiement est déterminée au moyen de la multiplication du nombre d'UAD dont les droits ont été acquis à la date du paiement par la juste valeur des actions de la société le jour précédant le paiement. La juste valeur du paiement est déterminée chaque date de clôture selon la juste valeur des actions de la société à cette date.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2017, 85 350 UAD (52 722 – 2016) ont été attribuées à des administrateurs à des prix variant entre 8,39 \$ et 8,95 \$ chacune (entre 6,90 \$ et 7,04 \$ en 2016). Le total de la charge liée à ce régime s'est chiffré à 896 \$ en 2017 (371 \$ – 2016). Au 31 mars 2017, la juste valeur par unité était de 8,43 \$ (7,05 \$ en 2016), pour un total de 1 267 \$ (371 \$ – 2016), lequel a été pris en compte dans les charges à payer des états de la situation financière.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 mars 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Le tableau suivant présente un sommaire de l'évolution du régime pour les exercices clos les 31 mars 2017 et 2016.

	2017		2016	
	Nombre d'unités	Montant	Nombre d'unités	Montant
Solde à l'ouverture de l'exercice	52 722	371 \$	—	— \$
Attribution	85 350	—	52 722	—
Révision des estimations	—	896	—	371
Solde à la clôture de l'exercice	138 072	1 267 \$	52 722	371 \$
Solde, droits acquis	—	—	—	—

22. Engagements

Contrats de location simple

Au 31 mars 2017, le solde des engagements aux termes des contrats de location simple visant les locaux de la société s'établissait à 15 271 \$. Les paiements minimaux au titre des contrats de location au cours des cinq prochaines années et par la suite se présentent comme suit :

2018	5 152 \$
2019	3 207
2020	2 026
2021	2 022
2022 et par la suite	2 864

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2017, une charge de 4 734 \$ (5 141 \$ – 2016) au titre des contrats de location simple a été comptabilisée dans les frais liés à la programmation musicale, coût des services et frais liés au contenu et dans les charges générales et administratives.

Licence de diffusion

Selon les exigences du CRTC, les services de programmation sonore payante canadiens doivent avoir une certaine proportion de contenu canadien dans leur programmation et, dans la plupart des cas, affecter une partie de leurs produits au développement de contenu canadien. La société doit s'assurer de ce qui suit : i) au plus une chaîne audio payante non canadienne est assemblée avec chaque chaîne audio payante produite au Canada ou liée à chaque chaîne audio payante produite au Canada et en aucun cas les abonnés d'un service de programmation sonore payante devraient-ils se voir offrir un forfait de chaînes audio payantes dans lequel les chaînes produites à l'étranger prédominent; ii) 25 % de l'ensemble des chaînes canadiennes, sauf celles qui diffusent uniquement de la musique instrumentale ou de la musique dans d'autres langues que le français ou l'anglais, consacrent au moins 65 % de leur programmation aux pièces musicales vocales de langue française chaque semaine; et iii) au moins 35 % de la musique diffusée chaque semaine sur l'ensemble de nos chaînes audio payantes produites au Canada est canadienne.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 mars 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Aux termes des conditions de sa licence pour service national de programmation sonore payante du CRTC, la société doit affecter chaque année au moins 4 % de ses produits de radiodiffusion réglementés canadiens au développement de contenu canadien, selon la répartition suivante : i) 1 % des produits bruts à la Foundation Assisting Canadian Talent On Recordings (FACTOR), organisme sans but lucratif qui se consacre à la croissance et au développement du secteur canadien de la musique; ii) 1 % des produits bruts à Musicaction, un organisme sans but lucratif dont la mission est d'encourager le développement de la musique locale francophone et qui offre un soutien financier aux projets de maisons de disques indépendantes et aux artistes canadiens; iii) 1,8 % des produits bruts au programme Prix Étoiles Stingray, qui vise à découvrir, à stimuler et à promouvoir les nouveaux artistes canadiens; et iv) 0,2 % des produits bruts au Fonds canadien de la radio communautaire (FCRC), un fonds dont la mission est de veiller au développement et au rayonnement des radios communautaires et de campus par l'entremise de programmes de financement et de collaborations.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2017, un montant de 388 \$ (382 \$ – 2016) a été passé en charges au titre de la programmation musicale, du coût des services et des frais liés au contenu.

Redevances de droits d'auteur

La société doit verser des redevances sur l'utilisation de la musique pour la majeure partie de ses services de diffusion musicale. Par l'intermédiaire de sociétés de gestion de droits d'auteur, la société paie des redevances à deux types de titulaires de droits d'auteur : les titulaires de droits visant les œuvres musicales, qui englobent la musique et les paroles, et les titulaires de droits visant la performance des artistes et les enregistrements sonores, qui comprennent les performances réelles et les enregistrements d'œuvres musicales.

23. Recours à des estimations et à des jugements

L'établissement des présents états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière (les *International Financial Reporting Standards*, ou « IFRS ») a exigé que la direction pose des jugements et fasse des estimations et des hypothèses influant sur l'application des méthodes comptables ainsi que sur la valeur comptable des actifs, des passifs, des produits et des charges. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

La présente note fait le survol des questions qui ont exigé un degré plus élevé de jugement ou qui étaient plus complexes ainsi que des éléments qui sont les plus susceptibles d'être grandement ajustés en raison d'estimations et d'hypothèses qui se révéleraient erronées. Des informations détaillées concernant chacun de ces jugements et estimations sont présentées dans les notes 4 à 18 qui renferment également des renseignements sur le mode de calcul de chaque élément des états financiers consolidés qui en est touché.

Estimations importantes

Les questions qui mettent en jeu des estimations importantes sont les suivantes :

- Estimation de l'impôt exigible à payer et de la charge d'impôt exigible – note 7
- Comptabilisation des actifs et passifs d'impôt différé découlant des pertes fiscales reportées en avant – note 7
- Juste valeur estimée de certains placements – note 15
- Dépréciation estimée du goodwill – note 14
- Estimation de la juste valeur des actifs, des passifs et de la contrepartie conditionnelle identifiables et liés à des acquisitions d'entreprises – notes 3 et 18

Les estimations reposent sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et des mesures que la société pourrait prendre à l'avenir. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont passées en revue régulièrement.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 mars 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Toute révision des estimations comptables est comptabilisée au cours de l'exercice où les estimations sont révisées ainsi qu'au cours des exercices ultérieurs touchés par ces révisions.

Jugements critiques

Les jugements critiques exercés lors de l'application des méthodes comptables qui ont l'incidence la plus importante sur les montants comptabilisés dans les états financiers consolidés sont les suivants :

- Dépréciation d'actifs non courants

Aux fins des tests de dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles et du goodwill, la direction doit recourir à son jugement afin de cerner le plus petit groupe d'actifs qui génère des entrées de trésorerie en grande partie indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs (une « unité génératrice de trésorerie » ou « UGT »).

Les montants utilisés aux fins du calcul de la dépréciation reposent sur des estimations des flux de trésorerie futurs de la société, notamment sur des estimations des produits, charges d'exploitation, taux d'actualisation et prix sur le marché futurs. De par leur nature, ces estimations et ces hypothèses sont assujetties à des incertitudes relatives à la mesure; par conséquent, les résultats réels pourraient différer des estimations.

- Identification d'une acquisition d'entreprise

La direction doit exercer son jugement pour déterminer si une transaction constitue un regroupement d'entreprises ou un achat d'actifs selon les critères définis dans l'IFRS 3 *Regroupements d'entreprises*. L'acquisition d'un actif ou d'un groupe d'actifs qui constituent une entreprise est comptabilisée comme un regroupement d'entreprises et peut donner lieu à un goodwill, contrairement à une acquisition d'actif, ce qui a donc une incidence sur la charge d'amortissement ou les résultats des tests de dépréciation ultérieurs.

24. Instruments financiers

Juste valeur

La société a déterminé que la valeur comptable de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des créances clients et autres débiteurs, des créditeurs et charges à payer et des autres créditeurs courants, exclusion faite de la contrepartie conditionnelle, représentait une estimation raisonnable de leur juste valeur en raison de l'échéance à court terme de ces instruments. C'est pourquoi aucun détail concernant leur juste valeur n'est présenté ci-dessous. La juste valeur de la facilité renouvelable portant intérêt à taux variables se rapproche de sa valeur comptable puisqu'elle porte intérêt au taux préférentiel ou au taux des acceptations bancaires plus une marge, ce qui avoisine les taux actuels qui seraient obtenus pour des emprunts assortis de modalités et d'un risque de crédit semblables.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 mars 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Le tableau suivant présente la valeur comptable et la juste valeur des actifs et passifs financiers, ainsi que le niveau de la hiérarchie des justes valeurs auquel ils appartiennent.

Au 31 mars 2017	Valeur comptable	Juste valeur	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Actifs financiers évalués au coût amorti					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5 862 \$				
Créances clients et autres débiteurs	25 998				
Actifs financiers évalués à la juste valeur					
Placements	17 351 \$	17 351 \$	– \$	– \$	17 351 \$
Passifs financiers évalués au coût amorti					
Facilité renouvelable	41 040 \$				
Créditeurs et charges à payer	28 959				
Obligation au titre des avantages tangibles exigés par le CRTC et obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi	3 737	3 737	–	–	3 737
Solde à payer sur les acquisitions d'entreprises	5 845	5 845	–	–	5 845
Passifs financiers évalués à la juste valeur					
Contrepartie conditionnelle	12 956 \$	12 956 \$	– \$	– \$	12 956 \$

Au 31 mars 2016	Valeur comptable	Juste valeur	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Actifs financiers évalués au coût amorti					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 201 \$				
Créances clients et autres débiteurs	27 916				
Actifs financiers évalués à la juste valeur					
Placements	16 943 \$	16 943 \$	– \$	– \$	16 943 \$
Passifs financiers évalués au coût amorti					
Facilité renouvelable	35 035 \$				
Créditeurs et charges à payer	25 098				
Obligation au titre des avantages tangibles exigés par le CRTC et obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi	4 354	4 354	–	–	4 354
Solde à payer sur les acquisitions d'entreprises	300	300	–	–	300
Passifs financiers évalués à la juste valeur					
Contrepartie conditionnelle	12 196 \$	12 196 \$	– \$	– \$	12 196 \$

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 mars 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Évaluation de la juste valeur (niveau 3) :

	Placements	Instruments dérivés	Contrepartie conditionnelle
Exercice clos le 31 mars 2016			
Montant à l'ouverture, au 31 mars 2015	7 933 \$	110 \$	12 409 \$
Entrées attribuables aux acquisitions d'entreprises	—	—	6 552
Entrées au cours de l'exercice	1 665	—	—
Variation de la juste valeur	7 345	(107)	(1 914)
Paielements	—	(3)	(4 851)
Montant à la clôture, au 31 mars 2016	16 943 \$	— \$	12 196 \$

	Placements	Instruments dérivés	Contrepartie conditionnelle
Exercice clos le 31 mars 2017			
Montant à l'ouverture, au 31 mars 2016	16 943 \$	— \$	12 196 \$
Entrées attribuables aux acquisitions d'entreprises	—	—	1 789
Entrées au cours de l'exercice	—	—	651
Variation de la juste valeur	408	—	669
Paielements	—	—	(2 349)
Montant à la clôture, au 31 mars 2017	16 943 \$	— \$	12 956 \$

Placements

Instrument de capitaux propres d'une entité fermée

La juste valeur de l'instrument de capitaux propres d'une entité fermée, AppDirect, a été estimée en utilisant l'approche par le marché.

Pour les exercices clos les 31 mars 2017 et 2016, la juste valeur a été établie au moyen de l'évaluation découlant du plus récent financement, moins un escompte de 25 % en considération du facteur de liquidité. L'escompte choisi reflète la négociabilité du titre. Pour estimer la juste valeur, la direction s'est appuyée sur toute l'information pertinente dont elle disposait et a appliqué la méthode qui, selon elle, aurait été employée par des intervenants sur le marché.

Pour les exercices clos les 31 mars 2017 et 2016, l'instrument de capitaux propres d'une entité fermée a été classé comme un actif financier à la juste valeur par le biais du résultat net. Une variation de 5,0 % de l'escompte en considération du facteur de liquidité aurait augmenté ou diminué la juste valeur du placement d'environ 1 068 \$ et 1 043 \$ respectivement pour les exercices clos les 31 mars 2017 et 2016.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 mars 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Billet convertible

Le billet convertible comporte deux composantes de valeur – un billet conventionnel et une option de conversion en capitaux propres de Multi-Channels Asia PTE Ltd (« MCA »). D'après ses modalités, le contrat hybride, soit l'option de conversion ainsi que le billet convertible, a été évalué dans son ensemble à des fins de classement. Lors de sa comptabilisation initiale, le contrat hybride a été comptabilisé à sa juste valeur et désigné à la juste valeur par le biais du résultat net. Pour l'exercice clos le 31 mars 2017, le billet convertible a été évaluée à sa valeur recouvrable, la société ayant demandé le remboursement intégral de la débenture et s'attendant au remboursement du montant total de 1 000 \$ US. Pour l'exercice clos le 31 mars 2016, la juste valeur de la composante option a été évaluée au moyen du modèle d'évaluation d'options de Black-Scholes d'après le cours de l'action découlant du plus récent financement.

La juste valeur de la composante option a été estimée au moyen du modèle d'évaluation d'options de Black-Scholes et à partir des hypothèses suivantes :

	2016
Volatilité	40,0 %
Taux d'intérêt sans risque	1,69 %
Période	5 ans
Rendement en dividende	—

La juste valeur du billet a été calculée comme étant la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs d'après un taux d'actualisation ajusté en fonction des risques.

Une variation de 5,0 % du prix de l'action ordinaire aurait augmenté ou diminué la juste valeur du placement d'environ 10 \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2016.

Contrepartie conditionnelle

La contrepartie conditionnelle associée aux regroupements d'entreprises est payable à la réalisation d'objectifs en matière de croissance des produits au cours d'une période débutant à la date d'acquisition et au renouvellement de contrats avec des clients. L'évaluation de la juste valeur d'une contrepartie conditionnelle est déterminée au moyen de données non observables (niveau 3). Ces données comprennent i) le montant et le calendrier estimés des flux de trésorerie projetés et ii) le taux d'actualisation ajusté en fonction des risques utilisé pour actualiser les flux de trésorerie, lequel est fonction du risque associé à l'atteinte des cibles de produits. Si les flux de trésorerie projetés avaient été haussés de 10 %, la juste valeur aurait augmenté de 1 950 \$ et si les flux de trésorerie projetés avaient été réduits de 10 %, la juste valeur aurait diminué de 2 028 \$. Des taux d'actualisation variant entre 5 % et 15 % ont été appliqués pour refléter la valeur temps de l'argent. Un changement de 100 points de base du taux d'actualisation aurait accru ou réduit la juste valeur de 21 \$. La contrepartie conditionnelle a été classée à titre de passifs financiers et inscrite dans les autres créditeurs (note 18). La variation de la juste valeur a été comptabilisée dans les charges financières nettes (note 6).

Risque de crédit

Le risque de crédit s'entend du risque que la société subisse une perte financière inattendue si un client ou une autre partie à un instrument financier n'est pas en mesure de respecter ses obligations contractuelles. Ce risque découle principalement des créances clients et autres débiteurs de la société.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 mars 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Le risque de crédit de la société provient principalement de ses créances clients. Les montants inscrits dans les états consolidés de la situation financière sont présentés après déduction d'une provision pour créances douteuses que la direction de la société a estimée en se fondant, en partie, sur l'ancienneté du solde spécifique des débiteurs et sur les tendances actuelles et prévues en matière de recouvrement. L'exposition de la société au risque de crédit dépend principalement des caractéristiques propres à chaque client. Les données démographiques de la clientèle de la société, y compris le risque de défaut au sein du secteur et dans le pays où le client exerce ses activités, ont moins d'incidence sur le risque de crédit. Habituellement, la société n'exige pas de sûreté ni de garantie de la part de ses clients eu égard aux créances clients. Cependant, le crédit est accordé après évaluation de la solvabilité des clients. De plus, la société passe constamment en revue le crédit de ses clients et constitue une provision pour créances douteuses lorsque la probabilité de recouvrer les montants a diminué de façon importante. La société estime que son exposition au risque de crédit découlant de ses créances clients est limitée.

Le classement chronologique des soldes des créances clients et la provision pour créances douteuses au 31 mars 2017 et au 31 mars 2016 sont comme suit.

	2017	2016
En règle	8 929 \$	11 089 \$
En souffrance depuis 0 à 30 jours	5 825	5 537
En souffrance depuis 31 à 60 jours	2 374	1 253
En souffrance depuis 61 à 90 jours	2 207	1 261
En souffrance depuis plus de 90 jours	5 340	6 811
Total des créances clients	24 675	25 951
Moins la provision pour créances douteuses	474	349
	24 201 \$	25 602 \$

La variation de la provision pour créances douteuses relativement aux créances clients s'établit comme suit.

	2017	2016
Solde à l'ouverture de l'exercice	349 \$	452 \$
Créances douteuses	267	228
Radiation portée en réduction de la provision	(142)	(331)
Solde à la clôture de l'exercice	474 \$	349 \$

Sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie, ses autres débiteurs, son placement dans un billet convertible et ses instruments financiers dérivés exposent également la société au risque de crédit. La société gère ce risque en ne concluant des transactions qu'avec des institutions financières fiables.

La valeur comptable des actifs financiers inscrits aux états consolidés de la situation financière représente l'exposition maximale de la société au risque de crédit.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité s'entend du risque que la société ne soit pas en mesure de s'acquitter de ses obligations financières à leur échéance. Par ailleurs, la société gère son risque de liquidité en assurant une surveillance continue des flux de trésorerie réels et prévus tant dans des conditions normales que sous contrainte. Le conseil d'administration examine et approuve les budgets d'exploitation et d'investissement, ainsi que toute transaction importante qui ne s'inscrit pas dans le cours normal des activités, notamment des propositions de fusions, des acquisitions et d'autres investissements ou désinvestissements importants.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 mars 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles des passifs financiers, y compris les paiements d'intérêts estimés, au 31 mars 2017.

	Valeur comptable totale	Flux de trésorerie contractuels	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Facilité renouvelable	41 040 \$	41 040 \$	— \$	41 040 \$	— \$
Créditeurs et charges à payer	29 783	29 783	29 783	—	—
Autres créditeurs	22 538 \$	28 611 \$	9 765 \$	14 140 \$	4 706 \$

Risque de marché

Le risque de marché s'entend du risque que des variations des prix de marché, comme les cours des monnaies étrangères, les taux d'intérêt et les prix des instruments de capitaux propres, influent sur les résultats de la société ou sur la valeur des instruments financiers qu'elle détient. L'objectif de la gestion du risque de marché consiste à gérer et à maintenir l'exposition au risque de marché à l'intérieur de paramètres acceptables tout en optimisant les rendements.

Risque de change

La société est exposée au risque de change en raison des ventes et des charges qui sont libellées dans des monnaies autres que la monnaie fonctionnelle de ses filiales, soit essentiellement le dollar américain (« \$ US »), le dollar australien (« \$ AU ») et l'euro (« EUR »). Par ailleurs, la conversion, aux taux de change en vigueur à la date de clôture, des actifs et passifs monétaires libellés en monnaies autres que la monnaie fonctionnelle des filiales de la société accentue les variations du bénéfice. L'incidence de cette conversion est présentée en tant que profit ou perte de change aux états consolidés du résultat global.

Par la gestion de son risque de change, la société cherche à limiter son exposition nette aux flux de trésorerie en monnaies étrangères en transigeant, dans la mesure du possible, avec des tiers dans les devises susmentionnées, étant donné que ce type de transaction tiendra lieu de couverture économique naturelle pour chacune de ces monnaies.

L'exposition de la société au risque de change en ce qui concerne les éléments figurant dans ses états financiers consolidés s'établissait comme suit :

	31 mars 2017			31 mars 2016		
	\$ US	\$ AU	EUR	\$ US	\$ AU	EUR
Trésorerie et équivalents de trésorerie	922	444	502	313	—	1 006
Débiteurs	6 016	570	3 990	8 368	—	1 960
Impôts à recevoir (à payer)	(66)	(96)	(64)	201	—	(50)
Placements	13 046	—	—	13 046	—	—
Placements dans une coentreprise	—	—	—	—	—	85
Facilité de crédit	—	—	(1 700)	(4 450)	—	—
Créditeurs et charges à payer	(3 870)	(372)	(777)	(3 929)	(34)	(1 349)
Contrepartie conditionnelle	(657)	(4 002)	(2 843)	(438)	(4 002)	(2 765)
Exposition nette	15 391	(3 456)	(782)	13 111	(4 036)	(1 113)
Équivalent en dollars canadiens	20 740	(3 515)	(1 114)	17 027	(4 019)	(1 644)

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 mars 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Les taux de change suivants s'appliquent aux périodes et aux dates indiquées.

	2017		2016	
	Taux moyen	Taux de présentation	Taux moyen	Taux de présentation
\$ US par \$ CA	1,3371	1,3300	1,3210	1,2987
\$ AU par \$ CA	1,0197	1,0170	0,9922	0,9957
EUR par \$ CA	1,4286	1,4251	1,4721	1,4775

Selon les expositions au change de la société indiquées ci-dessus, la variation des taux de change présentés dans le tableau précédent par suite d'un renforcement de 5 % du dollar américain, du dollar australien et de l'euro aurait accru le bénéfice net et réduit le déficit comme suit, en supposant que toutes les autres variables soient demeurées constantes :

	31 mars 2017			31 mars 2016		
	\$ US	\$ AU	EUR	\$ US	\$ AU	EUR
Augmentation du bénéfice net	754	(128)	(40)	622	(147)	(60)

Un recul hypothétique de 5 % des monnaies étrangères aurait eu un effet équivalent, mais inverse, en présumant que toutes les autres variables soient demeurées constantes.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt s'entend du risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché. Le risque de taux d'intérêt de la société provient essentiellement de sa facilité d'exploitation renouvelable qui porte intérêt à taux variable.

La société détient la majorité de sa trésorerie et de ses équivalents de trésorerie dans des comptes portant intérêt à des taux inférieurs à 1,25 %. Par conséquent, sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie ne sont pas exposés de façon importante aux fluctuations des flux de trésorerie futurs découlant des variations des taux d'intérêt du marché. Les équivalents de trésorerie se composent de dépôts à terme dont l'échéance initiale ne dépasse pas trois mois et sont, par conséquent, également exposés au risque de taux d'intérêt eu égard à leur juste valeur. Toutefois, le risque lié à la juste valeur n'est pas important, compte tenu de l'échéance relativement rapprochée de ces instruments.

La facilité renouvelable est un instrument à taux d'intérêt variable qui échoit à plus d'un an. Cet instrument est exposé aux variations des taux d'intérêt futurs, lesquelles pourraient faire fluctuer les flux de trésorerie dans l'avenir.

À la date de clôture, le profil des taux d'intérêt des passifs financiers portant intérêt de la société était celui de sa facilité renouvelable, dont la valeur comptable était de 41 040 \$ et qui porte intérêt à taux variable.

Une variation de 100 points de base des taux d'intérêt des instruments à taux variable aurait augmenté ou diminué le déficit et aurait réduit le bénéfice net d'environ 117 \$ (149 \$ – 2016) au cours de l'exercice. Cette analyse part du principe que toutes les autres variables, surtout les cours des monnaies étrangères, sont demeurées constantes.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 mars 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

25. Gestion du capital

Les objectifs de la société en matière de gestion du capital sont les suivants :

Poursuivre sa stratégie de croissance grâce aux acquisitions et à la croissance interne en maintenant une souplesse financière;

Procurer à ses actionnaires un rendement du capital investi approprié.

Aux fins de la gestion du capital, la société définit son capital comme étant la somme de la dette nette et du total des capitaux propres.

Les montants totaux relatifs au capital géré sont les suivants :

	2017	2016
Contrepartie conditionnelle, y compris la partie courante	12 956	12 196
Solde à payer sur les acquisitions d'entreprises	5 845	300
Facilité renouvelable	41 040	35 035
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(5 862)	(3 201)
Dette nette compte tenu de la contrepartie conditionnelle	53 979	44 330
Total des capitaux propres	94 948	90 394
	148 927 \$	134 724 \$

La stratégie de financement de la société consiste à maintenir une structure souple lui permettant de réagir adéquatement à l'évolution de la conjoncture économique et à favoriser sa croissance au moyen d'acquisitions d'entreprises. La société surveille sa structure du capital à l'aide du ratio dette nette/BAIIA ajusté.

Pour maintenir ou ajuster sa structure du capital, la société peut modifier le montant des dividendes qu'elle verse à ses actionnaires, émettre ou rembourser des titres de créance, émettre des actions ou entreprendre d'autres activités qu'elle juge appropriées dans les circonstances, et ce, sur une base trimestrielle.

26. Parties liées

Les principaux dirigeants de la société sont le chef de la direction, le chef de la direction financière et certains autres membres importants de son personnel.

La rémunération de ses principaux dirigeants et les jetons de présence des administrateurs est comme suit :

	2017	2016
Avantages du personnel à court terme	3 361 \$	2 927 \$
Rémunération fondée sur des actions	810	976
Unités d'actions incessibles et attribuées en fonction de la performance	407	178
Unités d'actions différées	896	371
	5 474 \$	4 452 \$

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 mars 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

27. Base d'établissement

a) Déclaration de conformité :

Les états financiers consolidés de la société ont été établis conformément aux IFRS qu'a publiés le Conseil des normes comptables internationales (« IASB »).

Le conseil d'administration a autorisé la publication des états financiers consolidés le 7 juin 2017.

b) Base d'évaluation :

Les états financiers consolidés ont été établis au coût historique, sauf pour ce qui est des éléments suivants :

- la contrepartie conditionnelle à payer, qui est évaluée à la juste valeur chaque période de présentation de l'information conformément à l'IFRS 3;
- les placements, qui sont évalués à la juste valeur à la clôture de chaque exercice conformément à l'IFRS 9;
- les dérivés, qui sont évalués à la juste valeur à la clôture de chaque exercice conformément à l'IFRS 9;
- les passifs liés au régime d'unités d'actions différées et aux unités d'actions incessibles, qui sont évalués à la juste valeur à la clôture de chaque exercice conformément à l'IFRS 2;
- les options sur actions, qui sont évaluées à la juste valeur à la date d'attribution conformément à l'IFRS 2.

c) Conversion des monnaies étrangères :

i) Monnaie fonctionnelle et de présentation :

Les éléments figurant dans les états financiers de chaque filiale sont évalués au moyen de la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel celle-ci exerce ses activités (la « monnaie fonctionnelle »). Les états financiers consolidés sont présentés en dollars canadiens, ce dollar étant la monnaie fonctionnelle et de présentation de la société. Toutes les informations financières présentées en dollars canadiens ont été arrondies au millier de dollars près.

ii) Transactions et soldes :

Les transactions en monnaie étrangère sont converties dans la monnaie fonctionnelle aux taux de change en vigueur à la date des transactions. Les profits et pertes de change qui résultent du règlement de telles transactions et de la conversion d'actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère aux taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice sont portés en résultat net. Les écarts de conversion des actifs et passifs inscrits à la juste valeur sont présentés dans les profits ou pertes à la juste valeur. Les éléments non monétaires en monnaie étrangère qui sont évalués au coût historique sont convertis au taux de change à la date de la transaction. Les profits ou pertes de change sont présentés sur une base nette.

iii) Filiales :

Les résultats et la situation financière des établissements à l'étranger (dont aucun n'a une monnaie ayant cours dans une économie hyperinflationniste) dont la monnaie fonctionnelle diffère de la monnaie de présentation sont convertis dans la monnaie de présentation comme suit :

- les actifs et passifs figurant dans chaque état de la situation financière sont convertis au taux de clôture à la date de cet état;
- les produits et charges de chaque état du résultat net et du résultat global sont convertis aux taux de change moyens (sauf si cela ne correspond pas à une estimation raisonnable de l'incidence cumulative des taux en vigueur aux dates des transactions, auquel cas ces produits et ces charges sont convertis à ces dates);

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 mars 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

- tous les écarts de change qui en découlent sont pris en compte dans les autres éléments du résultat global.

Le goodwill et les ajustements de juste valeur résultant de l'acquisition d'un établissement à l'étranger sont traités comme des actifs et des passifs de celui-ci et sont convertis au taux de clôture.

28. Principales méthodes comptables

Les méthodes comptables décrites ci-après ont été appliquées de manière uniforme pour tous les exercices présentés dans les présents états financiers consolidés et par les filiales de la société.

a) Mode de consolidation :

Regroupements d'entreprises

Le goodwill, tel qu'il est calculé par la société, correspond à l'excédent de la juste valeur de la contrepartie transférée, qui reflète notamment la juste valeur de la contrepartie conditionnelle, sur le montant net comptabilisé (généralement la juste valeur) des actifs identifiables acquis et des passifs identifiables repris, tous ces éléments étant évalués à la date d'acquisition. Lorsque l'écart est négatif, un profit résultant d'une acquisition à des conditions avantageuses est immédiatement comptabilisé en résultat net.

Les coûts de transaction, autres que ceux liés à l'émission de titres de créance ou de capitaux propres, que la société assume dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés.

Filiales

Les filiales sont des entités contrôlées par la société. La société exerce un contrôle sur une entité lorsqu'elle est exposée ou qu'elle a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec cette entité et qu'elle a la capacité d'influer sur ses rendements du fait du pouvoir qu'elle détient sur celle-ci. Les états financiers des filiales sont intégrés dans les états financiers consolidés de la date de la prise du contrôle à la date de la perte du contrôle.

Les présents états financiers consolidés comprennent les comptes de la société et ceux de ses filiales entièrement détenues, soit Stingray Music USA Inc., Stingray Music Rights Management LLC, 2144286 Ontario Inc., Pay Audio Services Limited Partnership, Stingray Business Inc., Music Choice Europe Limited, Stingray Digital International LTD., Music Choice India Private LTD., Music Choice Europe Deutschland GmbH, Xtra Music LTD., Stingray Europe B.V., Alexander Medien Gruppe B.V., Les Réseaux Urbains Viva Inc., Brava HDTV B.V., Brava NL B.V., Djazz B.V., Transmedia Communications SA et ses filiales entièrement détenues, Digital Music Distribution Pty LTD., 9076-3392 Québec Inc. (menant leurs activités sous l'appellation Nümédia), Festival 4K B.V., Classica GMBH et sa filiale entièrement détenue Classica Asia GMBH ainsi que Think inside the box LLC (Nature Vision TV).

Participation dans une coentreprise

Une coentreprise est un partenariat dans lequel la société et les autres parties qui exercent un contrôle conjoint sur le partenariat ont des droits sur l'actif net de celui-ci.

Transactions éliminées à la consolidation

Les soldes et transactions intragroupe, ainsi que les profits et pertes latents qui découlent de transactions intragroupe, sont éliminés aux fins de l'établissement des états financiers consolidés.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 mars 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

b) Instruments financiers:

i) *Actifs financiers et passifs financiers :*

La société comptabilise initialement les actifs financiers à la date de transaction à laquelle elle devient une partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Au moment de la comptabilisation initiale, la société classe ses actifs financiers comme étant ultérieurement évalués soit au coût amorti soit à la juste valeur, selon le modèle économique qu'elle applique pour gérer les actifs financiers et les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels qui y sont liés. S'il est établi qu'un actif financier ne sera pas comptabilisé ultérieurement à la juste valeur par le biais du résultat net, l'évaluation initiale reflète alors les coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition ou à la création de l'actif financier.

Actifs financiers évalués au coût amorti

Un actif financier est évalué au coût amorti si les deux conditions suivantes sont remplies et s'il n'est pas désigné à la juste valeur par le biais du résultat net :

- l'actif est détenu dans le cadre de l'application d'un modèle économique dont l'objectif est de conserver des actifs afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels;
- les modalités contractuelles de l'actif financier donnent lieu, à des dates précises, à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de capital et à des versements d'intérêts sur le solde du capital.

La société classe actuellement la trésorerie et les équivalents de trésorerie ainsi que les créances clients et autres débiteurs en tant qu'actifs financiers évalués au coût amorti.

Actifs financiers évalués à la juste valeur

Tous les placements en titres de capitaux propres et autres actifs financiers qui ne remplissent pas les conditions permettant de les classer comme des actifs financiers évalués au coût amorti sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat net.

Les variations de celle-ci, y compris tout produit d'intérêts ou de dividende reçu, sont comptabilisées en résultat net.

Les placements de la société sont classés comme des actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net.

La société décomptabilise un actif financier lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie liés à l'actif arrivent à expiration, lorsqu'elle transfère les droits de recevoir les flux de trésorerie contractuels dans le cadre d'une transaction aux termes de laquelle la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif financier sont transférés ou lorsqu'elle ne transfère ni ne conserve la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété et qu'elle ne conserve pas le contrôle de l'actif transféré. Tout droit créé ou conservé par la société sur de tels actifs financiers décomptabilisés est inscrit comme un actif ou un passif distinct.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 mars 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Passifs financiers

La société comptabilise initialement les titres de créance émis et les créances subordonnées à la date à laquelle ils sont créés. Tous les autres passifs financiers sont comptabilisés initialement à la date de la transaction, soit la date à laquelle la société devient une partie aux dispositions contractuelles des instruments.

Les passifs financiers sont initialement évalués à la juste valeur. Dans les cas où les passifs financiers ne sont pas ultérieurement comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net, l'évaluation initiale comprend alors les coûts de transaction directement attribuables.

La société évalue la totalité des passifs financiers au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, sauf pour ce qui est de la contrepartie conditionnelle comptabilisée à la juste valeur par le biais du résultat net et des passifs financiers qui ont été désignés à la juste valeur par le biais du résultat net parce que ce faisant, la pertinence des informations est accrue. L'évaluation de ces passifs, y compris les dérivés qui constituent des passifs, doit se faire ultérieurement à la juste valeur.

La société décomptabilise un passif financier lorsque ses obligations contractuelles sont éteintes ou annulées ou lorsqu'elles arrivent à expiration.

Les actifs et passifs financiers sont compensés, et le solde net est présenté dans les états consolidés de la situation financière, si et seulement si la société a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants et si elle a l'intention soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

ii) Dépréciation d'actifs financiers :

À la clôture de chaque exercice, la société doit évaluer s'il existe une indication objective de dépréciation d'un actif financier ou d'un groupe d'actifs financiers. Les défauts de paiement ou manquements d'un débiteur, les restructurations de dettes envers la société selon des modalités que cette dernière n'aurait pas envisagées dans d'autres circonstances, la faillite probable d'un débiteur ou d'un émetteur ou la disparition d'un marché actif pour un titre donné sont considérés comme des indications objectives de dépréciation d'un actif financier.

En ce qui a trait à certaines catégories d'actifs financiers, comme les créances clients et autres débiteurs, les actifs pour lesquels aucune dépréciation n'a été décelée sur le plan individuel font l'objet d'un test de dépréciation collectif. Les indications objectives de dépréciation du portefeuille de créances clients et d'autres débiteurs peuvent comprendre l'expérience passée de la société en matière de recouvrement de créances, l'augmentation des délais de paiement au sein du portefeuille ainsi que des changements de la conjoncture économique, à l'échelle nationale ou internationale, pouvant se traduire par des défauts de paiement à l'égard des créances clients et autres débiteurs.

S'il existe des indications objectives qu'une perte de valeur a été subie à l'égard des actifs financiers évalués au coût amorti, le montant de la perte sera égal à la différence entre la valeur comptable de l'actif et la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés (exclusion faite des pertes de crédit futures qui n'ont pas encore été subies), établie au moyen du taux d'intérêt effectif initial de l'actif financier (c'est-à-dire au taux d'intérêt effectif calculé lors de la comptabilisation initiale). Le montant de la perte est comptabilisé en résultat net.

Si le montant de la perte de valeur diminue au cours d'un exercice ultérieur, et si cette diminution peut être objectivement liée à un événement survenu après la comptabilisation de la dépréciation (par exemple une amélioration de la notation de crédit du débiteur), la perte de valeur comptabilisée précédemment est reprise. La reprise comptabilisée correspond alors à l'amélioration et ne peut excéder le coût amorti qui aurait été inscrit à la date de reprise de la dépréciation si aucune dépréciation n'avait été comptabilisée. Le montant de la reprise est comptabilisé en résultat net.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 mars 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

iii) Capital-actions :

Les actions ordinaires, les actions à droit de vote subalterne, les actions à droit de vote subalterne variable et les actions à droit de vote multiple sont classées dans les capitaux propres. Les coûts marginaux directement attribuables à leur émission sont portés en réduction des capitaux propres, après déduction de toute incidence fiscale.

iv) Autres instruments de capitaux propres :

Les bons de souscription qui n'ont pas été émis dans le cadre de transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui ne répondent pas à la définition d'instrument financier dérivé sont comptabilisés initialement à la juste valeur dans les capitaux propres. Au moment de l'émission simultanée de multiples instruments de capitaux propres, la contrepartie reçue, déduction faite des frais d'émission, est attribuée selon la juste valeur de chacun de ces instruments. Les instruments de capitaux propres ne sont pas réévalués ultérieurement.

v) Dérivés et autres dérivés non détenus à des fins de transaction :

La société détient de temps à autre des instruments financiers dérivés afin de réduire son exposition au risque de taux d'intérêt. La société ne détient ni n'utilise d'instruments financiers dérivés à des fins de spéculation. Les dérivés sont initialement inscrits à leur juste valeur, et les coûts de transaction sont comptabilisés en résultat net à mesure qu'ils sont engagés. Après leur comptabilisation initiale, les dérivés sont évalués à la juste valeur et toute variation de celle-ci est immédiatement portée en résultat net.

c) Comptabilisation des produits :

La société tire des produits essentiellement de la prestation de services, de la vente de solutions sur demande, de projets de solutions médias et d'autres sources. Les produits sont évalués selon la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir. La société comptabilise des produits lorsque les services sont rendus et que le recouvrement est raisonnablement assuré, qu'il y a des preuves convaincantes de l'existence d'un contrat et que le prix de vente est déterminé ou déterminable.

Prestation de services

Les produits tirés de la prestation de services englobent principalement ceux tirés de la distribution de musique et de contenu vidéo en continu et facturés sous forme de frais d'abonnement mensuellement, trimestriellement ou annuellement. La société comptabilise des produits tirés de la prestation de services lorsque ces services sont rendus. La société comptabilise des produits différés lorsque les clients paient leurs frais d'abonnement d'avance.

Solutions sur demande

Les produits tirés des solutions sur demande englobent principalement ceux tirés des services musicaux et de concerts en ligne ou ceux tirés des abonnements télé. Ces produits sont comptabilisés au cours de l'exercice où les services sont rendus.

Projets de solutions médias

Les produits tirés des projets de solutions médias englobent ceux tirés des projets médias à long terme. Les produits sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement des travaux, ce qui est calculé selon le pourcentage des coûts des contrats engagés sur les coûts prévus. L'incidence de toute révision des produits et des charges estimés est comptabilisée lorsque les montants sont connus et peuvent raisonnablement être estimés. Lorsque les coûts des contrats excèdent le total des produits tirés des contrats, la perte prévue est immédiatement passée en charges au moyen d'une provision pour perte à l'achèvement, peu importe le degré d'achèvement des travaux.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 mars 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Autres produits

Les autres produits découlent principalement de la vente de matériel et des services de soutien et d'installation. Les produits sont comptabilisés au cours de la période où la vente des biens a lieu et où les services sont rendus.

d) Recherche et développement :

Les dépenses de recherche engagées en vue d'acquérir une compréhension et des connaissances scientifiques ou de nouvelles techniques sont comptabilisées en résultat net lorsqu'elles sont engagées. Les frais de développement sont comptabilisés en résultat net, sauf s'ils répondent à des critères précis liés à la faisabilité technique, commerciale et financière, auquel cas ils sont inscrits dans les actifs. Les frais de développement différés, déduction faite de l'aide publique, sont amortis à compter de la date de commercialisation des biens et des services.

e) Subventions publiques :

Les crédits d'impôt à l'investissement sont comptabilisés en réduction des frais de recherche et de développement au cours de l'exercice où les coûts sont engagés, pour autant qu'il y ait une assurance raisonnable que la société répond aux exigences du programme de subvention approuvé et qu'elle recevra bel et bien la subvention.

Les crédits d'impôt à l'investissement sont examinés et approuvés par les administrations fiscales, et il est possible que le montant de la subvention accordé diffère du montant comptabilisé.

f) Actifs de location et paiements :

Les contrats de location simple ne sont pas comptabilisés dans les états consolidés de la situation financière de la société. Les paiements versés aux termes de ces contrats sont comptabilisés en résultat net selon le mode linéaire sur la durée du contrat. Les avantages reçus au titre de la location sont comptabilisés comme une partie intégrante du total de la charge de location sur la durée du contrat de location. Les paiements éventuels au titre de la location sont comptabilisés au cours de l'exercice où ils sont engagés.

g) Produits financiers et charges financières :

Les produits financiers comprennent les produits d'intérêts tirés de sommes investies et la variation de la juste valeur des dérivés et de la contrepartie conditionnelle. Les produits d'intérêts sont comptabilisés en résultat net à mesure qu'ils sont gagnés selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les charges financières comprennent les charges d'intérêts sur les emprunts, la désactualisation des provisions, la variation de la juste valeur des dérivés et de la contrepartie conditionnelle, l'amortissement des coûts de financement différés, les (profits) pertes de change et les pertes de valeur comptabilisées à l'égard des actifs financiers.

La société comptabilise les produits financiers et les charges financières à titre d'éléments des activités d'exploitation dans les tableaux consolidés des flux de trésorerie.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 mars 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

h) Impôts sur le résultat :

La charge d'impôts comprend l'impôt exigible et l'impôt différé. L'impôt exigible et l'impôt différé sont comptabilisés en résultat net, sauf dans la mesure où ils se rapportent à un regroupement d'entreprises ou à des éléments comptabilisés directement dans les capitaux propres ou dans les autres éléments du résultat global.

L'impôt exigible s'entend de l'impôt qui devra vraisemblablement être payé ou recouvré au titre du bénéfice imposable ou de la perte d'un exercice donné, aux taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture, et il comprend également tout ajustement de l'impôt à payer relativement à des exercices antérieurs.

L'impôt différé est comptabilisé au titre des différences temporaires entre la valeur comptable des actifs et des passifs établie aux fins de la présentation de l'information financière et leur valeur fiscale.

Aucun impôt différé n'est comptabilisé au titre des différences temporaires suivantes :

- les différences temporaires liées à la comptabilisation initiale d'actifs ou de passifs dans le cadre de transactions qui ne sont pas un regroupement d'entreprises et qui ne touchent ni le bénéfice (la perte) comptable, ni le bénéfice imposable (la perte fiscale);
- les différences temporaires qui se rapportent à des participations dans des filiales, dans des entreprises associées ou dans des partenariats, dans la mesure où la société est à même d'exercer un contrôle sur le moment auquel les différences temporaires se résorberont et où il est probable que ces différences ne se résorberont pas dans un avenir prévisible;
- les différences temporaires imposables qui résultent de la comptabilisation initiale d'un goodwill.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé au titre des pertes fiscales et crédits d'impôt inutilisés ainsi qu'au titre des différences temporaires déductibles, dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur auquel ces éléments pourront être imputés sera réalisé. Les actifs d'impôt différé sont évalués au coût à la clôture de chaque exercice, et leur valeur comptable est réduite s'il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable sera réalisé.

L'impôt différé est évalué aux taux d'impôt qui devraient s'appliquer aux différences temporaires lorsque celles-ci se résorberont, selon les lois adoptées ou quasi adoptées à la date de clôture.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont compensés si l'entité a un droit juridiquement exécutoire de compenser des actifs et passifs d'impôt exigible, et si les actifs et passifs d'impôt différé se rapportent à des impôts prélevés par la même administration fiscale, soit sur la même entité imposable, soit sur des entités imposables différentes qui ont l'intention, soit de régler les passifs d'impôt exigible et de réaliser les actifs d'impôt exigible sur la base de leur montant net, soit de réaliser les actifs et de régler les passifs simultanément.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 mars 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

i) Bénéfice par action :

Le bénéfice de base par action est calculé en divisant le bénéfice net par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires, d'actions à droit de vote subalterne, d'actions à droit de vote subalterne variable et d'actions à droit de vote multiple en circulation au cours de l'exercice. Le bénéfice dilué par action est calculé à l'aide du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires, d'actions à droit de vote subalterne, d'actions à droit de vote subalterne variable et d'actions à droit de vote multiple en circulation au cours de l'exercice, après ajustement pour tenir compte de l'incidence dilutive des options sur actions, des unités d'actions incessibles et des unités d'actions différées. Le calcul du nombre d'actions supplémentaires repose sur l'hypothèse selon laquelle tous les instruments qui ont un effet dilutif sont exercés et que le produit qui en est tiré, ainsi que le montant de la rémunération fondée sur des actions non comptabilisée, qui est considéré comme un produit présumé, sont utilisés aux fins du rachat d'actions à droit de vote subalterne, d'actions à droit de vote subalterne variable et d'actions à droit de vote multiple au prix de l'action moyen pour l'exercice. En ce qui a trait aux unités d'actions incessibles, seule la rémunération fondée sur des actions non comptabilisée est considérée comme un produit présumé puisque le détenteur ne paie aucun prix d'exercice.

j) Trésorerie et équivalents de trésorerie :

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds en caisse et les soldes déposés auprès de banques.

k) Stocks :

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût des stocks est établi selon la méthode du premier entré, premier sorti.

La valeur de réalisation nette s'entend du prix de vente estimé dans le cours normal des activités, diminué du coût de vente estimé.

l) Immobilisations corporelles :

Comptabilisation et évaluation

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Le coût comprend les dépenses directement attribuables à l'acquisition de l'actif ainsi que les coûts relatifs au démantèlement et à l'enlèvement de l'immobilisation et à la restauration des lieux, le cas échéant.

Lorsque des composantes d'une immobilisation corporelle ont des durées d'utilité différentes, elles sont comptabilisées comme des parties distinctes (principales composantes).

Les profits et pertes à la cession d'une immobilisation corporelle sont déterminés au moyen de la comparaison du produit de la cession et de la valeur comptable, et sont comptabilisés en résultat net.

Coûts ultérieurs

Le coût de remplacement d'une composante d'une immobilisation corporelle est reflété dans la valeur comptable de la composante s'il est probable que les avantages économiques futurs liés à la composante iront à la société et s'il peut être évalué de façon fiable. La valeur comptable de la composante remplacée est décomptabilisée. Les coûts de l'entretien quotidien des immobilisations corporelles sont comptabilisés en résultat net à mesure qu'ils sont engagés.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 mars 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Amortissement

L'amortissement est calculé sur le coût de l'actif diminué de sa valeur résiduelle et est comptabilisé en résultat net selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée de chaque composante d'une immobilisation corporelle, étant donné que ce mode reflète le plus étroitement le rythme prévu de réalisation des avantages économiques futurs représentatifs de l'actif. Les actifs loués sont amortis sur la plus courte de la durée du contrat de location et de la durée d'utilité, à moins que la société ait l'assurance raisonnable qu'elle deviendra propriétaire de l'actif à la fin du contrat de location.

Les durées d'utilité estimées pour l'exercice à l'étude et les exercices comparatifs sont les suivantes :

Immobilisations corporelles	Période
Mobilier, agencements et matériel	De 3 à 5 ans
Matériel informatique	3 ans
Améliorations locatives	Durée du bail ou 3 ans

Les estimations utilisées aux fins des modes d'amortissement, des durées d'utilité et des valeurs résiduelles sont passées en revue à la clôture de chaque exercice et sont ajustées au besoin.

m) Immobilisations incorporelles :

Les immobilisations incorporelles acquises par la société qui ont une durée d'utilité déterminée sont évaluées au coût diminué du cumul de l'amortissement et du cumul des pertes de valeur, le cas échéant.

La juste valeur des ententes de non-concurrence acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises est déterminée en fonction des pertes de produits actualisées estimées qui ont pu être évitées grâce à la signature de ces ententes. La juste valeur des listes de clients et des relations clients acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises est déterminée selon la méthode des bénéfices excédentaires sur plusieurs périodes. Selon cette méthode, l'actif en cause est évalué après déduction du juste rendement sur tous les autres actifs qui contribuent à créer les flux de trésorerie connexes. La juste valeur des catalogues musicaux acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises est déterminée selon les coûts estimés de création de ces catalogues musicaux. La juste valeur des marques de commerce acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises est déterminée selon les paiements de redevances futurs estimés actualisés qui ne sont pas à verser.

Amortissement

L'amortissement est comptabilisé en résultat net selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée des immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée.

Les durées d'utilité estimées pour l'exercice à l'étude et les exercices comparatifs sont les suivantes :

Immobilisations incorporelles	Période
Catalogue musical	De 5 à 15 ans
Liste de clients et relations clients	De 3 à 15 ans
Marques de commerce	De 2 à 20 ans
Licences, applications Web et logiciels	De 1 à 11 ans
Ententes de non-concurrence	De 2 à 11 ans

Les estimations utilisées aux fins des modes d'amortissement, des durées d'utilité et des valeurs résiduelles sont passées en revue à la clôture de chaque exercice et sont ajustées au besoin.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 mars 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

n) Goodwill :

Le goodwill découlant de l'acquisition d'entreprises est évalué au coût diminué du cumul des pertes de valeur.

Le goodwill n'est pas amorti mais fait l'objet de tests de dépréciation.

o) Dépréciation d'actifs non financiers :

Chaque date de clôture, la société passe en revue la valeur comptable de ses actifs non financiers, lesquels comprennent les immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée et les immobilisations corporelles, pour déterminer si des événements particuliers ou des changements de circonstances indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. La valeur recouvrable du goodwill fait l'objet d'un test de dépréciation chaque exercice à la même date, ou plus fréquemment si des indications de dépréciation sont décelées.

Pour les besoins des tests de dépréciation, les actifs qui ne peuvent être soumis à un test de dépréciation individuel sont regroupés dans une UGT. Le goodwill est attribué à l'UGT ou au groupe d'UGT qui devrait bénéficier des synergies qui découleront du regroupement d'entreprises. Chaque unité ou groupe d'unités auquel un goodwill est attribué, qui représente le niveau le plus bas auquel le goodwill fait l'objet d'un suivi pour des besoins de gestion interne, ne doit pas être plus grand qu'un secteur opérationnel.

Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT excède sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable correspond à la valeur la plus élevée entre la juste valeur d'un actif diminuée des coûts de vente et sa valeur d'utilité. Les pertes de valeur sont comptabilisées en résultat net. Les pertes de valeur sont d'abord portées en déduction de la valeur comptable du goodwill attribué à l'UGT, puis en déduction de la valeur comptable des autres actifs de l'UGT au prorata.

p) Provisions :

Une provision est comptabilisée si, en raison d'un événement passé, la société a une obligation actuelle juridique ou implicite dont le montant peut être estimé de façon fiable, et s'il est probable qu'une sortie d'avantages économiques sera nécessaire pour régler l'obligation. Le montant des provisions est déterminé par l'actualisation des flux de trésorerie futurs attendus, à un taux avant impôts qui reflète les évaluations actuelles, par le marché, de la valeur temps de l'argent et des risques propres à l'obligation. La désactualisation est comptabilisée dans les charges financières.

Passif éventuel

Un passif éventuel s'entend d'une obligation possible découlant d'événements passés dont l'existence sera confirmée uniquement s'il survient un ou plusieurs événements incertains futurs échappant au contrôle de la société ou encore d'une obligation actuelle découlant d'événements passés (dont l'existence a donc été confirmée), mais qui n'a pas été comptabilisée parce qu'il est peu probable que le transfert ou l'utilisation d'un actif, que la prestation d'un service ou que toute autre forme de transfert d'un avantage économique sera nécessaire pour régler l'obligation ou parce que celle-ci ne peut être estimée de façon fiable.

q) Avantages du personnel :

i) Avantages du personnel à court terme

Les avantages du personnel à court terme sont passés en charges à mesure que les services correspondants sont rendus.

Un passif égal au montant que la société s'attend à payer est comptabilisé si cette dernière a une obligation actuelle juridique ou implicite de payer ce montant au titre des services passés rendus par les membres du personnel et si une estimation fiable de l'obligation peut être effectuée.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 mars 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

ii) Régime à cotisations définies

La société verse des cotisations au régime à cotisations définies des membres du personnel de l'une de ses filiales.

Les obligations de versement de cotisations à ce régime sont passées en charges à mesure que les services correspondants sont rendus.

Les obligations au titre de ce régime sont passées en charges à mesure que les services sont rendus par les membres du personnel.

iii) Régimes à prestations définies

L'obligation nette de la société au titre des régimes à prestations définies est calculée au moyen d'une estimation du montant des avantages futurs que les membres du personnel ont gagnés pendant l'exercice à l'étude et les exercices antérieurs. Ce montant est ensuite actualisé puis déduit de la juste valeur des actifs des régimes.

Le calcul des obligations au titre des prestations définies est effectué annuellement par un actuaire qualifié qui utilise la méthode des unités de crédit projetées. Lorsque le calcul donne lieu à un actif éventuel pour la société, le montant de l'actif comptabilisé est limité à la valeur actualisée des avantages économiques disponibles, soit sous forme de remboursements futurs du régime, soit sous forme de diminution des cotisations futures au régime. Aux fins du calcul de la valeur actualisée des avantages économiques, les exigences de financement minimal applicables sont prises en compte.

La réévaluation de l'obligation nette au titre des prestations définies, laquelle reflète les gains et les pertes actuariels, le rendement des actifs du régime (exclusion faite des intérêts) et l'incidence du plafond des actifs (le cas échéant et exclusion faite des intérêts), est comptabilisée immédiatement dans les autres éléments du résultat global. La société établit le montant net de la charge (des produits) d'intérêt sur l'obligation nette au titre des prestations définies au début de l'exercice par rapport au passif (à l'actif) net au titre des prestations définies et tient compte des variations du passif (de l'actif) net au titre des prestations définies survenues au cours de l'exercice par suite des paiements de cotisations et de prestations. La charge d'intérêts nette et les autres charges liées aux régimes à prestations définies sont comptabilisées en résultat net.

Lorsque les avantages aux termes d'un régime sont modifiés ou lorsqu'un régime subit une réduction, la variation connexe des avantages liés aux services passés ou le profit ou la perte au titre de la réduction est comptabilisée immédiatement en résultat net. La société comptabilise les profits ou les pertes résultant de la liquidation d'un régime à prestations définies lorsque la liquidation a lieu.

iv) Régime d'options sur actions

La juste valeur à la date d'attribution des droits à des paiements fondés sur des actions attribués à la direction ou à des membres clés du personnel de la société est comptabilisée à titre de charge au titre des avantages du personnel, et une augmentation correspondante des capitaux propres est également comptabilisée sur la période d'acquisition de ces droits. Le montant passé en charges est ajusté pour refléter le nombre de droits pour lesquels il est prévu que les conditions de service seront remplies, de sorte que le montant finalement passé en charges dépend du nombre de droits qui remplissent les conditions de service à la date d'acquisition des droits.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 mars 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

v) *Régimes d'unités d'actions incessibles, d'unités attribuées en fonction de la performance et d'unités d'actions différées*

Les unités d'actions incessibles (les « UAI »), les unités attribuées en fonction de la performance (les « UAP ») et les unités d'actions différées (les « UAD ») qui devraient être réglées en trésorerie sont comptabilisées à titre d'attributions réglées en trésorerie, et la charge de rémunération est incluse dans les créditeurs et charges à payer. La charge de rémunération est initialement évaluée à la juste valeur à la date d'attribution et est comptabilisée en résultat net sur l'exercice d'acquisition. Le passif fait l'objet d'une réévaluation selon la juste valeur des actions ordinaires de la société chaque date de clôture. Les réévaluations effectuées au cours de l'exercice d'acquisition sont comptabilisées immédiatement en résultat net si elles se rapportent à des services passés et sont amorties sur l'exercice résiduel d'acquisition si elles se rapportent à des services futurs. La charge de rémunération cumulée qui sera ultimement comptabilisée correspond à la juste valeur des actions de la société à la date de règlement.

29. Nouvelles normes ou normes modifiées que la société n'a pas encore adoptées

IFRS 9 – *Instruments financiers*

En juillet 2014, l'IASB a publié la version définitive de l'IFRS 9, *Instruments financiers* [l'« IFRS 9 (2014) »]. L'IFRS 9 (2014) présente quelques différences avec l'IFRS 9 (2009) et l'IFRS 9 (2010), que la société a adoptées de façon anticipée le 1^{er} avril 2012. Ces différences ont trait au classement et à l'évaluation des actifs financiers et à la comptabilisation des passifs financiers. L'IFRS 9 (2014) instaure également un nouveau modèle fondé sur les pertes sur créances attendues aux fins du calcul de la dépréciation des actifs financiers ainsi que de nouvelles exigences générales concernant la comptabilité de couverture. La norme entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018, et son adoption anticipée est autorisée. La société n'a pas l'intention d'adopter l'IFRS 9 (2014) de façon anticipée. Elle étudie actuellement l'incidence qu'aura cette norme sur ses états financiers consolidés.

IFRS 15 – *Comptabilisation des produits*

En mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*. L'IFRS 15 remplace la totalité des normes antérieures sur la comptabilisation des produits, y compris l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, et les interprétations connexes, telles que l'IFRIC 13, *Programmes de fidélisation de la clientèle*. La nouvelle norme définit les exigences de comptabilisation des produits. Plus précisément, elle instaure un cadre exhaustif dont le principe général est le suivant : une entité doit comptabiliser des produits montrant le transfert des biens et des services promis selon un montant qui reflète la contrepartie que l'entité prévoit recevoir en échange de ces biens et de ces services. La norme présente également de nouvelles directives plus prescriptives que celles présentées dans les normes précédentes, ce qui pourrait se traduire par des modifications du classement de certains types de produits, des informations à fournir à leur égard ainsi que du moment où ils seront comptabilisés. La nouvelle norme entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018, et son adoption anticipée est autorisée. La société étudie actuellement l'incidence qu'aura cette norme sur ses états financiers consolidés. Elle n'a pas l'intention d'adopter cette norme de façon anticipée.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 mars 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

IAS 16 – Immobilisations corporelles

Le 12 mai 2014, l'IASB a publié des modifications à l'IAS 16, *Immobilisations corporelles*, ainsi qu'à l'IAS 38, *Immobilisations incorporelles*. Les modifications apportées à l'IAS 16 mentionnent explicitement que les modes d'amortissement fondés sur les produits ne peuvent être utilisés pour les immobilisations corporelles. La raison en est que ces modes d'amortissement reflètent des facteurs autres que la consommation des avantages économiques représentatifs de l'actif. Les modifications à l'IAS 38 introduisent une présomption réfutable selon laquelle l'utilisation de modes d'amortissement fondés sur les produits est inappropriée dans le cas des immobilisations incorporelles. Cette présomption ne pourrait être écartée que si les produits et la consommation des avantages économiques de l'immobilisation incorporelle présentent une « corrélation élevée », ou si l'immobilisation incorporelle est exprimée comme une mesure des produits. Les modifications s'appliquent prospectivement aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016, et leur adoption anticipée est autorisée. La société entend adopter les modifications à l'IAS 16 et l'IAS 38 aux fins de ses états financiers consolidés de l'exercice ouvert le 1^{er} avril 2016. Elle ne s'attend pas à ce que les modifications aient une incidence significative sur ses états financiers consolidés.

IAS 7 – Initiative concernant les informations à fournir

Le 7 janvier 2016, l'IASB a publié l'*Initiative concernant les informations à fournir (modifications de l'IAS 7)*. Ces modifications exigent d'une entité qu'elle fournisse des informations permettant aux utilisateurs de ses états financiers d'évaluer les variations des passifs issus des activités de financement, ce qui comprend les changements résultant des flux de trésorerie, mais aussi les changements sans contrepartie de trésorerie. Un moyen de satisfaire à cette obligation d'information consiste à fournir un rapprochement entre les soldes d'ouverture et de clôture des passifs issus des activités de financement. La société envisage d'adopter ces modifications à l'IAS 7 aux fins de ses états financiers consolidés de l'exercice ouvert le 1^{er} avril 2017. L'ampleur des répercussions de leur adoption n'a pas encore été établie.

IFRS 16 – Contrats de location

Le 13 janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16, *Contrats de location*. La nouvelle norme entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. Son adoption anticipée est autorisée si une entité adopte également l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, à la même date ou avant. L'IFRS 16 remplacera l'IAS 17, *Contrats de location*. Cette norme prescrit un modèle unique de comptabilisation par le preneur et oblige celui-ci à comptabiliser les actifs et les passifs de tous les contrats de location de plus de 12 mois, sauf s'ils portent sur des actifs de faible valeur. Un preneur est tenu de comptabiliser un actif lié au droit d'utilisation représentant son droit d'utiliser l'actif sous-jacent et un passif représentant son obligation de verser des paiements locatifs. Cette norme reprend pour l'essentiel les exigences comptables imposées aux bailleurs par l'IAS 17 tout en les obligeant à fournir des informations plus étoffées. Elle modifie également d'autres aspects du modèle de comptabilisation des contrats de location, notamment leur définition et comporte des dispositions transitoires. La société envisage d'adopter l'IFRS 16 aux fins de ses états financiers consolidés de l'exercice ouvert le 1^{er} avril 2019. L'ampleur des répercussions de l'adoption de cette norme n'a pas encore été établie.

IFRS 2 – Paiement fondé sur des actions

Le 20 juin 2016, l'IASB a publié des modifications de l'IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions*, en vue de clarifier comment doivent être comptabilisés certains types de transactions dont le paiement est fondé sur des actions. Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. Aux fins de simplification, les modifications peuvent être appliquées de manière prospective. L'application rétrospective ou anticipée est permise si l'information est disponible sans avoir recours à des connaissances a posteriori. La société envisage d'adopter les modifications de l'IFRS 2 dans ses états financiers de l'exercice s'ouvrant le 1^{er} janvier 2018. L'ampleur de l'incidence de l'adoption des modifications n'a pas encore été déterminée.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Exercices clos les 31 mars 2017 et 2016

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

IFRIC 22 – *Transactions en monnaie étrangère*

Le 8 décembre 2016, l'IASB a publié l'interprétation IFRIC 22, *Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée*. L'interprétation clarifie la date qui devrait être utilisée pour la conversion lorsqu'une transaction en monnaie étrangère fait l'objet d'un paiement ou d'un encaissement anticipé. L'interprétation s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. L'application anticipée est permise. La société envisage d'adopter l'interprétation dans ses états financiers de l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2018. L'ampleur de l'incidence de l'adoption de l'interprétation n'a pas encore été déterminée.

Assemblée annuelle des actionnaires

L'assemblée annuelle se tiendra
le 2 août 2017 au :

Siège social de Stingray
730 rue Wellington
Montréal, Québec
H3C 1T4
Canada

Inscription boursière

TSX: RAY.A et RAY.B

Calendrier provisoire des résultats

Premier trimestre de 2018
2 août 2017

Deuxième trimestre de 2018
9 novembre 2017

Troisième trimestre de 2018
8 février 2018

Quatrième trimestre de 2018
7 juin 2018

Agent des transferts

Société de fiducie CST
2001 Boulevard Robert-Bourassa
Bureau 1600
Montréal, Québec,
H3A 2A6
Canada
1-416-682-3860 ou 1-800-387-0825
inquiries@canstocka.com
www.canstocka.com/fr/

stingray.com

